

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS.

UNISSEZ-VOUS!

QUATRIÈME

INTERNATIONALE

Organe du Comité Exécutif International de la IVe Internationale

EDITO

L'AMÉRIQUE ET L'EUROPE

Dès 1928, critiquant le projet de programme soumis par N. Boukharine au VII^e Congrès de l'Internationale Communiste, Trotsky soulignait le caractère contradictoire du rôle des Etats-Unis dans le monde capitaliste. D'une part, cette puissance devonait de loin le pays de la plus formidable concentration économique réalisée par le capitalisme, sur la base d'un appareil productif qui continuait à se développer parallèlement au recul de toutes les autres puissances capitalistes; mais d'autre part, cette ascension des Etats-Unis qui les portait à la domination économique et politique du monde capitaliste (traversant déjà sa phase impérialiste de décadence de son développement) s'appropriait en même temps toutes les contradictions du régime capitaliste, les exaspérant encore plus et multipliant leur potentialité explosive. La marche des Etats-Unis vers l'hégémonie mondiale, disait-il, ne serait pas celle d'un superimpérialisme organisant et "planifiant" à sa façon l'économie capitaliste mondiale, mais comporterait au contraire une aggravation du déséquilibre de cette économie, de sa décomposition, de l'instabilité et de la désorganisation générale du monde capitaliste, dont les Etats-Unis eux-mêmes souffriraient de plus en plus. Cette analyse marxiste, dialectique, trouve à présent sa plus éclatante vérification.

Grâce à la conjoncture favorable de la guerre, les Etats-Unis ont concentré et développé encore davantage leur appareil productif déjà très puissant. L'économie américaine a connu durant la guerre et jusqu'en 1948 un véritable essor portant la production, l'emploi et les profits à des niveaux jamais atteints par aucune puissance capitaliste. Mais depuis l'automne de l'an dernier, la courbe économique a pris une

allure descendante. Niant tout au début le changement de la conjoncture, l'optimisme officiel a fait peu à peu place à des déclarations destinées à éviter la "panique". Penchés sur le grand malade, et, tout en professant encore une aversion verbale pour les méfaits que peut provoquer une "psychose de crise" généralisée, économistes, journalistes et politiciens bourgeois ont perdu progressivement le sourire et laissent franchement percer leur inquiétude.

Pressé par une opinion publique qui s'alarme facilement et se souvient de ce que fut pour des millions d'hommes la crise 1929-1933, et particulièrement pressé par les masses prolétariennes déjà affectées par un chômage qui atteint les 5 millions, Truman est sorti de son expectative pour admettre dans son dernier message au Congrès, qu'on est en effet devant "une économie nationale déclinante" : 13 % de baisse de la production, 4 millions environ de chômeurs (les syndicats affirment qu'ils sont déjà en réalité plus de 5 millions), investissements de 26 % inférieurs à ceux de 1948. Il n'admet pas qu'il s'agit du début d'une véritable crise, mais simplement d'une "récession" qu'il y a lieu d'atténuer en facilitant le "rajustement" à une économie "normale" débarrassée des dangers que "l'inflation" faisait poser sur elle jusqu'à présent ; et il préconise une série de mesures tirées de l'arsenal de la doctrine rooseveltienne du New Deal : mesures financières (stoppage de toute augmentation des impôts et même allègement de certains d'entre eux, assouplissement plus grand du crédit), sociales (proposition d'un relèvement du salaire minimum, des allocations de chômage, des pensions de vieillesse, et d'entreprise d'une série de travaux publics).

Ces mesures ont pour but principal d'augmenter la capacité d'absorption du marché intérieur, Truman ayant admis que le "moment du déclin de l'économie a commencé avec l'incapacité du marché de consommation de s'étendre parallèlement à la production". Quant à la politique extérieure que l'impérialisme américain entend poursuivre pour combattre la dépression, Truman n'a jusqu'à présent rien ajouté aux mesures et projets déjà établis : continuation du Plan Marshall, aide aux "pays arriérés", efforts plus puissants pour arriver à la convertibilité des monnaies et au commerce multilatéral, c'est-à-dire un ensemble de moyens pour que l'impérialisme américain puisse imposer et faire circuler partout librement ses marchandises et ses capitaux.

Dans quelle mesure cette politique ajournera-t-elle réellement la transformation en une véritable crise de la dépression commencée?

Certains facteurs qui, il est vrai, ont contribué en 1929 à donner à la crise, dès le début, un caractère hautement explosif n'existent pas actuellement : le crédit est distribué plus rationnellement et ne risque ni de fausser démesurément la véritable situation ni de provoquer une grave crise d'insolvabilité et de "faillites à la chaîne" ; la plupart des produits agricoles sont soutenus par des subventions gouvernementales et le pouvoir d'achat des fermiers n'est pas menacé d'une chute brutale ; la politique de sécurité sociale, des travaux publics, et surtout celle des armements (les budgets publiés se montent à quelque 60 milliards par an, soit environ 25 % du revenu national), peuvent jouer, pour un certain temps, un rôle "amortisseur" de la dépression. Cette politique est cependant vouée de toute façon à un échec pour deux raisons : parce que l'accroissement du pouvoir d'achat intérieur ne peut aller de

pair avec une politique improductive d'armements, qui a tendance à s'amplifier constamment ; parce qu'une politique d'expansion sur le marché mondial aura à compter avec les bouleversements désastreux qu'elle provoquerait au détriment de tous les autres pays capitalistes et avec leurs conséquences révolutionnaires.

Ceci dit, il n'en reste pas moins vrai que dans l'immédiat les conséquences de la dépression commencée aux Etats-Unis peuvent s'avérer infiniment plus dangereuses pour l'Europe capitaliste et pour les autres pays capitalistes dans le monde, que pour les Etats-Unis eux-mêmes. La crise de l'Angleterre en est un exemple frappant qui illustre en réalité la crise des rapports des Etats-Unis avec le reste du monde capitaliste et avec l'Europe en particulier. Des gens myopes cherchent à résoudre le problème du déséquilibre structurel organique du monde capitaliste (illustré par la balance excédentaire des Etats-Unis envers tous les autres pays capitalistes et par l'impossibilité de ces pays^{de} se passer des importations américaines, sans pouvoir exporter leurs produits dans ce pays), par des moyens de technique financière et commerciale : convertibilité des monnaies, commerce multilatéral.

Mais comment rattraper désormais sur une base capitaliste la puissance productive des Etats-Unis, son avance énorme tant en ce qui concerne le volume de la production que la productivité, et comment rétablir un marché mondial dans lequel le courant économique ne serait pas à sens unique de l'Amérique vers l'Europe, mais se ferait aussi en sens contraire?

En réalité ce problème est désormais insoluble en termes capitalistes, et les observateurs bourgeois qui arrivent à se le représenter distinctement, comme par exemple Walter Lippmann, incontestablement le journaliste le plus averti de la presse américaine, n'y trouvent aucune réponse. ("New York Herald Tribune", 16 juillet 1949. The Human Situation, W.Lippmann) - (+).

En outre, la dépression commencée aux Etats-Unis accentuera inévitablement ce déséquilibre et forcera Wall Street à une mainmise de plus en plus décisive sur l'ensemble du marché mondial.

Nous nous acheminons, dans ces conditions, vers une période de difficultés croissantes graves, pour la bourgeoisie européenne en par-

(+) Il est intéressant de remarquer que W.Lippmann considère que l'unification de l'Europe occidentale, dotée d'industries concurrentes et non complémentaires et artificiellement coupée de l'Europe orientale qui est encore en grande partie agricole, est utopique et non viable. Ce qui n'empêche les "socialistes" européens et les centristes stalinophobes de tout ac abit, de lancer le mot d'ordre de "l'Union Européenne occidentale indépendante", s'enfermant ainsi eux aussi dans le cercle vicieux de la recherche de solutions en partant de la division abstraite du monde par Washington et par Moscou.

particulier qui verra se restreindre sa part du marché mondial. Précisément au moment où elle en aura le plus besoin.

Bien qu'obligé de tenir compte de considérations politiques relatives à l'unité du front capitaliste contre l'URSS, qu'il s'efforcera de maintenir, l'impérialisme américain ne pourra pas de toute façon ordonner sa marche de pénétration dans le monde et éviter l'aggravation du déséquilibre et de la désorganisation de l'économie capitaliste.

+ +

Le seul répit que pourraient en réalité connaître dans l'immédiat aussi bien l'économie américaine que l'économie capitaliste en général (les autres puissances capitalistes se contentant de toute façon de leur portion congrue) se trouve dans l'amplification de la politique des armements, avec la perspective inévitable de la guerre elle-même, et dans la reprise des échanges commerciaux avec l'URSS, le glacis soviétique européen et la Chine.

Le capitalisme est déjà engagé à fond dans une politique d'armements et ce n'est pas, bien entendu, la ratification du Pacte Atlantique et la préparation d'un Pacte du Pacifique qui l'arrêteront.

Reste l'autre "amortisseur" de la crise : les échanges avec la zone d'influence soviétique. Il paraît que Wall Street est de plus en plus enclin à forcer Washington à desserrer le blocus de cette zone et à se saisir de la première occasion venue pour commercer avec la Chine de Mao-Tse-Tung en particulier. De son côté, le Kremlin spéculé sur cette éventualité qui lui permettrait de faire face à ses propres difficultés économiques et d'écarter pour un certain temps la guerre, à laquelle les Etats-Unis recourront inévitablement dès qu'ils se sentiront acablés dans l'impasse économique.

Il est possible, dans une telle éventualité, que le Kremlin adoucisse aussi son pseudo tournant à gauche actuel pour donner des apaisements supplémentaires à Washington et pour prolonger la trêve. La politique stalinienne actuellement est visiblement indécise et embarrassée par la nouvelle conjoncture internationale; il faut se garder de pronostiquer la direction précise dans laquelle elle évoluera à l'avenir.

Le mouvement de la IVe Internationale ne base pas sa politique sur le conjoncturel, sur les accords et les plans de tels ou tels, à Washington ou au Kremlin. Sa politique est basée sur les données fondamentales de l'analyse marxiste de l'époque dans laquelle nous vivons, les grandes tendances que nous constatons dans l'évolution objective du monde capitaliste et du stalinisme, et sur la confiance illimitée dans les capacités révolutionnaires du prolétariat et des masses coloniales.

Pour affronter l'étape du début de la dépression de l'économie capitaliste, qui se développera sur le plan d'un déséquilibre infiniment plus important que par le passé, nous aurons une préoccupation essentielle : dans la nouvelle conjoncture, orienter les courants révolutionnaires qui se développeront inévitablement au sein du prolétariat, aussi bien en Amérique qu'en Europe et dans le monde, ainsi que les masses coloniales, vers le programme de la IVe Internationale, afin que le stalinisme ne puis-

se pas mener à nouveau les grandes luttes de demain à la défaite ; et rendre ainsi possible une issue révolutionnaire de la crise pour éviter une troisième guerre mondiale.

+++++

+
+ N
+ O
+ T
+ E D I T O R I A L E S
+ S
+
+++++

LA CRISE S'ACCENTUE EN BELGIQUE

Depuis 1944, la Belgique a précédé les autres pays de l'Europe occidentale sur la voie de leur développement économique et politique. La reconstruction y a démarré plus tôt qu'ailleurs. La reprise économique y a connu un rythme plus rapide et atteint un niveau plus élevé. L'inflation galopante y a été jugulée plus tôt; les staliniens y ont commencé plus tôt leur tournant à gauche. Enfin, au moment où la reprise n'avait pas encore atteint son plafond en Grande-Bretagne, en France, en Hollande etc., la crise commençait à se manifester en Belgique. Aujourd'hui, alors que la mévente se limite aux secteurs de l'industrie légère pour le reste de l'Europe occidentale, elle vient déjà de frapper l'industrie lourde en Belgique.

Pourtant, la situation économique paraît encore prospère par comparaison avec celle de plusieurs pays plus importants. Le franc belge est aujourd'hui une monnaie forte se plaçant immédiatement derrière le dollar. De tous les pays bénéficiaires du Plan Marshall, la Belgique seule connaît depuis quatre mois un excédant d'exportations sur les importations. Les prévisions de l'OECE pour 1950 placent la Belgique en tête de tous les pays du continent quant à la valeur totale de ses exportations, lui faisant occuper ainsi la quatrième place dans le monde, immédiatement après les USA, la Grande-Bretagne et le Canada, et avant la France, l'Italie, l'Allemagne, les Indes etc.. Cette prospérité internationale s'exprime en des chiffres de profits astronomiques pour la plupart des entreprises de la grande bourgeoisie, dans un étalage de luxe peu connu dans le passé. Le nombre d'automobiles circulant dans ce petit pays de huit millions d'habitants a augmenté de 500.000 depuis la fin de la guerre, reflétant un enrichissement de toute une série de couches de la bourgeoisie moyenne à côté des grands magnats de l'industrie et des finances.

Il suffit cependant d'opposer à ces données d'autres plus fon-

damentales pour discerner les signes inquiétants marquant la fin prochaine du "miracle belge". La production de l'industrie légère, en premier lieu des textiles, avait connu une expansion considérable au lendemain de la guerre en raison de l'avance de la reconstruction belge sur celle des autres pays. Au fur et à mesure que les concurrents traditionnels remettaient au point leur appareil de production, la Belgique non seulement perdait ses marchés extérieurs mais encore voyait son marché intérieur inondé de produits étrangers (notamment pour la confection, la bonneterie, les souliers, etc.). Dans ce secteur, la production des industries de construction et de l'industrie lourde restait en hausse, marquant l'orientation de la politique commerciale belge qui favorisait systématiquement ce secteur (par exemple les accords de Benelux, les accords avec l'Amérique latine, etc.). Puis, les stocks de charbon commençaient à s'amonceler, atteignant plus d'un million de tonnes dès le mois d'août. A cela s'ajoutait la diminution radicale des demandes pour les aciéries et les entreprises métallurgiques. Les conséquences n'ont pas tardé à se manifester. Alors que les 250.000 chômeurs que la Belgique connaît depuis de longs mois provenaient surtout de l'industrie légère, le chômage partiel vient de s'introduire dans tous les charbonnages de Belgique et on passe à l'extinction des premiers hauts-fourneaux. Ainsi mineurs et métaux, les deux principales couches du prolétariat belge, sont frappés par le début de la crise dont plus personne n'ose nier les effets.

Effets bienfaisants, dit la bourgeoisie. Sur les traces de l'Economist, Fernand Baudhuin, spécialiste économique No 1, explique dans la Libre Belgique les bienfaits du chômage. Elimination des entreprises faibles, augmentation de la concurrence, stabilisation d'un chômage permettant de "régulariser le marché du travail", - c'est dans ces termes cyniques que la grande bourgeoisie caractérise la situation actuelle. Les remèdes, pour elle, sont clairs : pousser à l'extrême la rationalisation; ajouter aux chômeurs structurels les chômeurs technologiques; accroître le temps de travail; diminuer les salaires; diminuer les prix de revient. A la place du cri de guerre : "PRODUCTION!", c'est le cri de guerre "PRODUCTIVITE" qui est lancé. Dans une période d'instabilité sociale, quand le capitalisme chancelait, la politique de production ne pouvait être imposée à la classe ouvrière qu'avec l'aide des dirigeants ouvriers traîtres. C'est pourquoi les Spaak, les Van Acker, les Lalmand et Terfve lancèrent le "Produire d'abord" plus fortement même que les patrons. Aujourd'hui, remis en selle, enrichi et renforcé par quatre années de profits exceptionnels, espérant utiliser le chômage comme pression permanente sur une classe ouvrière désorientée, le patronat ne considère plus la collaboration gouvernementale des chefs réformistes comme tellement indispensable et se prépare à engager la bataille de la productivité sous sa propre bannière. C'est pourquoi le PSC, grand parti de la bourgeoisie, a mené la campagne électorale sous le mot d'ordre : majorité absolue. C'est pourquoi il a essayé d'utiliser sa victoire électorale pour obtenir son premier but politique : la rentrée en Belgique de son homme providentiel, Léopold III.

Tout en comportant une défaite sérieuse pour les partis ouvriers, en premier lieu pour les stalinien qui perdent la moitié de leurs sièges (il sur 23 à la Chambre) et ne représentent guère plus de force qu'avant la guerre, le PSC n'a atteint son but qu'au Sénat, où il dispose de plus de la moitié des sièges, mais il lui manque deux sièges à la Chambre pour jouir effectivement de la majorité absolue. Du lendemain des élections du 26 juin, la Belgique a traversé par conséquent une crise ministérielle qui se double d'une crise constitutionnelle, alors que la crise économique s'approfondit.

C'est dire que la situation est grave et pleine de périls pour les travailleurs.

Face aux tentatives du PSC de ramener le roi Léopold III, les dirigeants socialistes ont brandi la menace de la grève générale. D'abord, sans la préparer ni préparer les masses et leurs propres militants de base. Puis, sous la pression des nécessités, en constituant, nationalement et régionalement, des comités d'action, composés de représentants du PS, des syndicats, des coopératives et des mutualités. Les chefs réformistes ont clairement fait entendre qu'ils désirent rester entre eux dans cette "action", et ont repoussé les propositions d'unité d'action du PC, venues d'ailleurs fort tard, fort maladroitement et fort peu à propos, après une campagne électorale au cours de laquelle les dirigeants staliniens, de la façon la plus criminelle et la plus irresponsable, détournèrent systématiquement l'attention des travailleurs de la question royale et s'amusèrent à un insipide jeu démagogique: PSB = PSC. En portant la responsabilité de la division des forces ouvrières, les réformistes risquent cependant de porter celle de la défaite. Ils le risquent d'autant plus qu'ils s'obstinent à limiter les objectifs de leurs comités d'action à des seuls fins "anti-léopoldistes", alors qu'il est plus urgent de lier aux objectifs politiques un programme audacieux de lutte contre le chômage, sur lequel se concentre toute l'attention des travailleurs d'avant-garde.

Il serait faux de sous-estimer le danger de la situation. Désorienté par quatre années de compromissions infâmes de la part de ses partis attitrés, le prolétariat n'a pas réagi avec l'énergie nécessaire à la menace d'une aventure cléricalo-dictatoriale, qui ne serait que la couverture de l'offensive patronale contre le standing de la classe ouvrière. Momentanément, l'initiative reste fermement entre les mains de la bourgeoisie qui n'a pas encore découvert son jeu. Mais il serait également faux de se prononcer battu avant la lutte ou de semer la panique alors qu'il s'agit de stimuler toutes les énergies pour la bataille. Mineurs et métaux ne sont pas prêts à accepter sans résistance un chômage dont ils ont connu les effets désastreux pendant les noires années 1931-35. Le brusque changement de la situation économique peut agir comme un coup de fouet sur les masses dont les énergies révolutionnaires, puissamment manifestées en 1932, en 1936 et en 1944, n'ont fait que sommeiller depuis lors. La section belge de la IVe Internationale appelle le PSB et la FGTB à ouvrir les comités d'action à toutes les organisations se réclamant de la classe ouvrière, à les élargir à la base jusqu'à couvrir tout le pays, toutes les entreprises, usines, mines, ateliers et bureaux, d'un réseau d'organismes démocratiques, instruments principaux de la mobilisation des masses. Contre Léopold III, contre le Sénat réactionnaire, contre le capitalisme fauteur de crise, de chômage, de dictature et de guerre; pour la République, pour la semaine de 40 heures, pour le contrôle ouvrier sur la production, pour un gouvernement ouvrier appliquant une véritable politique socialiste appuyé par les comités, -- tel est le programme d'action sur lequel les travailleurs belges peuvent engager la lutte et s'assurer la victoire. Cette victoire pourrait être de la plus grande importance pour le prolétariat de toute l'Europe. Le sort de De Gaulle dépendra dans une large mesure de celui de Léopold III. Et, retournant un vieux dicton point dénué de sagesse, on peut dire que l'orage pourrait bien secouer Paris après que les premières gouttes de pluie soient tombées à Bruxelles.

+++++

NOUVEAUX DEVELOPPEMENTS A BELGRADE

Les derniers mois, ainsi que les dernières semaines, ont vu s'accroître en plusieurs points l'évolution en Yougoslavie. C'est le résultat d'une pression économique et politique accrue du Kremlin sur ce pays, pression qui vise à renverser coûte que coûte "la clique titiste" dont la dissidence a ouvert incontestablement la brèche la plus importante dans l'édifice stalinien depuis l'extermination de l'aile révolutionnaire en URSS.

Ne se contentant pas d'avoir rompu tous les rapports économiques avec la Yougoslavie, le Kremlin a profité de la discussion du traité de paix autrichien à la dernière "conférence des quatre" à Paris pour abandonner les revendications yougoslaves sur l'Autriche. Même coup lors des dernières élections à Trieste.

D'autre part, la poursuite de la lutte de "l'armée démocratique grecque" contre les "monarcho-fascistes d'Athènes" est devenue aux yeux du Kremlin d'un intérêt tout à fait secondaire en face de l'utilisation de cette armée pour combattre Tito et maintenir une situation trouble dans la partie yougoslave de la Macédoine. C'est là un exemple révoltant du cynisme bureaucratique caractérisant la politique du Kremlin qui se permet de monnayer le sang des masses grecques engagées depuis des années dans un combat à mort contre la réaction, pour servir ses plans de campagne contre Tito.

Markos fut la première victime de cette campagne qui décapita et démoralisa le mouvement des partisans grecs, afin de permettre son noyautage par les agents directs du Kremlin, et son utilisation contre Belgrade.

Des rapports d'Athènes indiquent que ce mouvement, désorienté et démoralisé de l'intérieur, traqué par la pression militaire accrue du gouvernement réactionnaire grec, se disloque actuellement en petites bandes formées essentiellement d'éléments de la minorité slavo-macédonienne, que le Kremlin tâche de transformer en "maquis" essentiellement anti-titiste opérant dans les montagnes bulgare-yougoslaves et dans la partie yougoslave de la Macédoine.

C'est en partie pour répondre à cette menace que Tito, parlant à Tola, a annoncé la fermeture graduelle de la frontière greco-yougoslave. Cette mesure correspond aussi, bien sûr, au désir des Anglo-saxons protecteurs du régime infâme d'Athènes.

A la suite de son isolement de l'est, Belgrade qui traverse une grave crise de réorientation économique et qui a absolument besoin de s'approvisionner à l'ouest en matières premières, en machines et en capitaux est obligé d'entrer dans la voie des concessions partielles. Une retraite de ses positions diplomatiques défendues jusqu'à présent se dessine aussi en ce qui concerne ses revendications sur l'Autriche et Trieste.

Tout ceci ne serait pas encore grave et ne signifierait en aucune façon l'intégration de Belgrade dans le bloc impérialiste si les dirigeants yougoslaves expliquaient chaque fois sincèrement les raisons de ces retraites et de ces concessions, en reconnaissant clairement la pression impérialiste, et surtout s'ils cessaient de défendre l'idée ab-

surde d'une possibilité de construire et d'achever dans de telles conditions le socialisme en Yougoslavie. Dans la mesure où cette soi-disant "édification du socialisme" en Yougoslavie devient un but en soi elle ne peut que camoufler la tentative d'une bureaucratie naissante de rester coûte que coûte au pouvoir et de s'accoutumer à toutes les concessions envers l'impérialisme.

Ce qui est possible en Yougoslavie, c'est de commencer à édifier le socialisme en s'efforçant d'élargir sa base pour l'extension tout d'abord de la véritable révolution prolétarienne dans toute la péninsule balkanique et dans toute l'Europe.

L'idéologie de "l'Etat Socialiste Yougoslave" prédominant sur celle de l'utilisation de la Yougoslavie pour élargir la base de la révolution, est une idéologie réactionnaire.

Mais une telle orientation vers la révolution mondiale présuppose naturellement un véritable pouvoir prolétarien en Yougoslavie, basé sur les masses démocratiquement et librement organisées en classe dominante, et une réelle compréhension et une réelle dénonciation du stalinisme.

Sur ce dernier point, quelques progrès ont été accomplis ces derniers temps par les dirigeants yougoslaves. Ayant tout bien pesé, ils se sont décidés à passer à leur tour à une contre-offensive idéologique contre le Kremlin et le Kominform. Dans leurs discours et leurs publications ont paru récemment des caractérisations et des analyses de la politique du Kremlin, de la nature des "Démocraties Populaires" et de la nature de classe de la Yougoslavie elle-même tout à fait remarquables, parmi lesquelles nous voulons citer : Le discours d'introduction à la nouvelle loi sur les "Comités du Peuple" de E. Kardelj à l'Assemblée Nationale ; le discours de Djilas à l'occasion de l'anniversaire de l'insurrection du Monténégro ; le discours de Tito au IIIe Congrès du Front Populaire.

Nous reviendrons prochainement dans une étude sur ces développements idéologiques qui s'opèrent ^{sous} la pression des événements et par la logique de la lutte dans les milieux du Parti Communiste Yougoslave. Il n'y a pas de doute qu'indépendamment de l'évolution ultérieure de la Yougoslavie, qui n'est pas du tout encore réglée, c'est actuellement que s'ouvre la phase de discussion, de fermentation idéologique, d'examen critique, de recherche d'une orientation pour toute une couche de communistes yougoslaves. Que notre Internationale ne perde pas de vue cette constatation.

+++++
+++++
+++++
+++++

LA SOCIAL-DEMOCRATIE FRANÇAISE
SE REJOINT DE VIVRE ENCORE

} Le 4th Congrès du parti socialiste n'a préoccupé que très peu même les professionnels de la politique. Tout le monde

savait par avance que rien de particulier ne pouvait en sortir. Ces participants de la "3^e force", incapables de voir au-delà du bout de leur nez, constataient que le gaullisme et le parti stalinien ne sont plus en montée; dans quelques cas même, les élections leur donnent quelques élus départementaux ou municipaux aux dépens des gaullistes. Le franc a l'air de faire bonne figure si on veut bien comparer aux difficultés que rencontre la livre sterling. Le gouvernement ne semble plus être

menacé d'un vote défavorable de l'Assemblée nationale, et il n'y a pas pour le moment la perspective d'une crise gouvernementale qui s'ouvrira l'an dernier au cours de l'été. Un beau petit Congrès pouvait se tenir avant de partir en vacances.

Evidemment, les ministres socialistes les Moch, les Lacoste, s'étaient fait la main sur les mineurs et les travailleurs en général. Evidemment, les socialistes ne pouvaient enregistrer aucun succès sur la gauche; la perte de confiance dans le PC ne leur rapportant rien ni des travailleurs ni des petits-bourgeois. Enfin il y a une ombre au tableau, la grande bourgeoisie ne leur étant pas particulièrement reconnaissante de leurs bons services. Paul Reynaud et autres défenseurs du capitalisme français qui n'ont pas abandonné leurs plans contre la Sécurité Sociale, les entreprises nationalisées, etc., songent à débarquer les socialistes du gouvernement pour réaliser ces plans dès que la situation se montrera plus propice.

Que faire donc ? Les débats du Congrès socialiste ont été très paisibles en dépit de l'existence de trois tendances. Il y avait une "extrême gauche" dirigée par Bouthien qui, tout en reconnaissant que la politique suivie jusqu'à présent avait eu "sans doute son utilité", se prononçait pour mettre un terme à la participation ministérielle; elle recueillit 423 mandats. Il y avait aussi une "gauche" avec A. Philip et Depreux qui approuvait aussi la politique passée mais demandait des "modifications profondes" à la politique gouvernementale pour la continuation de la collaboration ministérielle; elle obtint 852 mandats. Enfin la majorité, dirigée par Daniel Mayer et Guy Mollet et disposant de 1663 mandats, déclara qu'elle n'était pas tout à fait "satisfaite" des résultats de la participation gouvernementale, et chargea une commission "d'élaborer un programme d'ensemble audacieux et clair à l'échelle nationale et internationale".

Les divergences étaient aussi minces que possible. En réalité, le Congrès dans son ensemble avait plutôt tendance à se féliciter qu'après tout cela aurait pu aller beaucoup plus mal: on se retrouvait vivant et avec quelques membres brisés. Blum lui-même ne fit-il pas une courte apparition après une longue maladie, se survivant à lui-même tout comme la démocratie bourgeoise?

Le Congrès socialiste reflétait effectivement un aspect de cette exsangue quatrième République, qui s'étonne de ne pas être morte sous les coups de droite et de gauche. Et ces petits-bourgeois attribuent ce fait à eux-mêmes, se découvrent des génies méconnus et ne voient pas qu'ils sont tout simplement les bénéficiaires inespérés des échecs stalinien dans la "guerre froide" qui a sévi entre Washington et Moscou.

Mais ces stratèges de la "lutte sur les deux fronts" ne comprenant pas plus ce qui se passera que ce qui s'est passé, ne tarderont pas à déchanter. La nouvelle conjoncture économique mondiale déterminée par la crise montante aux Etats-Unis, l'incapacité de l'économie française à produire à des prix capables de faire front sur les marchés mondiaux, la saignée incessante résultant de la continuation de la guerre au Viet-Nam, ne vont pas tarder à produire leurs fruits, notamment du chômage dans les villes, une crise dans les campagnes, des faillites, le déséquilibre budgétaire, ainsi que leurs conséquences politiques. Le gaullisme, malgré son recul actuel, sera là pour recueillir le mécontentement des petits bourgeois. Mais que fera la classe ouvrière? Après ses deux défaites de 1947 et de 1948, il est indiscutable que des éléments de démoralisation existent, favorisés

par la politique stalinienne. Il faut relever que , pour la première fois à un Congrès socialiste, il n'y a pas eu une seule voix (de véritables membres du parti socialiste - nous ne parlons pas de déguisés du parti socialiste unitaire) pour défendre l'unité d'action avec le parti communiste. Ce sont avant tout les résultats de la politique stalinienne, malgré les appels pseudo pathétiques de Thorez aux ouvriers socialistes. Cependant, de grandes ressources de combativité sont présentes et la classe ouvrière est loin d'avoir dit son dernier mot. Dans l'éditorial du numéro précédent de "QUATRIEME INTERNATIONALE" nous avons montré divers indices d'une nouvelle maturation des luttes ouvrières en France et du retard occasionné par la politique des vieilles directions et l'absence d'une direction révolutionnaire reconnue. Les stupides petits-bourgeois rédacteurs des diverses motions politiques qui se sont partagées les votes du Congrès socialiste se sont unanimement flattés d'avoir sauvé la République de la dictature gaulliste et de la dictature stalinienne, ils sont seuls à y croire. Ils ont en fait travaillé pour la réaction et rendu plus ardue la tâche des ouvriers et de l'avant-garde révolutionnaire en France. Mais cette tâche, ceux-ci l'accompliront malgré les vestiges de la social-démocratie et aussi malgré le puissant obstacle du stalinisme.

+++++++ ++++++++ ++++++++
+++++++ ++++++++ ++++++++

L'EXCOMMUNICATION DU VATICAN

La "Sacrée Congrégation du Saint-Office" vient de rendre publique sa décision du 28 juin dernier d'excommunier ipso facto les catholiques "qui professent ou propagent les doctrines anti-chrétiennes des communistes".

Cette décision marque le point culminant de la lutte engagée entre le Vatican et le Kremlin depuis les événements qui ont conduit au procès du cardinal Mindszenty en Hongrie et à la tension qui règne actuellement entre l'Etat et l'Eglise catholique en Tchécoslovaquie. Cette lutte s'inscrit plus généralement dans le cadre de l'antagonisme qui oppose l'URSS au bloc impérialiste dirigé par Washington et dont le Vatican est devenu une pièce maîtresse.

Dans les "démocraties populaires" en particulier l'Eglise catholique représente la dernière ligne de résistance des anciennes classes dominantes qui s'efforcent de polariser tout courant populaire pour les dresser contre les régimes instaurés par le Kremlin dans ces pays. De ce point de vue la résistance de l'Eglise catholique ne sert que des fins réactionnaires et se rattache en définitive aux tentatives de l'impérialisme de reprendre pied dans ces pays et à la lutte contre-révolutionnaire qu'il mène dans le monde.

Mais le stalinisme a tout fait pour faciliter la campagne réactionnaire du Vatican, associé "spirituel" de Washington.

L'attitude du marxisme révolutionnaire envers la religion et l'Eglise fut clairement définie par Marx, Engels et Lénine. Elle se ré-

sume dans les principes suivants :

a) La religion, opium du peuple, a des causes avant tout sociales et non pas simplement culturelles (l'ignorance des masses) comme le pensent les bourgeois progressifs et les anarchistes. "Dans les pays capitalistes modernes, la base de la religion est primordialement sociale, écrit Lénine (1). Les plus profondes racines de la religion moderne plongent dans l'oppression sociale des masses et dans leur complète impuissance apparente devant les forces aveugles du capitalisme qui, chaque jour et chaque heure, inflige mille fois plus de souffrances et de tortures sur la masse du peuple travailleur que les souffrances que leur causent des événements exceptionnels comme la guerre, les séismes, etc.. "La peur crée les Dieux". Peur des forces aveugles du capital -aveugles parce que les masses ne peuvent pas prévoir leurs actions- une force qui à chaque pas dans la vie menace l'ouvrier et le petit propriétaire de destruction et ruine "subite", "imprévue", "accidentelle", entraînant la mendicité, le paupérisme, la prostitution, les morts de famine - est la racine de la religion moderne que le matérialisme doit retenir avant tout bien dans son esprit s'il ne veut pas rester dans l'école infantile du matérialisme".

Pour cette raison, la lutte contre la religion doit être menée non pas seulement et non pas tellement avec des arguments idéologiques théoriques ou des décrets, mais avant tout par une lutte "unifiée, disciplinée, planifiée et consciente" des masses en vue d'exterminer "le joug du capital dans toutes ses formes" (Lénine).

Les communistes au pouvoir déclareront la religion "affaire privée" par rapport à l'Etat et attendront qu'elle déperisse progressivement au fur et à mesure que les racines de la division de la société en classes disparaissent.

b) Cependant, si la religion est considérée affaire privée par rapport à l'Etat, elle n'est pas considérée comme telle par rapport au Parti Révolutionnaire.

Les marxistes révolutionnaires sont des matérialistes dialecticiens et par conséquent athées et athées-militants. Ils ont le devoir de défendre et propager leurs vues, mais ils ne les imposeront par aucune exercice de violence.

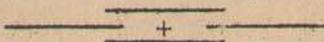
c) Les marxistes-révolutionnaires s'opposeront à toute forme de guerre à la religion et à toute campagne anti-cléricale qui ranimerait des "guerres religieuses", lesquelles en définitive ne peuvent profiter qu'à l'Eglise et attacher encore davantage les masses arriérées à leurs idoles.

Sur ce point, l'attitude de Marx, d'Engels et de Lénine se sépare résolument de l'anti-cléricalisme bourgeois radical ou anarchiste. Il faut subordonner la lutte ouverte contre la religion et l'Eglise à la lutte sociale des masses pour extirper les racines sociales de la religion.

Le stalinisme a faussé ces trois principes. En remplaçant la

(1) N. LENINE, L'attitude du Parti Proletarien envers la religion.- (26 mai 1909).

véritable révolution prolétarienne par la dictature bureaucratique de la "démocratie populaire" qui perpétue l'esclavage économique et politique des masses, il s'est rendu incapable d'attaquer réellement les racines sociales de la religion, et n'a pu conquérir l'appui conscient des masses dans la lutte contre toute forme de réaction. En se réconciliant d'autre part idéologiquement avec la religion, dont il a lui aussi besoin en tant qu' "opium" des masses qu'il exploite, il consolide encore plus les positions de la religion et de l'Eglise parmi les masses. En s'efforçant non pas de rendre la religion affaire privée par rapport à l'Etat, mais de soumettre l'Eglise par la force, par des procès truqués à la Moscou, par les persécutions, etc. afin de l'utiliser lui aussi en tant que pion docile dans son appareil étatique totalitaire, il provoque une résistance et ranime les "guerres de religion" qui camouflent les véritables conflits sociaux, au profit de l'Eglise et de la réaction.



LA "DICTATURE DE LA DEMOCRATIE POPULAIRE"
DE
MAO - TSE - TUNG

} L'article que Mao - Tsé - Tung a écrit le 1er juillet 1949 à l'occasion du 28è anniversaire du Parti Communiste Chinois, et

auquel la presse stalinienne mondiale a donné une grande publicité, confirme l'analyse faite jusqu'à présent par les trotskystes chinois et la IVe Internationale en ce qui concerne la ligne suivie par le stalinisme en Chine.

La révolution chinoise de 1925-1927 fut menée à la défaite par la direction stalinienne de l'Internationale Communiste parce qu'à cette époque, et contrairement à la lutte acharnée que Trotsky menait contre une telle politique, Staline et Boukharine avaient imposé au "bloc des quatre classes" (Prolétariat, Paysannerie, Petite bourgeoisie citadine, Bourgeoisie) la direction politique de la bourgeoisie nationale représentée par son parti, le Kuo-Min-Tang, et dissous le Parti Communiste Chinois en tant qu'organisation indépendante, le forçant à adhérer au Kuo-Min-Tang.

Environ vingt ans après, Mao-Tsé-Tung, qui escamote dans une simple phrase de quelques mots toute cette période et les responsabilités de l'instauration du régime sanglant de Tchang-Kai-Chek (+), découvre que "la bourgeoisie nationale ne peut jouer un rôle dirigeant dans la révolution", et que "à l'époque de l'impérialisme la petite bourgeoisie et la bourgeoisie nationale ne peuvent diriger avec succès aucune révolution véritable".

En réalité ce n'est pas "par faiblesse", "manque de clairvoyance et de hardiesse" et "peur aussi des masses qu'éprouvent nombre de ses représentants" que la bourgeoisie ne peut "diriger avec succès" la révo-

(+) "Sun-Yat-Sen mourut et Tchang-Kai-Chek vint au pouvoir. En vingt ans Tchang-Kai-Chek a jeté la Chine dans un état de misère insupportable".

lution dans les pays coloniaux et semi-coloniaux. Par sa nature sociale même, la bourgeoisie "trahira" inévitablement la révolution, et, dans le développement de celle-ci elle prendra clairement place aux côtés des féodaux et des impérialistes contre la révolution.

Tout en désavouant pudiquement la ligne stalinienne antérieure sur le "rôle dirigeant de la bourgeoisie nationale", Mao-Tsè-Tung est délibérément confus sur ce point et reste toujours attaché au schéma de la révolution par étapes: une première, celle de la "Dictature de la Démocratie Populaire"; une seconde, celle de la révolution socialiste.

Dans la "Dictature de la Démocratie Populaire", les quatre classes collaboreront sous la direction de la classe ouvrière représentée par son Parti stalinien, et la bourgeoisie nationale conservera "une grande importance". Mao-Tsè-Tung attend que le développement des forces productives en Chine se fasse par les "entreprises capitalistes de la ville et de la campagne" et déclare franchement: "Notre politique actuelle consiste à limiter le capitalisme et non à le détruire". Il se place ainsi à la droite de toutes les autres "Dictatures de Démocraties Populaires" de l'Europe, qui se vantent d'avoir "liquidé" le capitalisme.

Mao-Tsè-Tung s'efforcera "à l'étape actuelle" de faire "un grand travail d'éducation" parmi la bourgeoisie nationale et de l'acheminer, elle aussi, progressivement au socialisme.

Elle doit être très spéciale cette bourgeoisie nationale de la Chine. En Russie, Boukharine et Staline voulurent intégrer progressivement les koulaks dans le socialisme; mais Staline s'est aperçu que, malgré le fait d'une véritable révolution prolétarienne en Russie et l'existence d'un Etat prolétarien, la puissance des koulaks par lesquels le capitalisme "à chaque moment" renaissait constamment, menaçait les fondements même de l'URSS, et il adû entreprendre à sa façon la correction de ces éléments peu enclins à la "rééducation socialiste", c'est-à-dire qu'il les a tout simplement exterminés physiquement par centaines de milliers.

Que se passera-t-il en Chine sous le régime de la collaboration des quatre classes, dirigée par Mao-Tsè-Tung? Il est trop tôt pour pronostiquer les modalités de l'évolution concrète en Chine. Mais une chose reste claire: il n'y aura pas de progression vers le socialisme sous ce régime bâtard, qui reste fondamentalement le régime social des rapports capitalistes.

Le stalinisme est en train de compromettre une fois de plus le sort de la troisième révolution chinoise.



L'ASSASSINAT de LEON TROTSKY

+++++ +++++

Un anniversaire de plus, le neuvième, de l'assassinat de TROTSKY. L'homme qui mit au cours de toute son existence les dons les plus variés et les plus prestigieux -de théoricien, d'écrivain, d'orateur, d'organisateur- au service du prolétariat mondial, qui dirigea la Révolution montante en 1905 et en 1917 ; qui, après avoir pris le pouvoir, mena la lutte contre la réaction bureaucratique; qui assura la continuité de l'organisation internationale du prolétariat dans une des plus noires périodes de l'histoire en fondant la IVe INTERNATIONALE, est tombé sous les coups d'un stipendié de Staline. C'est ce qui est ressorti de façon irréfutable au procès de ce " Jacson-Mornard".

Mais l'identité exacte de l'assassin jusqu'à présent n'a pu être établie. Si Moscou a recouru à un tel luxe de précautions pour cacher cette identité, aussi bien avant le procès que tout au cours des années qui se sont écoulées depuis, c'est que la connaissance de cette identité pourrait être préjudiciable à la poursuite des crimes contre-révolutionnaires du Guépéou. Aussi est-il important tant pour éclairer le passé que pour combattre à présent le stalinisme de relever toute indication permettant de préciser l'identité de l'agent du Guépéou qui a tué Trotsky.

Dans des numéros précédents, nous avons publié un article d'Alfred Rosmer et une lettre de Natalie Trotsky stigmatisant le caractère mi-publicitaire et mi-fantaisiste du livre sur l'assassinat de Trotsky, publié en collaboration par l'Espagnol Gorkin, membre du POUM, et le chef des services secrets de la Police mexicaine au moment de l'assassinat, Sanchez Salazar, dont le rôle au cours de l'enquête ne fut guère brillant, pour ne pas dire davantage. Sans avoir à modifier en quoi que ce soit notre appréciation générale de ce livre et des intentions de ses auteurs, nous relevons toutefois que, dans une annexe à celui-ci, Gorkin prétend établir l'identité réelle de "Jacson-Mornard" et se déclare prêt à apporter la preuve de ses affirmations. Nous reproduisons ci-dessous cette annexe à titre de documentation et, sans préjuger des efforts que nous ferons de notre part pour les vérifier, nous voulons espérer que Gorkin produira ses preuves.

+++++ +++++

LA VERITABLE IDENTITE DE L'ASSASSIN DE LEON TROTSKY

Ce livre, fruit d'une recherche minutieuse, basé sur la seule documentation officielle et complète qui existe, ne serait cependant pas un livre

achevé si la véritable identité de l'assassin de Léon Trotsky restait douteuse. J'ai en vue bien entendu l'assassin matériel, c'est-à-dire l'instrument d'exécution, car personne ne peut avoir le moindre doute sur l'identité de l'autre assassin. Cette identité a été définitivement établie d'une façon concluante.

Comme il est dit par ailleurs dans ce livre, plusieurs réfugiés catalans qui avaient occupé des postes responsables dans l'organisation communiste pendant la guerre civile espagnole et qui se sont ensuite placés en dehors de celle-ci -et même contre elle- ont reconnu l'assassin d'une façon indubitable. A l'appui de leurs affirmations ils allèrent jusqu'à m'assurer que l'assassin portait une cicatrice à l'avant-bras droit, par suite d'une blessure qu'il reçut quand il était au front, ce que j'ai fait vérifier sans que l'assassin puisse le soupçonner. Scrupuleux à l'extrême, j'ai voulu attendre d'autres preuves supplémentaires.

Celles-ci me sont enfin parvenues. Quelques-unes des plus importantes, de Moscou même. Le rideau de fer, dressé par le totalitarisme stalinien en vue d'isoler le peuple russe martyr, a ses fuites. En tout cas, je suis en mesure de faire toute une série d'affirmations et d'en prendre l'entière responsabilité. Je dirai même que je suis prêt, si besoin est, à apporter la preuve de mes témoignages à n'importe quel moment.

La mère de l'assassin vit encore, elle s'appelle Caridad Mercader. C'est une Catalane hardie, énergique et fanatique, une femme qui a tout placé sur la carte du stalinisme. Elle demeura pendant plusieurs années en France et en Belgique, y élevant ses cinq enfants : quatre garçons et une fille. Cela explique pourquoi ils parlent tous un français correct et pourquoi l'assassin de Léon Trotsky, le troisième de ses enfants, a pu se faire passer pour Belge.

On croyait que Caridad Mercader était entrée au service du Guépéou en Espagne au commencement de la guerre civile. Ce n'est pas ainsi. Ses liaisons avec cette sinistre organisation de police et d'espionnage datent de plusieurs années auparavant. En 1928 elle était déjà au service du Guépéou à Paris. Elle appartenait à une "cellule spéciale" contrôlée par le service secret, lequel agissait -et agit encore- sous le couvert de l'immunité diplomatique. Mais, comme du reste tous les autres agents du Guépéou, elle était entrée dans des organisations indépendantes de l'organisation communiste. C'est une vieille tactique du Guépéou, qui en usa et en abusa dans ma pauvre Espagne bien avant de l'avoir appliquée dans les pays qui aujourd'hui sont sous le joug stalinien. Avec sa fille Montserrat, Caridad Mercader a appartenu pendant plusieurs années à la 15^e section de Paris du Parti socialiste (SFIO). Les vieux militants de cette section les connaissent et se souviennent d'elles parfaitement.

Pendant la guerre civile espagnole, Caridad Mercader milita activement dans le PSUC (Parti Socialiste Unifié de Catalogne) qui adhéra à l'Internationale Communiste. Elle fit preuve d'un fanatisme aveugle ainsi que d'un manque total de scrupules dans l'exercice de la terreur. C'est ainsi qu'elle se fit valoir aux yeux des agents les plus importants du Guépéou, et notamment de "Pedro", le plus important de tous, ancien agent à Paris, à Bruxelles et à Barcelonne, et qui est un de ceux qui ont organisé le coup de main politique et policier qui a placé la Hongrie sous le totalitarisme stalinien.

Caridad Mercader devint en Catalogne un des agents du Guépéou jouissant de la confiance de ce redoutable organisme, et elle y entraîna ses enfants.

Le nom de ses fils estv del Rio Mercader. L'un d'eux mourut en Espagne. L'ainé habite Paris, il souffre d'une maladie chronique. Le deuxième est la fille qui ne se sépare jamais de Caridad. Le troisième est le tristement célèbre Jacson-Mornard, l'assassin matériel de Léon Trotsky (1). Enfin, le benjamin Louis demeure à Moscou où il est en train de finir ses études d'ingénieur.

Le prétendu Mornard appartient aux Milices Communistes de Catalogne. Au front il fut blessé à l'avant-bras, comme je l'ai dit plus haut. Personne ne sut jamais son métier ni de quoi il vivait. Il s'habitua à vivre sans travailler, à fréquenter les maisons de tolérance pour y satisfaire tous ses vices. C'était un petit aventurier sans avenir. A l'exemple de sa mère il devint un instrument docile aux mains du Guépéou. Celui-ci le destina à l'assassinat de Léon Trotsky, pour le cas où l'attentat confié au peintre Alfaro Siqueiros selon le plan qui a été décrit dans le présent livre ne réussirait pas. Dans l'enquête de la police, un point reste obscur, celui qui se rapporte à un éventuel séjour antérieur au Mexique, ainsi qu'au nom de Salvador Torkoff. S'agit-il d'une confusion de la part de l'aviateur russe qui déclara l'avoir reconnu comme étant son ancien chauffeur? Ou bien l'aviateur était-il lui-même un instrument du Guépéou chargé d'embrouiller la police et d'éviter ainsi la découverte de la véritable identité de l'assassin? Tout est possible. L'aviateur en question a disparu. En tout cas, ce point-là a aujourd'hui une importance très relative.

Caridad Mercader résida à Moscou de 1940 à août 1944. On l'y traitait comme un important personnage. Elle était en liaison directe avec Beria, le tout-puissant chef du NKVD. Il lui était formellement interdit de parler à personne de son troisième fils. Cependant, elle en parla à quelques communistes de confiance réfugiés à Moscou. Il y a quelque chose que le NKVD n'a pas réussi et n'arrivera pas à supprimer complètement : c'est la conscience individuelle, la confiance entre camarades et des amis intimes, les liens familiaux, le sentiment maternel... Et aussi la pensée critique des militants étrangers pour qui le contact avec la réalité russe devait constituer un choc violent. Si violent et si terrible qu'il devait pousser José Diaz, ex-secrétaire du Parti Communiste espagnol à se jeter de la fenêtre du 3e étage de l'Hôtel Intourist de Moscou.

Caridad se sentit devenir la proie des remords et commença à haïr du fond de son coeur la tyrannie russe et les chefs de l'organisme

(1) L'assassin de Léon Trotsky s'appelle exactement Ramon del Rio Mercader. Il n'a jamais fait usage du nom du père (del Rio) mais seulement de celui de la mère (Mercader). Le frère aîné, qui séjourne à Paris avec sa mère et sa soeur Montserrat, s'appelle Jorge (Georges). Celui qui habite Moscou, le benjamin comme je l'ai déjà dit, s'appelle Louis. -

~~auquel elle et les siens étaient enchaînés peut-être pour toujours.~~

Après des démarches longues et persévérantes, Caridad Mercader réussit à sortir ~~AMPS~~ à la date indiquée plus haut. Elle y laissa le plus jeune de ses fils qui est un otage répondant du silence de sa mère et de ses frères. Le NKVD n'ose pas supprimer Caridad par peur que son fils, l'assassin de Léon Trotsky, ne parle un jour. Il ne se décide non plus à supprimer celui-ci par peur de la mère. Tel est le cercle infernal.

Caridad Mercader séjourna au Mexique sous une fausse identité d'octobre 1944 à novembre 1945. Elle y fut en contact permanent avec son fils; elle vit à ce que rien ne manque, et, au moyen d'un avocat habile et d'un juge, elle tira toutes les ficelles pour faire admettre la théorie de la "légitime défense" et obtenir une réduction de la peine à 20 ans et un jour.

Elle est à Paris depuis environ trois ans avec son fils aîné et sa fille Monserrat. Mais elle reste toujours en liaison avec une Commission d'agents directs du NKVD dans la capitale du Mexique. Ces agents ont de gros appointements et se promènent en auto. Leur seule tâche est de pourvoir aux besoins de l'assassin de Léon Trotsky -et de le surveiller aussi. J'ajouterai que l'organisation de l'assassinat de l'ancien chef de l'Armée Rouge, l'aide accordée à l'assassin et l'entretien de l'appareil du NKVD au Mexique, tout cela a coûté à Moscou à ce jour la jolie somme de 600.000 dollars. Staline doit se dire que ces dollars sont bien employés. Pour lui, pour sa tyrannie totalitaire, la disparition de Léon Trotsky valait cette somme et plus encore.

Julian Gorkin.

++++
+
+

Egalement à titre d'information sur l'assassin de L. Trotsky, nous publions les extraits suivants des "PAGES DE JOURNAL" de Victor Serge parus dans "Les Temps Modernes" (juillet 1949) :

"3 juillet 1946.--... Bartoli et Agustin S. Puertolas ont cru reconnaître en Jackson un nommé Mercader (ou Mercadet), communiste catalan. La mère de M. était en Russie; il a une cicatrice au bras (J. aussi, paraît-il). Un policier d'origine catalan aurait affirmé que peu après l'arrestation, dans son désarroi, J. aurait parlé catalan (témoignage indirect, douteux).

"Le Dr. Q. dit que J. connaissait mal l'espagnol et l'apprit pendant l'instruction. "Nous observâmes ses progrès".

"Le Dr. Q. pense que J. serait balkanique. Je dis: Peut-être Caucasien ou du Moyen-Orient, d'après le type. Possible.-- C'est aussi l'opinion de M. et A. Rosmer.-- Le Dr. G. pense que J. connaît probablement le russe. Soumis au "détecteur du mensonge", on lui montra un message en russe, de nature à l'émouvoir (sa mère). Le détecteur enregistra une émotion vive".

--

"6 août 1947.-- La prison de Lecumberri (La Penitenciaría)...Le cabinet est spacieux, négligé...Une jeune femme s'y trouve quand je suis

introduit...

"Jackson Mornard entre d'un pas rapide. En me voyant, il éprouve un choc, mais se domine instantanément... De l'assurance et du bien-être physique dans toute sa tenue.

"Je cherche à lui attribuer un type. Pas juif. Ni Russe. Ni Belge, ni Français, ni Espagnol commun. Je suis dérouté, je procède par élimination, en vain. Je songe aux types que je connais peu: Balkanique, Turc, Caucasiens, Arabe, Syrien. Finalement, le Syrien, l'Arabe, le Turc me paraissent les plus appropriés; ils se trouvent aussi au Caucase. Aucun indice précis".

o

+++++

+++++

+
+
+
+
+

QUATRIEME INTERNATIONALE

+
+
+
+
+

REVUE THEORIQUE

Editée par le Comité Exécutif International
de la

IVe INTERNATIONALE

Les SIX numéros..) } 300 francs français
 } 15 francs suisses
 } 75 francs belges

CORRESPONDANCE - ABONNEMENTS

Mlle. WEILL - Boîte postale 124 , PARIS 15e

Compte chèques postaux : 5672-07, Paris

L'EVOLUTION ECONOMIQUE
DE.

L'EUROPE ORIENTALE (+)

+++++

par E. Germain

L'impérialisme mondial n'a pas pris une position d'ensemble en face de ce problème qui peut être décisif pour l'orientation future du glacis. L'impérialisme américain, engagé à fond dans sa politique de réarmement, a commencé à esquisser un véritable blocus du glacis et de l'URSS, en ce qui concerne tout approvisionnement en machines-outils, alliages d'aluminium ou de métaux rares, etc.. L'existence de deux listes de produits pour lesquels les licences d'exportation au glacis sont soit interdites soit accordées seulement avec circonspection et grand retard, a été récemment dénoncée publiquement, entre autre dans un discours fort documenté de Vladimir Garaschenko, le chef de la délégation soviétique à la Conférence mondiale du Commerce de l'ONU à Genève ("New York Herald Tribune", 15 février 1949). De même, à travers le mécanisme du Plan Marshall, une pression vient d'être exercée sur la Suède, dont les liaisons avec le glacis, surtout avec l'économie polonaise, sont fort intimes. De son côté, l'impérialisme britannique a suivi une orientation opposée, cherchant tout d'abord à s'assurer des marchés, en acceptant de fournir même des avions à réaction. Dans ces conditions, la politique américaine dite de "discrimination" a seule abouti au remplacement des USA par la Grande-Bretagne en tant que fournisseur principal de biens d'investissement dans le glacis. Quant au rôle décisif que l'industrie de l'Allemagne occidentale en reconstruction pourrait jouer dans ce plan, il dépendra en grande mesure de la politique des puissances d'occupation, et de la troisième phase du Plan Marshall qui, de l'aveu même de l'impérialisme américain, serait celle de la reconquête économique et politique du glacis.

En présence de cette situation, les dirigeants stalinien de l'URSS et du glacis se sont résolus à deux sortes de solutions intermédiaires et temporaires pour résoudre les difficultés les plus immédiates dans la réalisation des plans d'investissements :

a) Trouver des chemins indirects et détournés pour participer quand même aux crédits américains. Souvent, il s'agit d'utiliser une complicité à peine voilée de certaines administrations américaines elles-mêmes. Ainsi, en fin janvier 1949 un accord commercial entre l'Autriche et la Hongrie a prévu la livraison, à des prix légèrement inférieurs à ceux du marché américain, de 20.000 tonnes de seigle et de 3.000 tonnes d'huile par la Hongrie, en échange de quoi l'Autriche mettait à la disposition de ce pays une partie de ses propres crédits en dollars pour

(+) Voir "QUATRIEME INTERNATIONALE", numéros de janvier-février et de mars-juin 1949 .

l'achat de coton aux USA. Des accords analogues ont déjà été offerts à l'Australie par la Roumanie et la Pologne. Ce cas est en même temps un exemple typique de la pression que le marché capitaliste réussit ainsi à exercer sur le prix des produits du glaciis.

Pour accroître leur poids dans les pourparlers avec les pays occidentaux, les pays de l'Europe orientale semblent avoir constitué un véritable pool de leurs ressources exportables de céréales (déclaration du ministre britannique du commerce extérieur, Harold Wilson.- "Neue Zürcher Zeitung", 9 février 1949). Grâce à cela, l'URSS a pu offrir à la récente Conférence mondiale du blé près de 100 millions de quintaux de blé, un cinquième des ressources mondiales totales exportables. Mais l'utilité de cette mesure dépend de la conjoncture économique mondiale et un effondrement prolongé du cours du blé frapperait durement les possibilités d'exportation, partant déindustrialisation du glaciis.

b) Passer à un début de mesures de coordination économique et obtenir certains crédits de l'URSS. Cette nouvelle orientation a surtout été illustrée par la constitution du Conseil d'Entraide Economique au début de cette année. Un accord typique dans ce genre est celui qui a été passé entre l'URSS et la Tchécoslovaquie, prévoyant la livraison à crédit par l'URSS d'une quantité de coton brut, en échange de quoi la Tchécoslovaquie livrerait à l'URSS une partie des cotonnades manufacturées, gardant le reste pour sa propre consommation intérieure ou pour l'exportation vers les pays occidentaux. De même, un crédit en or et en devises a été accordé par l'URSS à la Pologne et à la Tchécoslovaquie (bien entendu à un taux d'intérêt de 3,5 %, soit 1 % de plus que le taux appliqué par la Banque Import-Export aux USA pour des crédits à court terme ; exemple de marchandage qui illustre la déclaration mentionnée ci-dessus de Tito).

Ces mesures de coordination économique un peu plus générale avaient été préparées par trois tentatives, effectuées au cours de 1947 et de 1948, pour arriver, sur le plan d'accords bilatéraux, au développement complémentaire de certains secteurs économiques. Ces tentatives sont constituées par les accords bulgare-yougoslave, hongaro-yougoslave, et polono-tchécoslovaque. Le premier, qui cadrerait avec l'ensemble de l'orientation Tito-Dimitroff vers une Fédération balkanique abandonnée sur ordre de Moscou, n'a jamais trouvé une application sérieuse. La deuxième a eu des résultats plus substantiels. Une véritable coordination avait été établie dans le secteur de l'aluminium; la Hongrie livrant un outillage et une fabrication prévoyant des usines complètes d'une valeur de 120 millions de dollars, recevant en échange 10.000 tonnes d'aluminium par an, fabriquées grâce à l'électricité yougoslave à bon marché. La rupture de Moscou avec Tito et le blocus de la Yougoslavie ont gravement bouleversé l'économie hongroise, axée sur la collaboration avec la Yougoslavie, et la constitution du Conseil d'Entraide Economique est également destiné à compenser les pertes résultant de cette rupture. Enfin, l'accord polono-tchécoslovaque concernait surtout la synchronisation du développement de la métallurgie, la standardisation des produits, etc. Récemment, un nouvel accord entre les deux pays a prévu la construction commune d'une entreprise d'électricité charbonnière à Auschwitz. L'aide russe et tchèque doit également permettre la construction à Gleiwitz, dans la Silésie anciennement allemande, d'une aciérie géante produisant 1,5 millions de tonnes d'acier par an.

L'ensemble de ces mesures ne conduit cependant pas à une rupture des cadres nationaux de la planification et ne réunit pas l'ensemble des ressources dans un pool unique, base indispensable d'une planification globale. Aussi longtemps que subsisteront ces cadres nationaux, toutes les mesures empiriques prises pour répondre aux symptômes de crise actuels, n'auront qu'une portée restreinte et n'élimineront pas les causes fondamentales des difficultés.

L' HYPOTHEQUE RUSSE
SUR
L'ECONOMIE DU GLACIS
+++++

Même si leur portée est limitée, les mesures récemment prises par la bureaucratie soviétique pour aider, fût-ce à un prix élevé, les pays du glacis à sortir des difficultés dans lesquelles ils étaient empêtrés, n'en constituent pas moins la première admission tacite, de la part de Staline, que l'orientation suivie jusqu'à maintenant par l'URSS dans ses rapports économiques avec le glacis risquait de provoquer une véritable catastrophe.

Cette orientation se résumait très simplement ainsi : exploiter à l'extrême toutes les ressources de ces pays dans l'unique but d'accélérer la reconstruction économique de l'URSS, sans considération aucune pour les besoins propres de ces pays. Elle était une expression tout à fait typique du nationalisme petit-bourgeois borné de la bureaucratie soviétique, car il était évident que la consolidation politique du glacis était incompatible avec son pillage économique systématique. Elle correspondait à tout l'empirisme de la politique stalinienne qui se trouve obligée de "réaliser" à chaque moment un maximum de "profits" de ses succès temporaires, sans tenir compte des conséquences néfastes de ce genre de "réalisations" à plus longue échéance.

Voici les éléments les plus importants de cette politique d'exploitation des pays du glacis par la bureaucratie soviétique, qui constituent en même temps des obstacles fondamentaux à une planification de leur économie :

a) Le paiement par la Roumanie, la Bulgarie et la Hongrie (8) de lourdes réparations ainsi que de frais d'occupation élevés, fixés par les conventions d'armistice. Appliquant l'orientation dite des réparations prélevées sur la production courante, l'URSS imposa en fait un tribut pour de longues années sur la production de ces pays. Les réparations de la Hongrie se sont ainsi élevées en 1946-47 à 40,3 % du total de ses dépenses budgétaires, en 1947-48 à 28,4 % et en 1948 (premier semestre) à 14,5 % de ces mêmes dépenses. Ce tribut limitait à l'extrême la possibilité de constituer un fonds d'investissement et est la principale raison pour laquelle le Plan triennal hongrois se limite en fait à la reconstruction et maintient une structure essentiellement agricole du pays.

b) La saisie en Roumanie, en Bulgarie et en Hongrie de l'ancienne propriété industrielle, bancaire et commerciale allemande, qui constituait dans chacun de ces cas une partie importante des secteurs-clés de l'économie. Cette mainmise russe sur une partie des richesses na-

(8) Nous rappelons que cet article ne traiteⁿⁱ de la Finlande, ni de zones d'occupation russe en Allemagne et Autriche, qui ont également connu le pillage.

tionales de ces pays s'est surtout effectuée par la constitution d'une série de sociétés mixtes, souvent administrées directement par des organes soumis à la Commission du Plan à Moscou, et échappant ainsi au reconsement de l'économie "planifiée" du pays déterminé.

c) L'application de tarifs préférentiels dans la conclusion de traités commerciaux, soit par l'application de taux d'échange exagérés du rouble, soit par l'imposition de prix supérieurs à ceux du marché mondial. Un exemple parmi d'autres a été cité récemment par Felix Belair dans le New York Herald Tribune : l'accord commercial polono-soviétique de 1948 prévoyait l'octroi par l'URSS à la Pologne d'un vaste crédit en marchandises, en échange duquel la Pologne consentait à livrer à l'URSS 6 millions de tonnes de charbon au prix de 1,20 dollar la tonne, au lieu du prix mondial qui varie de 14 à 20 dollars. Un autre exemple est celui de la fameuse "aide" donnée pendant l'hiver 1947-48 par Moscou à la Tchécoslovaquie, frappée par la sécheresse, et qui se composa de livraisons de blé, facturé à un prix supérieur de 50 % à celui du marché mondial.

L'ensemble de ces mesures ne constitue pas seulement une charge supplémentaire pour ces pays déjà si rudement éprouvés par la guerre, mais également une perturbation majeure à l'effort de planification, à la fois parce que toute prévision sérieuse est impossible et que des éléments vitaux de l'économie nationale sont soustraits à la coordination des planificateurs. Si Staline a accepté de relâcher un peu sa pression sur ces pays, c'est parce que la situation économique de l'URSS s'est considérablement remise de sa crise de reconversion, et que l'expérience a montré à la bureaucratie stalinienne qu'une continuation de l'ancien cours paralyserait toute consolidation économique et politique et jouerait directement en faveur de l'impérialisme américain.

Ce changement de cours de la bureaucratie soviétique s'est manifesté depuis une demi-année à la fois par la diminution des charges de réparations accordée à la Bulgarie, à la Hongrie et à la Roumanie, par les mesures d'aide en crédits esquissées plus haut, et par la remise à l'Etat bulgare de la propriété allemande saisie en Bulgarie. Cependant ces trois mesures, si elles indiquent incontestablement une orientation nouvelle, n'ont nullement été faites dans un esprit désintéressé par la bureaucratie. Nous l'avons déjà montré en ce qui concerne les crédits accordés par l'URSS. La remise à la Bulgarie de la propriété allemande saisie dans ces pays s'est faite par un accord de paiement, qui prévoit que la Bulgarie livrera pendant de longues années une certaine quantité de produits à l'URSS. Quant à la diminution des réparations, elle ne constitue qu'un arrêt relatif d'une cynique entreprise de spéculation soviétique à la hausse. En effet, l'accord sur les réparations fixait le paiement total à l'URSS par les trois pays précités de 200 millions de dollars, payables en marchandises. Mais le prix de ces marchandises n'était pas calculé sur les prix du marché mondial, mais sur ceux de 1938, majorés de 18 %, alors que la plupart des marchandises avaient subi depuis 1938 une augmentation de prix de plus de 100 %. Ainsi la Hongrie devait encore, en juillet 1948, 131,4 millions de dollars, somme qui a été diminuée de la moitié. Mais si l'on tient compte de la hausse des prix qui s'était produite sur le marché mondial, la Hongrie, au lieu d'avoir livré des marchandises valant 68,6 millions de dollars, comme elles avaient été facturées, avait en réalité livré déjà pour quelque 110 à 120 millions de dollars. Il restait donc à payer effectivement quelque 80 millions; le nouvel accord "généreux" de l'URSS n'impose plus que 65,7 millions de dollars en marchandises, calculés

sur la base des prix de 1938, c'est-à-dire en réalité des marchandises pour une valeur de 90 à 100 millions de dollars. Le total des réparations payées se trouve ramené au-dessus des 200 millions fixés initialement.

L'hypothèque russe constitue en même temps un élément désorganisateur de la structure économique et de l'effort de planification de ces pays, ainsi que le montrent les conséquences de cette réduction des réparations en Hongrie. Dans un article paru dans le N° de juillet 1948 de la "Revue Economique soviéto-hongroise", Miklos Nyarady, ministre des finances, explique comment le gouvernement hongrois s'est efforcé de payer les réparations surtout en produits de l'industrie lourde. Les raisons qu'il invoque sont hautement significatives quant à la nature sociale de ces pays à l'étape actuelle, et aux différences qualitatives entre leur économie et l'économie soviétique:

"Le désir du gouvernement de faire supporter les charges des réparations par la sidérurgie et l'industrie mécanique a été également motivé par le fait que le fonctionnement à plein rendement de ces industries est par là (!!!) assuré. Ces industries avaient en effet commencé l'exécution des commandes qui leur avaient été faites dans le cadre des réparations. Si ces commandes avaient été annulées du fait de la réduction des charges de réparations, ces industries se seraient trouvées placées devant une situation fort embarrassante (!). L'écoulement (!) des articles déjà fabriqués aurait posé de graves problèmes, et la fabrication en série aurait dû être délaissée en faveur de la fabrication d'autres articles plus conformes aux besoins du marché (sic!)...

Ce dernier bout de phrase, écrit après la seconde vague des nationalisations hongroises, en dit long sur l'étape à laquelle se trouve encore l'économie de ces pays.

LA C O N D I T I O N
O U V R I E R E
+++++

Un élément décisif de la planification de l'économie est la libération des énergies créatrices du prolétariat. En URSS, malgré l'écrasement de l'Opposition de Gauche et l'étranglement des soviets, le début de

la période d'industrialisation, au temps du premier Plan Quinquennal, avait déclenché un véritable enthousiasme chez des millions de prolétaires, que les ennemis les plus prononcés du régime soviétique (cfr. le livre de Kravchenko) n'arrivent pas à nier. C'est au fur et à mesure que cet enthousiasme a fait place à la passivité, puis à l'hostilité silencieuse, que la bureaucratie a eu de plus en plus recours à des méthodes de contrainte et au travail forcé. C'est une des ironies les plus tragiques de l'histoire que le socialisme, qui ne peut se construire que sur la base du libre développement de l'initiative et de l'esprit d'invention du prolétariat, a signifié dans la bouche de la bureaucratie la suppression même des maigres libertés de travail et de déplacement que le régime capitaliste avait accordées à ses prolétaires.

La démocratie ouvrière (participation des travailleurs à la gestion des entreprises, et contrôle par eux de la vie économique à tous les échelons) et la subordination graduelle de la planification aux besoins de la consommation (participation des travailleurs à l'élaboration,

à l'acceptation, à l'application et à la vérification des plans) sont les deux conditions indispensables pour permettre un véritable épanouissement des capacités créatrices des masses. Si elles font défaut, les masses ressentiront l'effort de planification comme une charge à leur dépens et deviendront l'objet de l'économie au lieu d'en être le sujet. Leur opposition tacite déclenche dans la bureaucratie des réflexes policiers (travail forcé, condamnations, contrôle et espionnage, etc.). Toute l'évolution tragique de l'URSS est contenue dans la dialectique de ce processus. Dans le glacis, les dirigeants staliniens s'engagent aujourd'hui dans une voie analogue.

Les premières années d'après-guerre furent des années de souffrances terribles pour les masses des pays du glacis. Les énormes destructions provoquées par la guerre ; l'occupation allemande ; les combats dits de libération puis l'occupation russe avaient provoqué une telle désagrégation de l'économie que la campagne n'envoyait pas de nourriture à la ville, dont elle ne recevait plus de produits manufacturés. Sans des efforts héroïques entrepris par les travailleurs et l'aide considérable de l'UNRRA, de vastes régions des Balkans auraient été littéralement dépeuplées. A ces fléaux s'ajoutaient encore l'inflation galopante que nous avons décrite plus haut (9), puis la perte catastrophique de deux récoltes qui créait de vastes zones de famine comme l'Europe n'en avait plus vu depuis la terrible famine de 1921 en Russie. Un "aperçu sur l'état sanitaire des populations civiles dans quelques pays européens éprouvés par la guerre", publié le 19 novembre 1948 par "La Documentation française", décrit la tragédie sans nom qui s'abattit sur la Roumanie, pays le plus frappé par la sécheresse :

"On ne peut se faire une idée de la misère de la population roumaine en 1947 ; la famine régna dans toute une partie du pays ; dans certaines régions, des gens se nourrissaient de feuillage, d'écorces d'arbre et même de terre glaise.... On estime à 6 millions le nombre de personnes qui se trouvent à la charge de l'Etat en 1947-48. Voici quelques conséquences de la famine et de la misère qui règnent dans ce pays : 1° La disparition totale des enfants en bas âge dans certains districts... la mortalité infantile... atteint actuellement le taux de 80%... 2° Une augmentation des maladies de toutes sortes et une forte élévation du taux de mortalité générale ; la voirie recueille les corps des morts placés devant les maisons. 3° Une misère générale, propice au développement des maladies sociales... Selon les derniers renseignements fournis par le ministère de la Santé, 1 personne sur 12 est syphilitique..."

Personne ne penserait naturellement à rendre les dirigeants staliniens responsables de cette catastrophe naturelle, préparée par la misère sociale produite par le règne des boyars roumains. Mais il ne faut pas oublier qu'en URSS, grâce à la révolution prolétarienne, les années les plus dures avaient été passées sous un régime de communisme de guerre qui

(9) Voir le No de janvier-février 1949 de "QUATRIEME INTERNATIONALE"

garantissant une répartition équitable des rares produits disponibles. Dans le glacis, à l'exception de la Yougoslavie, il en alla tout autrement. C'est précisément pendant les années de famine que la bourgeoisie a maintenu une grande partie de ses positions économiques, et toute latitude de spéculation cynique. Cette orientation des staliniens, qui avaient voulu éviter la révolution prolétarienne et passer par une étape de collaboration "constructive" avec la bourgeoisie, eut pour résultat de faire peser sur les masses pauvres de la ville et de la campagne, contrairement à ce qui s'était passé en Russie, tout le fardeau d'une effroyable misère. Dans la revue "Probleme Economici" de Bucarest (mai 1948), un spécialiste stalinien reconnaît que, pendant ces années, tous les crédits gouvernementaux aux régions frappées par la famine avaient été appréhendés par les industriels et les commerçants, qui s'en servaient pour faire passer leurs capitaux à l'étranger.

Vers la fin de 1947 (en Roumanie, vers le milieu de 1948 seulement), un changement commença à s'opérer dans la situation des masses laborieuses du glacis. Il y suffisait du retour à une situation agricole normale pour que disparaissent au moins les fléaux les plus graves de la famine. En outre certains pays, surtout la Pologne et la Tchécoslovaquie, se trouvaient dans une situation fortement avantagée par suite d'une densité de population inférieure à celle d'avant-guerre, en raison de l'expulsion des populations allemandes. Aussi, le niveau de vie des travailleurs qui en général (à l'exception de la Tchécoslovaquie où il était beaucoup plus élevé) se situait en 1946 à peine à 50 % du niveau d'avant-guerre, commença à se relever progressivement. La situation de famine pure et simple passée, une série de nouveaux besoins se faisaient naturellement jour parmi les travailleurs, allant souvent à l'encontre des préoccupations économiques des dirigeants staliniens. Passons rapidement en revue les facteurs les plus importants déterminant leur situation matérielle :

- a) T r a v a i l : la réforme agraire n'ayant nullement liquidé la surpopulation au village, qui ne peut être absorbée que par une industrialisation intense, un grave problème de chômage se posa en Pologne, en Hongrie, et en Roumanie. Pendant la période d'inflation galopante, le niveau extrêmement bas des salaires réels permettait l'embauche en masse de tout postulant dans les usines. Mais, dès que l'économie se remit à fonctionner normalement, et que des préoccupations de productivité passèrent au premier plan, on se mit à licencier en masse, le licenciement servant en même temps d'arme politique pour se débarrasser des éléments oppositionnels. Les statistiques officielles marquent plus de 130.000 chômeurs en Hongrie à la fin du printemps 1948. Fin septembre 1948, les mêmes statistiques reconnaissent encore 80.000 chômeurs en Hongrie et en Pologne ("Revue internationale du travail"). Depuis lors, le chômage semble avoir disparu en Pologne. Quant à la Roumanie, V. Toma estime dans "Le Peuple" (1er mars 1949) que le nombre des chômeurs s'élève au moins à 100.000 au début de 1949.
- b) Coût de la vie élevé : depuis la stabilisation monétaire, les prix ont grimpé lentement et sûrement, exprimant le jeu normal de la loi de l'offre et de la demande. Les dirigeants staliniens ont dû admettre des augmentations périodiques des salaires nominaux, en retard considérable sur l'augmentation des prix. C'est ce qu'a dû reconnaître par exemple pour la Pologne Minc, dans

le "Glos Ludu" du 18 mai 1947 :

"Tout ce que nous produisons avec effort, tout ce qui est accompli dans le domaine de la production, nous en sommes souvent frustrés dès qu'il s'agit du commerce et de la distribution. Malgré tous les efforts déployés... nous devons constater l'abaissement du standard de vie de la classe ouvrière (suite à la hausse des prix).

Cette situation n'a changé en Pologne et en Hongrie qu'au cours de 1948, à la suite d'une récolte excellente qui aurait provoqué un effondrement général du prix des produits agricoles, si le gouvernement n'était intervenu par l'introduction du "prix unifié" du blé.

c) Crise de logements : C'est surtout en Yougoslavie et en Pologne où ont été entrepris les efforts d'industrialisation les plus considérables, que la crise du logement, générale dans le glaci, frappe terriblement les travailleurs. Ceux-ci sont souvent amenés à travailler dans des régions où toute prévision de logement à fait défaut et où ils sont obligés de trouver des solutions de fortune. Dans un récent discours, Tito en a donné quelques exemples effrayants :

d) Conditions de travail : L'élément le plus faible de tout plan stalinien est la lutte pour le rendement, dont les succès ne peuvent être qu'indissolublement liés au progrès de la démocratie ouvrière. Comme nous l'avons déjà esquissé, c'est la voie opposée que prennent les dirigeants staliniens. - "La situation économique de la Hongrie" (5 janvier 1949) constate que :

"Lors de la réforme monétaire, il avait été prévu que le rendement devrait équivaloir à 75 % de celui d'avant-guerre pour un salaire de 50 %. Or, en 1947, le rendement du travail n'a atteint que 65 % et le salaire a dépassé 75% de celui de 1938..."

Les dirigeants staliniens ont choisi la voie habituelle et "... le gouvernement a donc (!) fait appel au travail aux pièces... à des primes, etc.". Ce système ne rapportant pas les résultats escomptés, Rakosi a commencé ses tirades cyniques des bureaucrates staliniens : les ouvriers sont "paresseux" (discours du 27 novembre) ; les directeurs d'usines "capitulent" (!) devant les ouvriers paresseux ; les normes de travail sont trop basses, "on ne peut pas manger l'avenir de la nation" etc. etc. Ces vitupérations ont été suivies par une augmentation considérable des normes de base. Les ouvriers ont réagi à leur tour en s'absentant le plus possible d'un travail au rythme épuisant. Là-dessus, Istvan Kossa, ministre stalinien de l'industrie, s'écriant le 6 décembre à Debrecen que "les ouvriers adoptent une attitude terroriste (sic) envers les directeurs des usines nationalisées" a menacé les ouvriers du travail forcé... Une évolution similaire s'est également produite en Tchécoslovaquie où, dans certaines entreprises, le nombre d'heures perdues par suite de l'absentéisme a atteint 30 % des heures de travail effectivement fournies. En face de cet état de choses, le premier ministre stalinien Zapotocki a à son tour menacé les ouvriers de travaux forcés, en octobre 1948, lors de la clôture de la session de l'Assemblée Nationale. Enfin en Roumanie, le ministre stalinien de l'industrie Chivu Stoica, dans un discours prononcé le 25 décembre 1948 devant les ouvriers de l'usine Resita, la plus grande usine métallurgique du pays, les accuse de ne pas avoir accompli le plan et les dénonce comme des "agents capitalistes". ("Le Peuple", V. Toma, 1^{er} mars 1949).

En résumé, on peut dire que le niveau de vie des ouvriers tchéques, le plus élevé dans le glacis jusqu'en 1947, a connu son abaissement à partir de 1948 ; que celui des ouvriers yougoslaves et bulgares s'est lentement relevé et a atteint celui d'avant-guerre ; que celui des ouvriers hongrois et polonais se trouve près du niveau d'avant-guerre mais que ces deux pays connaissent actuellement une paysannerie et une classe moyenne citadine prospères qui fontentièrement défaut dans les autres pays, et que celui des ouvriers roumains est actuellement le plus bas.

Tito, qui a été obligé de s'efforcer de cimenter la base populaire autour de lui et qui, pour cette raison, s'est engagé dans une série de tournées s'adressant directement aux travailleurs, a exactement caractérisé l'attitude générale des dirigeants stalinienens envers les masses du glacis dans le cadre de leurs préoccupations économiques, et en a aussi prononcé une condamnation en tout point exacte. Il reste seulement à savoir s'il tirera lui-même les conclusions pratiques de ses paroles :

"Il faut apprendre aux masses, mais il faut également apprendre des masses. Si nous considérons leurs critiques comme injustifiées, nous n'apprendrons rien du tout... Nos communistes sont trop absorbés par la question de savoir combien de % du plan quinquennal nous avons rempli, combien d'usines nous avons construites. Mais nous ne prenons pas grand soin des hommes qui participent à ces grands efforts. Nous ne sommes pas toujours intéressés à leur vie quotidienne, comment ils vivent et quelle impression les événements font sur eux". Tito critique sévèrement les dirigeants communistes locaux ou de districts qui "arrivent, joyeusement assis dans une auto, dans les villages pour y prononcer des ordres de manière dictatoriale... Nous ne pouvons pas commander au peuple. Le peuple est habitué à se voir expliquer les choses. Il faut sortir de vos autos et rester dans chaque maison villageoise pour vous rendre compte comment les paysans vivent". (10).

(Discours au Congrès du PC croate, rapporté par le "New York Herald Tribune" du 3 décembre 48)

LES METHODES BUREAUCRATIQUES
DE
P L A N I F I C A T I O N

Les gens qui "ne savent pas sortir de leurs autos" ont déterminé le cours de la planification non seulement en Yougoslavie mais dans tous les autres pays du glacis. En URSS, une partie

considérable de la nouvelle bureaucratie grimpée sur le dos du prolétariat est originaire de la couche petite-bourgeoise des anciens "spécialistes", intellectuels et techniciens du régime d'avant la révolution. Dans le glacis, où aucune révolution n'a détruit l'ancien appareil d'Etat et où les stalinienens ont utilisé tous les éléments bourgeois et petits-bourgeois qui voulaient se laisser utiliser, le poids de ceux-ci dans l'appareil économique est encore plus décisif. A cela s'ajoute que, pendant la période

(10) Les autos des bureaucrates semblent avoir frappé particulièrement l'imagination des masses du glacis. Toma rapporte que les ouvriers roumains se moquent du ministre stalinien Stoica qui utilise 3 limousines américaines en disant : qu'il a oublié comment on marche sur ses pieds".

de de transition décisive, il exista en Russie une véritable dictature du prolétariat, un contrôle strict du prolétariat sur les "spez" et un contrôle collectif du parti bolchévik sur l'appareil. Ni l'un ni l'autre n'existent dans le glaci, et il s'ensuit une attitude encore plus méprisante et ignorante envers la classe ouvrière de la part des "dirigeants de l'économie".

Un facteur supplémentaire dont il faut tenir compte pour juger des méthodes de planification dans le glaci a été révélé récemment par l'hebdomadaire britannique "The Observer" (30 janvier 1949). Il indique que très récemment encore, la bureaucratie stalinienne n'avait aidé en aucune manière les différents "planificateurs" du glaci de son expérience considérable. Cette attitude était d'autant plus plausible que Staline n'ignore point que l'appareil de ces pays est saturé d'éléments bourgeois ne cherchant qu'une occasion pour passer dans le camp ennemi. Ainsi les pires gaffes ont été commises, et le glaci dispose aujourd'hui de ressources de beaucoup inférieures à celles dont il aurait pu disposer.

Les tares bureaucratiques de la planification du glaci sont multiples. A l'exception de la Tchécoslovaquie et de la Pologne, une couche large de bureaucrates ne s'est pas encore mise à écrémer les résultats des progrès économiques d'une manière comparable à la Russie. Mais à leur place se trouvent les éléments bourgeois et petits-bourgeois qui continuent à prélever la part du lion sur le revenu national augmentant lentement. L'incapacité et l'orientation fondamentale erronée et conservatrice des dirigeants économiques ne peuvent pas ne pas limiter encore plus les potentialités certainement grandioses ouvertes par la nationalisation de l'industrie et des banques.

Décrivant onze points de faiblesses du plan quinquennal yougoslave devant l'Assemblée Nationale, Kardelj énumère entre autres :

"Aussi bien dans la production houillère que dans la sidérurgie et dans la production des métaux non-ferreux, les plans initiaux furent fixés trop bas..."

Il a été fréquemment constaté que dans certaines entreprises, les machines ne furent utilisées que jusqu'à concurrence de 50 à 60 % de leur capacité... La quantité a été poussée au détriment de la qualité... L'Etat perd des ressources énormes par suite de gaspillage et d'une utilisation peu rationnelle du matériel... Dans une mine de charbon à Alexinatz, les coûts de production ont été tellement surévalués que l'entreprise avait prévu pour la fin de l'exercice une perte "conforme au plan" de 13 millions de dinars alors qu'au cours des 9 premiers mois elle a pu réaliser un bénéfice extraordinaire de l'ordre de 10 millions de dinars..." .- ("Borba ", 26 avril 1948).

A son tour, Hilary Minc, dans le "Glos Ludu" du 25 septembre 1948, attaque le bureaucratisme dans ces termes éloquentes :

"Beaucoup de dirigeants de notre économie et parmi eux maints camarades ont pris l'habitude de vivre dans une sorte de monde artificiel, sans contact avec la vie réelle. Ils se sont entourés de flatteurs (non?) et de "lêcheurs" qui sont toujours d'accord (impossible!), encensent tout le monde, applaudissent la moindre chose (jamais vu!) et masquent la réalité à ceux qui occupent des postes responsables. Beaucoup de dirigeants de notre économie, et parmi eux nos camarades PPR sont arri-

vés ainsi à la conviction que tout ce qui est raisonnable et intelligent se trouve enfermé dans l'enceinte des bâtiments administratifs" (cette formule vaut de l'or!)....

Le même Minc dénonce cet état de chose comme un danger mortel pour la planification et démontre admirablement comment il se combine par "la symbiose des différents chaînons de notre appareil économique avec l'ennemi de classe". Mais l'appareil lui-même n'a-t-il pas été éduqué dans ce sens par le Chef-Bien-Aimé en personne? Ce que la théorie peut encore constater, la pratique ne peut plus y remédier, car l'appel aux masses balayerait les bureaucrates, leur suffisance et leurs autos...

+
+
+

Telle est, aujourd'hui, l'image du glacis. En pleine transformation, il se rapproche de plus en plus d'une société du type de l'U.R.S.S. Mais les survivances du passé combinées aux produits de la politique stalinienne des dernières années créent encore des différences qualitatives entre son économie et l'économie russe, différences que nous avons essayé d'esquisser rapidement. C'est dans ce cadre hybride que se développe actuellement une planification elle-même hybride, qui se heurte de plus en plus aux limites étroites des frontières nationales. Ce que le prolétariat a pu apporter de conviction communiste et d'enthousiasme révolutionnaire aux premières années d'existence de l'URSS y font le plus souvent défaut; en échange, les tares bureaucratiques de l'URSS s'y trouvent reproduites à une échelle plus élevée parce que se développant dans des conditions de "symbiose de l'appareil économique avec l'ennemi de classe". Cette formule d'Hilary Minc, le plus intelligent des dirigeants staliniens du glacis, résume admirablement l'état actuel de ces pays. Il précise le cadre dans lequel reprendra inévitablement la lutte prolétarienne, dédaignant à la fois le drapeau de l'alliance avec l'impérialisme et celui de la dictature stalinienne, s'avancant, avec l'aide des travailleurs des pays avancés, vers une véritable économie socialiste et une démocratie prolétarienne.

10 mars 1949

0
—
0

ERRATUM

Dans la deuxième partie de cet article, publiée dans le N° de mars-juin 1949 de "QUATRIEME INTERNATIONALE" s'est glissée une erreur typographique malencontreuse. Dans le tableau de la propriété agricole en Hongrie, reproduit à la page 17, il faut lire le second chiffre de la dernière colonne (la part de la superficie totale revenant aux paysans possédant de 5 à 10 arpents) comme 21,1 % et non pas 27,1 %.

De même dans le paragraphe suivant qui récapitule les données de ce tableau, lire : "les paysans moyens... possèdent plus de 35 % de la terre" (et non pas : plus de 45 %).

T A N M A L A K K A

ET LE MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE INDONESIEN

Une agence de presse américaine a transmis la nouvelle selon laquelle Tan Malakka, le leader révolutionnaire indonésien aurait été exécuté par les autorités républicaines régulières dans la partie occidentale de Java. Bientôt, ces autorités confirmèrent elles-mêmes la nouvelle dans leur bulletin d'information Indonesia News, donnant comme motif de l'exécution "infiltration politique dans l'armée républicaine" (déclaration du commandant de la police républicaine de Djokjakarta, Konsoumo, rapporté par le Algemeen Handelsblad d'Amsterdam du 25 juin 1949). Elles annoncèrent également qu'un rapport circonstancié sur les circonstances de cette exécution serait publié derechef. Jusqu'à maintenant, ce rapport n'a pas vu le jour.

+--+

LA PERSONNALITE DE TAN MALAKKA

Malgré toutes ces précisions, il reste difficile de juger de la véracité de ces nouvelles. Très souvent dans le passé, des bruits concernant la mort de Tan Malakka ont circulé, soit que le leader révolutionnaire désirait lui-même égarer les recherches de la demi-douzaine de policiers qui étaient en permanence à ses trousses, soit que ses ennemis cherchaient par ces bruits à démoraliser et à décourager ses partisans. La vie aventureuse de Tan Malakka, ses exploits et ses évasions spectaculaires, ses apparitions soudaines aux points névralgiques de la lutte révolutionnaire en Extrême-Orient en ont fait une figure légendaire parmi les masses exploitées du sud-est asiatique, et quelle que soit la vérité, longtemps encore refusera-t-on de croire effectivement à sa mort et attendra-t-on de le voir réapparaître de nouveau pour diriger cette lutte contre l'impérialisme à laquelle il a consacré toute sa vie.

Nous craignons cependant que, cette fois-ci, ses ennemis aient atteint leur but. L'assassinat de Tan Malakka par le gouvernement républicain indonésien, s'il se confirme, se placera sur le même plan de crimes politiques perpétrés contre la Révolution que l'assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg en 1919 et de Léon Trotsky en 1940. Il démontrera une fois de plus que les gouvernements les plus "démocratiques" n'hésitent point à utiliser les méthodes les plus totalitaires quand il s'agit de faire reculer un danger révolutionnaire trop menaçant. Combien factice apparaît face à ce crime la distinction que centristes et ultra-gauches de tout poil font artificiellement entre les méthodes contre-révolutionnaires du stalinisme et celles de la démocratie bourgeoise, y compris de la social-démocratie. Il suffit que le mouvement révolutionnaire prenne une vaste ampleur dans un pays pour que toute l'opinion publique officielle s'acharne contre ses leaders, les traque, les persécute et essaye de s'en débarrasser, en ne reculant devant aucun moyen. Les staliniens indonésiens ont perpétré à plusieurs reprises contre la vie de Tan Malakka des attentats qui avaient tous heureusement échoué. L'exécution "réussie" par le gouvernement républicain "démocratique" devient un véritable symbole de ce que le prolétariat doit attendre de la démocratie bourgeoise dès qu'il

s'apprête à lutter pour son émancipation révolutionnaire intégrale.

En assassinant Tan Malakka, la bourgeoisie indonésienne a frappé le mouvement révolutionnaire de ce pays dans sa personnalité la plus marquante. Fondateur ensemble avec Semaoen, Alimin et autres, du Parti Communiste Indonésien issu en 1920 d'une scission dans l'Association social-démocrate d'Indonésie dont l'aile droite se sépara de la majorité qui décida d'adhérer à l'Internationale Communiste, Tan Malakka sut transformer cette organisation rapidement en un mouvement de masse jouant un rôle dirigeant dans la lutte des masses ouvrières et paysannes (1). Il réussit en 1921 à détacher la gauche de la "Sarekat Islam", l'organisation nationaliste de masse et à construire un mouvement national-révolutionnaire de masse dirigé par le PC indonésien. Participant à deux congrès mondiaux de l'I.C., il y défendit avec passion ses conceptions tactiques quant à l'utilisation par le mouvement communiste des courants révolutionnaires et populaires à l'intérieur du mouvement national islamique, non seulement en Indonésie mais dans toute l'Asie. Il composa en même temps une brochure remarquable dans laquelle il élabora la stratégie à employer dans la guerre émancipatrice contre l'impérialisme en Indonésie et où il indiqua la région centrale de l'île de Java comme centre nerveux principal de cette lutte révolutionnaire, prévision qui a été en tous points confirmée par les événements d'après 1945. En 1925, la direction de l'I.C. le nomma représentant de l'Exécutif pour tout le sud-est asiatique. Il quitta l'Indonésie et commença son existence de voyageur qui lui permit d'acquérir une expérience exceptionnelle de toute cette vaste partie du monde. C'est au cours de ces voyages qu'il élabora sa conception personnelle traçant la Plus Grande Malaisie (les Philippines, l'Indonésie, la Nouvelle Guinée, et la presqu'île de Malakka) comme la zone de la lutte révolutionnaire dans le sud-est asiatique.

A partir de 1923 la situation intérieure en Indonésie commençait à se détériorer rapidement. La réaction accentua sa pression sur les masses laborieuses, persécutant en même temps sans merci les militants communistes. Les travailleurs se radicalisèrent rapidement. En décembre 1925 la direction du PC indonésien décida de préparer l'insurrection à bref délai. Elle envoya en mars 1926 un émissaire auprès de Tan Malakka qui se trouvait à ce moment à Manille, dans les Philippines, pour discuter avec lui de la tactique à utiliser dans l'insurrection. Tan Malakka se prononça cependant contre tout le plan, jugeant que le moment n'était pas indiqué et que l'organisation n'était pas mûre. Il semble que cet avis de Tan Malakka ne fut pas transmis à la direction en Indonésie. De toute façon, l'insurrection éclata en novembre 1926 dans le sud-est de Java et en janvier 1927 dans l'ouest de Sumatra. Après une lutte sanglante, elle fut écrasée par l'impérialisme néerlandais.

C'est de ce moment que date la rupture de Tan Malakka avec l'I.C. Il fonda en juin 1927 au Siam le P.A.R.I. (parti de la République indonésienne) qui conserva un caractère nettement communiste. Il connut des années de pérégrinations qui le conduisèrent jusqu'à Aden d'une part

(1) La plupart des données qui suivent proviennent d'une étude intéressante que le camarade M. Perthus d'Amsterdam nous a envoyée et que nous n'avons pas pu publier intégralement par insuffisance de place.

et jusqu'au Japon de l'autre, se faisant embaucher comme chauffeur dans les navires qui parcourent la Mer Rouge et le Golfe Persique (le plus dur métier du monde), travaillant comme coolie et serviteur, traversant l'Océan Pacifique comme passager clandestin, faisant connaissance avec d'innombrables prisons. C'est seulement en 1945, après avoir patiemment attendu son heure pendant 18 années qu'il pouvait reprendre ouvertement une activité politique en Indonésie.

+--+

DU FRONT POPULAIRE INDONESIEN AU MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE POPULAIRE

Bien que la documentation sur toute l'histoire politique de la République indonésienne de 1945 à 1949 reste extrêmement insuffisante, et que plus particulièrement l'activité de Tan Malakka ne nous est connue que par des notes, des lettres et des articles de journaux souvent tronqués, nous pouvons néanmoins retracer les étapes essentielles de cette activité qui vont conduire le dirigeant révolutionnaire de l'Organisation du Front Populaire Indonésien, à travers la constitution du Mouvement Révolutionnaire Populaire vers la constitution du Parti Prolétarien d'Indonésie. Les noms mêmes de ces trois organisations marquent nettement l'évolution politique de Tan Malakka et de toute l'avant-garde révolutionnaire indonésienne depuis le début de la révolution indonésienne jusqu'à ce jour.

Le Front Populaire fut constitué le 15 janvier 1946 à Soura - kart^a, dans le centre de Java, comme une organisation de front unique à laquelle participèrent 140 partis, organisations et groupements de toute nature. Ce chiffre témoigne d'une vie politique extrêmement vive qui caractérise et qui caractérise encore la révolution indonésienne. On peut dire sans exagérer que, depuis la révolution espagnole, on n'a plus vu dans aucun pays du monde pareille montée du mouvement ouvrier sous toutes ses formes.

C'est Tan Malakka lui-même qui avait pris l'initiative de la constitution de ce Front Populaire Indonésien, composé des principales organisations politiques et de détachements armés républicains. Il en fut le dirigeant principal. Le but de l'organisation était de constituer un front unique de tout le mouvement national-révolutionnaire afin d'obtenir l'indépendance intégrale de l'Indonésie et de mener à bien la lutte contre l'impérialisme. A ce moment Tan Malakka n'était lié à aucun parti en particulier mais s'efforçait de défendre à l'intérieur du Front Populaire son programme minimum, qui a été publié dans le No du 5 mars 1949 de "Tribune", organe de la section hollandaise de la IV^e Internationale, qui l'avait reproduit d'un numéro de début février 1946 du journal indonésien "Pari". Ce programme comportait les points suivants :

- 1.- Centralisation dans une seule organisation ou un seul front de tout le mouvement national afin d'obtenir l'indépendance totale de l'Indonésie.
- 2.- Liberté de discussion complète à l'intérieur de ce front, des partis et de la République.
- 3.- Interdiction de toute immixtion du capital étranger dans l'économie indonésienne.
- 4.- Organisation planifiée de la consommation et de la production. Élimination de la bourgeoisie indonésienne de la direction de l'économie.

Ce programme transitoire, sans s'identifier en tout point avec le programme de la IV^e Internationale, présente cependant un pas en avant

énorme sur toutes les conceptions staliniennes concernant la "révolution par étapes" qui ont empoisonné le mouvement révolutionnaire de l'Extrême-Orient depuis des décades. Il montre en même temps une compréhension insuffisante en ce qui concerne la nécessité de l'indépendance d'organisation du prolétariat dans le mouvement national-révolutionnaire, conception que Tan Malakka avait d'ailleurs déjà défendue au IV^e Congrès de l'Internationale Communiste.

Bientôt le Front Populaire s'opposa à la politique de collaboration avec l'impérialisme néerlandais poursuivie par le gouvernement Sjarir. Les partis de gauche officiels s'en détachèrent rapidement, tels le PS, le PC et le Parti Ouvrier. Puis, les partis officiels de droite passèrent également un compromis avec le gouvernement et se détachèrent du Front Populaire. Celui-ci conserva seulement quelques groupes socialistes de gauche et quelques organisations radicales petites-bourgeoises, le tout sous la direction de Tan Malakka. Le gouvernement dirigé par l^e social-démocrate Sjarir considéra cependant cette opposition comme assez menaçante, puisqu'il arrêta Tan Malakka à deux reprises, la seconde fois à l'occasion de l'enlèvement de Sjarir par un détachement de l'Armée Républicaine (T.R.I.) le 27 juin 1946. Cet enlèvement fut imputé calomnieusement au Front Populaire dont tous les dirigeants furent emprisonnés. On les libéra de nouveau en été 1948, "par manque de preuves".

Pendant la période où les dirigeants du Front Populaire se trouvaient en prison, les éléments révolutionnaires n'avaient pas cessé leur activité. Ils avaient constitué le Mouvement Populaire Révolutionnaire (Gerakan Rakjat Revolutionnaire, G.R.R.). Un des dirigeants de ce GRR était l'ancien membre du Parlement néerlandais, Roestam Effendi, qui avait rompu avec le PC. Le quartier général du GRR était également fixé à Sourakarta, dans le centre de Java. L'organisation comptait quelque 60.000 membres. Son président Soukarni était l'ancien secrétaire du Front Populaire. Le GRR se composa d'un certain nombre de petits groupements, ainsi que deux partis plus importants, le Parti Populaire (Partai Rakjat) et le Parti Ouvrier Indépendant (Partai Buruh Merdeka). Le Parti Populaire est caractérisé de la façon suivante par l'organe du Service d'Information indonésien "Merdeka" paraissant à New-Delhi (novembre 1948) :

"La plupart des partisans de l'aile gauche, adversaires de la politique de Sjarir (social-démocrate) et de Sjarifuddin (stalilien) se rangèrent derrière ce parti. Conformément à ses principes anti-capitalistes, ce parti s'oppose de toutes ses forces à toute construction du capitalisme en Indonésie, y compris la construction d'un capitalisme indonésien. Son but principal, c'est la construction d'une république indépendante indonésienne basée sur le socialisme".

Il faut ajouter également que le GRR possédait des appuis sérieux dans l'armée et qu'il était soutenu par toute une armée, la Lasjkar Rakjat Djakarta Raya (Armée populaire de Djakarta Raya). Cette armée était l'épine dorsale des armées de partisans qui opéraient dans les provinces occupées par les Hollandais.

+--+

DU MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE POPULAIRE AU PARTI PROLETARIEN

A peine Tan Malakka avait-il été libéré en juin 1948 et était-il devenu le chef politique du GRR (Mouvement Révolutionnaire Populaire), qu'éclata le putsch stalinien de Madioun. Ce putsch ainsi que l'ensemble de la politique stalinienne en Indonésie méritent de toute façon une étude à

part. Il suffit ici d'indiquer que le putsch s'effondra lamentablement, les staliniens ayant agi seuls, en isolement complet des masses du pays. Mais la défaite du putsch fut le signal d'action à la fois pour la réaction à l'intérieur de la République, déclenchant une repression immonde et emprisonnant plus de 20.000 militants ouvriers indépendamment de leur affiliation politique, et pour l'impérialisme néerlandais qui jugea son heure venue pour ce qu'il appela cyniquement "la seconde action de police", c'est-à-dire l'aggression inqualifiable de décembre 1948, tendant à éliminer la République de la carte de l'Indonésie et à rétablir un régime colonial légèrement camouflé.

L'influence de Tan Malakka ne cessa de croître durant toute cette période qui fut une période de regroupement idéologique et organisationnel du prolétariat et de l'avant-garde révolutionnaire. Le produit de ce regroupement fut la constitution en octobre 1948 du Parti Prolétarien (Partai Murba) dont Tan Malakka fut le chef incontesté et dans les rangs duquel nous retrouvons la plupart des anciens lieutenants de Tan Malakka du temps du Front Populaire. Le Mouvement Révolutionnaire Populaire GRR se dissout dans le Parti Prolétarien et en fut l'élément constitutif essentiel.

Le nouveau parti compta 80.000 membres au moment de sa fondation et fut considéré généralement comme le troisième parti d'Indonésie. Son influence se refléta dans le fait qu'une série de journaux de Sourakarta et de Djokjakarta (capitale de la République indonésienne) se prononcèrent en sa faveur. Il tint son congrès le 8 novembre 1948 à Djokjakarta, et y adopta le programme minimum suivant :

- 1.- N'engager les pourparlers qu'après l'évacuation intégrale de l'Indonésie par les troupes impérialistes, et sur la base de l'indépendance totale.
- 2.- Constitution d'un gouvernement conforme aux intérêts et à la volonté du peuple.
- 3.- Constitution d'une armée populaire par l'armement du peuple.
- 4.- Expropriation et remise en marche de toutes les entreprises impérialistes. (Probablement "plantations").
- 5.- Saisie et remise en marche de toutes les usines ennemies.
- 6.- Institution d'un régime de bien-être économique pour le peuple.

(Extrait du journal indonésien Berita Indonesia du 15 novembre).

Quelques semaines plus tard se produisit l'agression impérialiste du 18 décembre 1948. Les armées républicaines se retirèrent vers les régions montagneuses plus appropriées à la lutte des guérillas. Bientôt ces guérillas prirent une forme de plus en plus générale, talonnant sans cesse l'armée impérialiste et obligeant l'ONU, à travers sa "commission de bons services" à intervenir dans la situation "afin d'éviter une débâcle complète de l'armée impérialiste. Dans cette guerre des partisans, l'influence du Partai Murba et celle de Tan Malakka furent de plus en plus décisives, surtout dans l'île de Java. A tel point que le correspondant de l'Associated Press écrit le 27 mars 1949 que "le vétéran Tan Malakka dirige un mouvement qu'on pourra difficilement contenir à l'avenir".

Les raisons pour lesquelles les autorités "officielles" indonésiennes devaient s'efforcer d'éliminer à tout prix cette influence révolutionnaire alors qu'elles s'apprêtaient à liquider le mouvement des partisans et à conclure de nouveau un compromis pourri avec le gouvernement de La Haye devient ainsi claire. Voilà pourquoi elles assassinèrent Tan Malakka. Mais si ce crime constitue un coup très dur pour le mouvement révolutionnaire indonésien et s'il hypothèque lourdement l'avenir de ce mouvement, il n'a pas réussi cependant à le détruire. Nous apprenons au contraire qu'après la conclusion de l'accord van Royen--Roum qui met fin (officiellement) à la guerre des partisans, la direction du Parti Prolétarien s'est réunie "quelque part aux environs de Djokjakarta" en juin 1949 et s'est prononcée contre cet accord. A cette réunion, deux tendances se seraient manifestées, l'une en faveur de la continuation sans interruption de la guerre des partisans, et l'autre en faveur de la cessation temporaire de la lutte armée et le passage à l'opposition politique. Nous ne pouvons naturellement pas nous prononcer sur ces divergences tactiques sans disposer d'une analyse exacte de la situation. Mais l'évacuation de Djokjakarta par l'armée impérialiste, ressentie par les masses comme une victoire éclatante, ne crée certainement pas un climat défavorable au développement et l'approfondissement des courants révolutionnaires. Il appartient aux cadres formés de la IVe Internationale, surtout en Extrême-Orient d'aider l'avant-garde révolutionnaire indonésienne dans son travail de clarification programmatique, tout en exprimant en pratique leur solidarité totale et inconditionnelle avec l'exemple magnifique de lutte anti-impérialiste et de courage donné par ces courants. Ce sera là la contribution de la IVe Internationale pour que Tan Malakka continue à vivre non seulement dans la mémoire du prolétariat asiatique mais encore dans une organisation capable d'achever son oeuvre : la destruction de la domination impérialiste sur les masses indonésiennes.

J. van Steen

— 0 0 —
0+0

Cet article était écrit quand on nous a signalé un article paru le 18 juillet dans l'organe catholique hollandais "De Volkskrant" sur le mouvement communiste en Indonésie, article dans lequel l'auteur, parlant de quatre partis se réclamant du communisme, déclare :

" Du Partai Murba (le parti communiste qui n'a pas participé à la révolution -/des staliniens/- parce qu'il sentait que le temps n'était pas encore mûr), Sukarni se présente pour le moment comme le leader. Cependant, le chef véritable est toujours Tan Malakka qui, malgré toutes les nouvelles qui disent le contraire, n'est pas mort. Il est certain qu'on a tué quelqu'un qui lui ressemblait. Lui-même vit cependant et erre quelque part dans l'est de Java. Sukarni se trouve aux environs de Djokjakarta. Il est accompagné de Chairul Saleh, étudiant en droit. Probablement R.M. Kobarsi qui est de la famille de la maison royale Paku Alam, est il aussi chez lui".

Les sections de la IVe Internationale d'une part, les mouvements révolutionnaires des colonies d'autre part, ne manqueront pas de rechercher la vérité sur le sort de Tan Malakka. —

VERS UN ASSAINISSEMENT GENERAL DU CAPITALISME EN AUTRICHE?

La "reconstruction" de l'Autriche est un drame en cinq actes. Le premier acte commence en avril 1945. Les capitalistes s'étaient enfuis à l'ouest du pays, où ils jouissaient de la protection des troupes impérialistes. Ceux qui étaient restés dans les provinces occupées par les Russes se cachaient prudemment. Les ouvriers souffraient de la faim et du froid et commençaient à réparer, souvent avec les moyens les plus primitifs, les usines et les instruments de travail, dans la mesure où ils n'avaient pas été démontés ou enlevés. Ils achevèrent une grande partie de ce travail de reconstruction réelle sans aucune intervention des capitalistes. Ceux-ci, au début, se comportèrent avec beaucoup de timidité et de réserve, mais ils étaient restés les propriétaires des moyens de production! Par la suite ils voulurent cueillir tous les fruits de cette reconstruction...

Plus la reconstruction avançait et plus s'ouvraient les écarts entre les salaires réels et les profits. Les prix montaient sans cesse et les salaires suivaient clopin-clopant, sous la pression des grèves. En mai 1947 l'activité des masses atteignit son point culminant. Mais à ce moment la bourgeoisie autrichienne se sentait déjà à nouveau en selle. Le gouvernement, formé par une coalition de partis bourgeois avec les sociaux-démocrates et les stalinien, resta d'abord indécis, puis proclama en août l'accord sur le blocage des prix et des salaires, qui fut accepté par les syndicats et par l'Association patronale.

Ainsi débuta le deuxième acte du drame de la reconstruction. Les salaires furent bloqués effectivement; les prix par contre continuèrent leur ascension malgré l'accord d'août 1947 et malgré toutes les promesses des politiciens bourgeois et réformistes. Ils montèrent si vite que la situation fut caractérisée par une tendance inflationniste dangereuse. Ce danger inflationniste fut conjuré en décembre 1947 par la soi-disant réforme monétaire. Cette "réforme" était connue d'avance des capitalistes qui transmirent leurs fonds à des comptes momentanément bloqués qui se trouvèrent protégés par la loi. La masse fiduciaire "excédentaire" qui se trouva épongée par l'opération fut donc constituée par la masse d'argent entre les mains des petits gens (salariés, petits épargnants, petits commerçants et paysans etc.) qui fut échangée à 1 contre 3 au cours de la réforme, à l'exception d'une petite somme fixe.

Et voilà le rideau levé pour le troisième acte de l'assainissement du capitalisme autrichien. La stabilisation de la monnaie aiguïsa l'appétit de la bourgeoisie. Elle commença par liquider ses stocks en jetant toujours plus de marchandises sur le marché apparemment insatiable. Par suite des restrictions imposées aux masses durant et après la guerre, la demande était énorme et l'offre n'arrivait pas à la couvrir. Cela entraîna à nouveau une hausse des prix malgré le blocage officiel. En même temps, la bourgeoisie commençait à miner systématiquement le rationne-

ment des principaux produits de consommation de masse. Ayant conscience de leur responsabilité devant la nation, les bureaucrates du PS et des syndicats veillaient jalousement au maintien des salaires au niveau fixé en août 1947. Mais quand le marché noir se trouva en fait légalisé pendant l'été 1948, une nouvelle "adaptation" des salaires aux prix était devenue inévitable.

Le deuxième accord sur les prix et les salaires, conclu en septembre 1948, inaugura le quatrième acte du drame d'après-guerre du prolétariat autrichien. A nouveau on dit que le danger inflationniste était définitivement conjuré. L'inflation était d'ailleurs la grande menace au moyen de laquelle les travailleurs furent périodiquement détournés d'actions de classe extra-parlementaires. L'Arbeiter-Zeitung, organe du Parti Socialiste présentait les choses comme si les travailleurs pouvaient seuls empêcher l'inflation dans leur propre intérêt. Elle se réjouit à l'occasion du pacte de septembre 1948 et s'exclama pathétiquement : "Il faut faire baisser les prix continuellement". Le président des syndicats, Böhm, déclara que le pacte avait "partagé équitablement les charges", et le vice-président du conseil, le réformiste Schärf considéra le pacte comme un "succès satisfaisant". Mais malgré toutes ces explosions de joie, le coût de la vie continuait à s'élever, et les salaires et traitements restaient bloqués. Alors que la part des travailleurs dans le revenu national n'avait cessé de baisser depuis 1945, même les salaires réels commencèrent maintenant à baisser. Les réserves officielles servant de subsides pour les prix des produits de première nécessité (pain, charbon etc.) et constituées par la contre-partie des livraisons UNRRA, disparurent et le budget autrichien commença à signaler un déficit croissant. Finalement, vers le milieu de mai 1949, le Parlement vota une série de lois contenant un troisième accord sur les prix et les salaires. Ces lois doivent mener à bon terme la reconstruction de l'Autriche, c'est-à-dire aboutir à un assainissement général du capitalisme autrichien.

Les traitements et salaires se trouvent, par le nouveau pacte conclu dans le dos du prolétariat, augmentés dans une mesure qui ne compense même pas la hausse officielle des prix des produits rationnés (farine, pain, matières grasses, sucre, viande) et des tarifs de services d'Etat (gaz, électricité, chemins de fer, tramway, PTT). Quant à la hausse massive des prix des produits de consommation non rationnés - la grande majorité de ces produits - elle n'est même pas formellement considérée dans le calcul du nouveau barème de salaires!

Le parti stalinien qui avait quitté le gouvernement à l'automne de 1947 à la suite du "tournant" généralement imposé aux partis communistes par le Kominform, oppose à cette nouvelle attaque contre le niveau de vie des masses le mot d'ordre : "Le peuple a fait suffisamment de sacrifices. C'est au tour des riches de payer!". Mais la politique traître suivie par ce parti depuis 1945, sa participation pendant deux ans et demi au gouvernement de coalition, les effets catastrophiques du régime d'occupation russe limitent de façon décisive l'influence stalinienne sur les masses. La peur qu'ont les masses de la "démocratie populaire" freine dans de larges couches prolétariennes, pourtant indignées de ce nouveau brigandage capitaliste, la volonté de passer à l'action pour la défense de leurs intérêts. Néanmoins, le PC autrichien a réussi à rassembler une foule considérable de travailleurs de Vienne et de

la Basse-Autriche sur la Rathausplatz de Vienne, le 17 mai 1949. On y a vu la manifestation ouvrière la plus imposante depuis de nombreuses années. De nombreux ouvriers se mirent en marche vers le lieu de la démonstration directement en sortant de l'usine, mais ils n'étaient nullement convaincus de l'efficacité de cette démonstration. Les staliniens ne proposèrent nul programme d'action concret, nul objectif positif pour la démonstration, ils ne firent qu'une critique négative de l'accord sur les prix et salaires. D'après le journal stalinien Volksstimme, 170.000 personnes participèrent à la manifestation. Le journal réformiste Arbeiter-Zeitung estime le nombre des manifestants à 40.000.

La bureaucratie social-démocrate se sent ouvertement responsable de l'assainissement non pas du budget de la ménagère ouvrière, mais bien du budget de l'Etat bourgeois. Selon elle, la fixation des prix doit être abandonnée à la concurrence capitaliste, qui se trouve pourtant fortement limitée par les cartels qui dominent l'économie autrichienne. Devant les masses, les chefs réformistes agitent surtout de façon démagogique la loi des pensions ouvrières. Jusqu'à maintenant cette loi ne semble pas changer autre chose que le nom au niveau misérable des pensions de vieillesse; elle a surtout un caractère publicitaire prononcé. Et même si l'assurance-vieillesse se trouve améliorée pour les masses, cela ne peut en aucune façon compenser l'abaissement du niveau de vie pour les travailleurs.

Die Presse, l'organe le plus sérieux de la bourgeoisie autrichienne, détruisit toute illusion réformiste dans un article du 21 mai 1949. Il désigna franchement le nouvel accord sur les prix et les salaires conclu entre les deux partis de la coalition gouvernementale (réformistes et bourgeois), comme un faux calcul et termine ainsi : "L'affaire se solde de toute façon par une baisse des revenus réels et de la consommation. Voilà une perspective peu réjouissante, mais une réalité non moins indéniable. Aucune construction d'esprit si raffinée soit elle ne peut transformer ce problème". Devant les difficultés insurmontables d'expansion de ses exportations, la bourgeoisie autrichienne se rabat de façon réaliste sur une exploitation accrue des masses laborieuses. L'exigence générale des capitalistes d'obtenir une productivité accrue du travail ne peut aboutir qu'à l'intensification du rythme de travail et à un accroissement considérable du chômage.

Le capitalisme n'offre plus aucune issue à ce cycle infernal "guerre-reconstruction-crise-guerre". Ce qui se produit aujourd'hui en Autriche n'est pas une évolution typiquement autrichienne, mais une évolution typique de tout le capitalisme mondial. Le journal Die Presse déclara le 13 mai 1949 que la poussée vers l'équilibre budgétaire (se soldant par la suppression des subventions et par l'abaissement des salaires réels) "s'est produite non tant en raison des intentions propres (du gouvernement) qu'à la suite de la pression massive qui trouve ses origines du côté américain". Cela ne signifie rien d'autre que l'Autriche est devenue une des premières "pensionnaires des Etats-Unis" --comme monsieur Hoffman l'a d'ailleurs déclaré lui-même. Et cela déjà trois ans avant la fin du Plan Marshall! Cela démontre une fois de plus que la crise et la destruction des libertés démocratiques des masses, aboutissant à la guerre, deviennent inévitables si le prolétariat ne retrouve pas le chemin de la révolution socialiste. Une seule organisation lutte à cette fin : la IVe Internationale!

23 mai 1949

LOUIS DRAGO

par M. PABLO

I

Le passage d'une partie toujours plus importante d'intellectuels aux côtés du prolétariat révolutionnaire et du socialisme est un phénomène caractéristique de la décomposition avancée du régime capitaliste et de la dégradation des "valeurs" idéologiques et morales qui animaient autrefois l'intelligentzia à son service.

De ce point de vue, la polarisation d'un grand courant d'intellectuels, d'auteurs, d'artistes et de savants par le stalinisme dans les pays européens, coloniaux et semi-coloniaux, n'exprime au fond que l'attraction exercée par le courant révolutionnaire des masses et par l'URSS, "pays du socialisme", que le stalinisme semble représenter et diriger, sur les éléments progressifs de l'intelligentzia qui se détachent de la société capitaliste.

Ceci dit, il est intéressant de remarquer que le gros des intellectuels staliniens ou stalinisants actuels a été conquis au cours de la dernière guerre et depuis. Il est d'autre part nécessaire d'analyser la façon dont le stalinisme se comporte envers ces éléments, les soumet, les endoctrine, les utilise et, le cas échéant, les rejette, usés et discrédités.

RECRUES DE L'OPPORTUNISME

Le succès rencontré par le stalinisme auprès des éléments intellectuels date en réalité du tournant qu'il fit à la fin de la "troisième période", vers la politique du Front Populaire. L'essence de cette politique, on le sait, est une large collaboration de classe, spécialement avec les milieux de la soi-disant bourgeoisie libérale du type des radicaux en France, de la gauche radicale de 1934-1936 en Espagne, des new-dealists aux Etats-Unis, des représentants de la bourgeoisie nationale et petite-bourgeoise des pays coloniaux et semi-coloniaux.

C'est à partir de cette période que le stalinisme découvrit les vertus du vrai "patriotisme", du culte de la "terre natale", et s'efforça de montrer qu'il constituait "le meilleur défenseur du patriotisme national". Les Thorez réclameront en France avant tout "une politique française" (IXe Congrès du PCF, décembre 1937), et en Espagne "une politique espagnole", de même en Angleterre, aux Etats-Unis, en Chine et partout. Afin de dissiper toute équivoque sur la nature de cette politique "nationale", ils seront partout pour "un Etat, une Police, une Armée", celles de la "Nation", ils voteront les crédits militaires, ils pousseront aux armements et ils se mettront à la pointe de la campagne chauvine qui devait amener à la guerre de 1939.

Naturellement, cette politique social-patriote de collaboration de classe et d'exaltation de la "patrie" trouva son apogée au cours de la guerre même, dans les mouvements de "Résistance" en Europe, dans le soutien

actif donné au gouvernement de sa Majesté en Angleterre et dans les colonies, à Roosevelt aux Etats-Unis et aux gouvernements de tous les pays rangés du même côté que l'URSS "contre le fascisme". Elle se poursuivit avec la fin de la guerre dans la politique de participation des partis communistes aux gouvernements capitalistes et, ensuite, quand la tension entre l'URSS et les Etats-Unis provoqua la rupture du "Front National", elle en reprit des variations sur le thème de "l'indépendance nationale".

Le succès de cette politique auprès des masses petites-bourgeoises et particulièrement auprès de son avant-garde intellectuelle fut incontestable. Grâce au tournant Front populaire, la politique stalinienne effectua un revirement particulièrement adapté à la mentalité et/la psychologie des milieux intellectuels, à leurs faiblesses, leurs préjugés, leur conformisme et leurs mystifications multiples. Leur radicalisme petit-bourgeois trouva dans la nouvelle idéologie stalinienne un refuge confortable. On était à la fois "patriote" et teinté d'un vague "internationalisme" verbal qui convient à des gens progressistes, conformistes et "révolutionnaires", les uns croyants, d'autres athées, chantant et applaudissant successivement dans les manifestations populaires les airs de la Marseillaise et de l'Internationale, nageant constamment avec béatitude dans cette ambiance d'équivoque et de compromis sur tous les plans, qui fit le succès de la politique stalinienne auprès des éléments intellectuels.

L'emprise du stalinisme sur ces éléments ne résidait pas dans quelque chose de principiel, de conséquent, de net et d'intransigeant que possède tout mouvement véritablement révolutionnaire à l'égard de la société bourgeoise et de ses "valeurs", mais au contraire dans son adaptation opportuniste poussée à l'extrême, érigée en principe suprême, systematisée en une véritable technique scientifique de propagande, dans les côtés faibles des éléments intellectuels, avec leur provenance, leur éducation et leur vie petite-bourgeoise.

Bien entendu, la qualité des éléments conquis par une telle politique s'en ressent. Ne mériterait vraiment le qualificatif d'intellectuel que celui qui conserve en toute circonstance sa capacité critique et qui ne transige sous aucun prétexte avec la vérité. De ce point de vue, les intellectuels qui grossirent les rangs du stalinisme apparaissent singulièrement diminués dans leur faculté critique et leur probité morale, par rapport aux exemples d'intellectuels révolutionnaires venus au mouvement ouvrier depuis l'époque de Marx jusqu'à celle de Lénine.

LA MISE AU PAS

L'intellectuel se passionne en général pour la "liberté", et sa liberté en particulier. C'est l'expression la plus marquante de sa nature individualiste, capricieuse et anarchisante, pur produit de son origine petit-bourgeois, de sa formation et de sa vie dans l'ambiance de la société bourgeoise. Mais que devient cette "liberté" une fois que l'intellectuel a franchi le seuil qui le séparait du "peuple" représenté par le stalinisme?

Les intellectuels qui ont le bonheur de vivre en URSS même et dans les "Démocraties populaires" n'ont naturellement aucun doute sur ce que signifie servir un régime totalitaire. Et si, par hasard, enfermés dans leurs cabinets de travail et leurs laboratoires, ils oublient parfois ou se soucient peu de ce qui se passe réellement autour d'eux, les cas Lyssenko ou un réveil des vertus "d'autocritique" du Parti, qui se déclenche de temps

en temps brusquement à la manière d'une tempête, les ramènent brusquement à la triste réalité dans laquelle ils se voient traités du jour au lendemain avec toutes les épithètes gracieuses qui abondent dans le langage choisi des cerbères de la "pureté idéologique" du Parti : "rat visqueux", "avorton sans passeport", "renégat", etc., et bannis de leurs positions, relégués au rang de "traîtres" qui ne méritent plus aucune considération. Nous parlerons prochainement de la "liberté des intellectuels" aux "pays du socialisme".

En réalité, le mirage de la liberté n'existe que pour les intellectuels des pays capitalistes qui rejettent le stalinisme. Ils croient encore pouvoir jouir d'une "liberté" plus grande, plus ample, plus profonde en communiant avec le "peuple" à travers leur adhésion au camp du stalinisme. Quand ils sont encore de simples "sympathisants" qu'on utilise pour noyauter toutes sortes d'organisations et pour se dissimuler derrière eux dans toutes sortes de manifestations et de Congrès qui véhiculent la politique stalinienne à l'adresse des classes moyennes (Congrès de la Paix, etc.), leur "liberté" n'est voilée qu'à travers un mécanisme de transmission compliqué des mots d'ordre du Parti, qui leur laisse l'illusion de penser et d'agir par eux-mêmes et selon leur propre volonté. On les enveloppe encore à ce stade de mille précautions, on évite de heurter leurs opinions, leurs sentiments, leurs attitudes ; on flatte au contraire leur vanité et leur suffisance, en les portant à l'admiration, à la considération et aux applaudissements de la clientèle des masses du Parti. Ils rejoignent ainsi le "peuple", ils deviennent ses vedettes, ils abandonnent leur isolement individualiste avec tous ses déchirements idéologiques et émotionnels pour "retrouver la vie" et ses sources d'inspiration et de création.

Ces intellectuels commencent en réalité à déchanter dès qu'ils deviennent membres du Parti et dès que le Parti est saisi de la fièvre sacrée de "l'autocritique".

"L'autocritique" n'est en réalité jamais une réaction spontanée, elle n'est jamais d'origine "nationale". Elle est déclenchée du Kremlin et suit, comme tout autre changement dans la politique des Partis Communistes, les changements qui sont opérés dans la politique de la bureaucratie soviétique. Ceci est particulièrement manifeste quand on analyse les causes de la vague "d'autocritique" qui déferle actuellement chez les intellectuels staliniens pour la première fois après plusieurs années de relâchement idéologique, au cours desquelles se sont accumulées des montagnes "d'erreurs" qu'il s'agit maintenant de découvrir, de dénoncer et de corriger.

"L'AUTOCRITIQUE" EN URSS

Le serrage de vis des intellectuels a commencé en URSS au lendemain de la liquidation de la guerre. Celle-ci avait provoqué un dangereux relâchement de la discipline bureaucratique dans tous les domaines : économique, politique, idéologique. Ce relâchement fut aggravé par le contact de millions de soldats russes avec l'occident capitaliste et en général par l'étanchéité bureaucratique dans laquelle l'URSS avait été enfermée pendant des années.

La guerre révolutionnaire à sa manière n'importe quel régime, brise l'apathie et le conservatisme des masses, introduit par toutes les brèches qu'elle ouvre des courants d'air nouveau. Un régime totalitaire est par-

ticulièrement sensible à ces bouleversements. L'URSS stalinienne en a beaucoup souffert ; la bureaucratie soviétique a senti des courants d'air froid assaillir de tous côtés son épine dorsale. Il fallait boucher les trous, colmater toutes les brèches, ramener tout dans "l'ordre", l'ordre bureaucratique.

Jdanov a donné le signal de l'assaut contre les foyers de fermentation idéologique qui ont pu se constituer à la faveur de la guerre et du contact avec l'occident. C'est lui qui a inauguré la lutte contre les intellectuels "cosmopolites" et qui sert d'autorité et de référence en matière idéologique aux Laurent Casanova chargés dans les différents Partis Communistes de ramener leurs intellectuels dans la "ligne".

"Cosmopolite" - nous enseigne le Troud, organe central des syndicats soviétique - (des mots grecs c o s m o s, univers, et politiciis, citoyen) signifie exactement "citoyen de l'univers", c'est-à-dire un homme qui rejette l'amour envers son peuple, envers son pays (souligné par nous).

Quelle conclusion arbitraire! Un "citoyen du monde" peut très bien être quelqu'un qui ne nie pas l'élément national, qui ne lui est pas indifférent, mais qui le subordonne simplement à l'élément international. Comme par exemple ce pauvre professeur soviétique Kedrov dont les ouvrages philosophiques, nous apprend la Literatournaïa Gazeta, furent condamnés par un tribunal idéologique parce que "Kedrov a traité l'indépendance de la pensée nationale de principe bourgeois". En réalité le crime de Kedrov fut, d'après le même journal, d'avoir écrit : "Ignorer le caractère international de la lutte de classe et son reflêt dans la philosophie, c'est sacrifier le principe marxiste de l'analyse de classe pour conserver partiellement le principe bourgeois de l'indépendance nationale dans le développement de la pensée philosophique". (Souligné par nous).

Mais la Literatournaïa Gazeta trouve qu'une telle considération "oppose l'élément de classe à l'élément national" et que les idées de Kedrov "sont empreintes, à l'égard de la nation, d'un nihilisme manifeste".

Le sens de la purge idéologique monstrueuse qui a commencé en URSS plus particulièrement au début de cette année et qui se poursuit encore dans tous les milieux intellectuels (et à laquelle nous consacrerons un deuxième article dans le cadre de cette étude), est en réalité de briser toutes les tendances idéologiques-centrifuges développées au cours des dernières années en URSS et de rétablir dans ce domaine aussi l'ordre bureaucratique. Il est particulièrement intéressant de noter que la campagne est centrée sur deux points : la lutte contre les influences de l'étranger, et la lutte pour imposer à l'intérieur de l'URSS même la suprématie du peuple grand-russe.

Ainsi l'exaltation de "l'indépendance nationale" envers l'étranger, qui a abouti à une exagération ridicule des records du peuple soviétique dans tous les domaines idéologiques (il n'y a pas de découverte scientifique importante moderne qui ne soit attribuée à un pionnier russe) va de pair avec celle du peuple grand-russe sur les autres nationalités qui composent l'URSS. Interprétation "dialectique" à la Staline du principe de "l'indépendance nationale"!

"L'AUTOCRITIQUE" A L'ETRANGER

L'impulsion donnée à "l'autocritique" en URSS a immédiatement trouvé des imitateurs fervents dans tous les Partis Communistes ; d'autant plus que l'affaire Tito montra les graves dangers des "déviations nationalistes", de "l'arrogance", et de la "suffisance" de certains milieux du stalinisme à l'étranger qui se refusaient à faire leur devoir "d'autocritique" et qui osaient critiquer l'URSS. En effet, le sens général du serrage de vis à l'étranger réside dans la tentative de briser toute tentative de critique directe ou indirecte à l'égard de l'URSS et de la bureaucratie soviétique.

Il s'agit de réaffirmer partout le principe stalinien de la primauté de l'URSS, de sa politique, de sa science, de son art, de sa philosophie et du rôle dirigeant du Parti Communiste russe et du "camarade Stalino" dans l'ensemble de l'univers stalinien. Ceux qui auraient tendance à s'écarter de ce principe, à l'oublier ou à le menacer fût-ce indirectement, doivent être rappelés à l'ordre et, le cas échéant, châtiés, purgés, expulsés.

On devait bien lutter dans tous les pays pour "l'indépendance nationale" en vue de faire échec à la pénétration yankee, mais il ne fallait pas non plus oublier "l'internationalisme", celui-ci étant interprété comme la reconnaissance de la primauté de l'URSS et de son Parti.

Voyons plus spécialement l'allure prise en France par "l'autocritique" des intellectuels staliniens.

Pour faciliter cette tâche et pour qu'une "bataille idéologique incessante" en vue de diffuser la "pensée marxiste-léniniste-stalinienne" puisse être menée dans les milieux intellectuels, une nouvelle revue stalinienne parmi tant d'autres, la Nouvelle Critique, "revue du marxisme militant", a fait son apparition depuis décembre 1943. C'est cet organe qui se fixa pour tâche de bien faire comprendre à tous les intellectuels, membres ou sympathisants du PCF, que pour le marxisme la vérité est toujours "pratique" et "concrète"; que le socialisme "vivant" par conséquent est le régime qui s'édifie en URSS, et non sur la planète Mars ; que le "marxisme-léninisme est l'affaire des Partis Communistes et avant tout du premier des Partis Communistes, le Parti Communiste bolchevik d'URSS"; que "le véritable marxiste, enfin, ne se juge marxiste qu'à partir du moment où il lui semble pouvoir mériter l'épithète enthousiasmante de 'stalinien'" (La Nouvelle Critique No 1, décembre 1948, p.11).

Figurez-vous qu'il y avait, en effet, des intellectuels très proches du Parti qui ont soigneusement évité dans les nombreux ouvrages -et bon ouvrages- qu'ils ont écrits depuis des années, d'appuyer sur "l'URSS pays du socialisme vivant" et sur le stalinisme "développement théorique" du Marxisme-Léninisme. Il était temps de les rappeler à leur devoir "d'autocritique".

Nous citerons à ce propos l'exemple d'Henri Lefebvre. Cet écrivain n'a jamais caché son appartenance au Parti Communiste Français. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur le marxisme qui, à notre avis, sont parmi les meilleurs dans la littérature marxiste française. H.Lefebvre est peut-être le meilleur connaisseur de Hegel et de l'aspect philosophique de la doctrine marxiste en France. Ce qu'il a écrit, y compris son ouvra-

ge récent "La Critique de la Vie Quotidienne", contient des pages qui peuvent être lues avec profit par qui veut approfondir ce côté du marxisme. Nous étions par ailleurs frappés en lisant ses ouvrages du soin qu'il prenait à ne pas mêler dans ses analyses l'exemple de l'URSS et "l'apport théorique" de Staline au développement du marxisme. Cette prudence était tout à l'avantage du sérieux de ses ouvrages, mais aussi son talon d'Achille dans ses rapports avec le PCF. Un jour, Lefebvre a dû comprendre qu'il n'est pas permis de parler du marxisme en général et qu'il devait considérer "la doctrine stalinienne comme (une) application à des circonstances particulières de la méthode et de la théorie marxiste"; comme une "application technique subordonnée à la théorie essentielle"; comme "un apport plutôt qu'un développement" (+). Malgré le choix prudent de cette justification, il n'en reste pas moins que Lefebvre a attendu... environ 15 ans depuis qu'il a écrit son premier ouvrage pour découvrir le "développement de la théorie marxiste" par le stalinisme. "Jusqu'à une date assez récente", avoue-t-il humblement, il n'avait pas compris cela. Exactement jusqu'au déclenchement de la campagne "d'autocritique" dans le PCF et jusqu'aux directives de Casanova. Quelle pitoyable déchéance!

Peut-on vraiment considérer comme spontané, sincère, et produit par une compréhension libre cette "autocritique" qui découvre le "socialisme" dans l'URSS, et le stalinisme "développement théorique du marxisme" juste au moment où Casanova recevant l'ordre d'accorder son violon dans le grand orchestre dirigé à Moscou appelle les intellectuels qui ne désirent pas être excommuniés "à rallier les positions du Parti, toutes ses positions"?

Mais ces positions du Parti, en science, en art, en philosophie, Casanova n'admet pas qu'il soit nécessaire de les démontrer, de les fonder à la suite d'une discussion libre et sans que des sanctions soient prises contre ceux qui n'arriveraient pas encore à être convaincus. "Il y a toujours quelque chose de ridicule, décrète Casanova, dans cette façon qu'ont certains camarades de sommer le Parti d'avoir à produire ses raisons" (Souligné par nous). (++)

On comprend aussi dans ces conditions qu'une équipe de psychanalystes, dans le No 7 de la Nouvelle Critique, soit amenée elle aussi à faire son mea culpa et, en partant de la commercialisation et des conclusions idéologiques réactionnaires tirées de la psychanalyse aux Etats-Unis en particulier, à enterrer la psychanalyse comme une "idéologie réactionnaire". La psychanalyse était déjà taxée de cette épithète en URSS, d'où elle est bannie tout comme elle l'avait été aussi en Allemagne pendant le règne de Hitler.

Même procédé en ce qui concerne l'enterrement de la génétique classique par Lyssenko et les discussions, paraît-il très animées, provoqués par cette affaire parmi les intellectuels staliniciens français, Marcel Prenat en tête.

Dans la suite de cette étude nous analyserons la valeur des argu-

(+) "La Nouvelle Critique", No 4, mars 1949, p. 41-57.

(++) L. Casanova, "Responsabilités de l'Intellectuel Communiste". P. 29.

ments avancés dans leur "autocritique" par Lefebvre, les psychanalystes, et aussi la façon dont fut présenté et défendu le cas Lyssonko. Nous aurons ainsi l'occasion d'examiner une série de questions de principe et de méthode : la position du marxisme envers la science et l'art ; l'internationalisme et le nationalisme ; la structure sociale et politique de l'URSS vue sous l'angle du socialisme.

Juillet 1949



LA CRISE DU CAPITALISME BRITANNIQUE ET
L'EXPERIENCE TRAVAILLISTE

p a r PIERRE FRANK

La Grande-Bretagne est sortie victorieuse de deux guerres mondiales. Mais, depuis la deuxième victoire, les crises de l'économie britannique se succèdent, bien que la paix sociale n'ait pas été troublée jusqu'à présent et qu'au contraire les masses laborieuses de ce pays aient manifesté une discipline sociale extraordinaire et accepté des conditions de vie qui se détérioraient, un régime dit d'austérité qui, dans bien des domaines, se traduisait par des restrictions plus étendues que celles du temps de guerre. Toutes les manifestations du déclin du capitalisme britannique qui domina et conduisit le monde entier pendant le 19^e siècle, présentent un intérêt primordial du fait que, dans ce pays hautement industrialisé, le réformisme classique qui prétendait mener le monde au socialisme en faisant l'économie de la révolution prolétarienne, est en train d'effectuer une expérience dans les conditions politiquement les plus favorables : il disposait d'une large majorité parlementaire, dans un pays de fortes traditions parlementaires, une classe ouvrière solidement organisée dans le Labour Party et dans les syndicats, réalisant ainsi un mouvement ouvrier pratiquement uni car les staliniens étaient et sont numériquement et politiquement insignifiants. Cette classe ouvrière a manifesté pendant quatre ans une extrême patience et même une prédisposition à faire des sacrifices sans espérer des résultats immédiats ou proches. Les réformistes les plus impénitents auraient difficilement pu souhaiter des conditions meilleures. Rien de comparable entre la coalition Front populaire de 1936 en France avec les radicaux sur la droite et les communistes sur la gauche et le ministère travailliste homogène s'appuyant sur une solide majorité parlementaire.

Après quatre années de gouvernement, la direction du Labour Party invoque à son actif toute une série de nationalisations (houillères - chemins de fer - banque d'Angleterre - transports, etc.) et elle

défie les Tories sur la nationalisation de l'industrie du fer et de l'acier. Ces nationalisations s'étendent environ au sixième de l'industrie britannique et à des domaines-clés de celle-ci; or, le sixième de l'industrie britannique, c'est énormément plus lourd que le total de l'industrie de la Bulgarie, de la Roumanie, de la Yougoslavie. Mais ces nationalisations du gouvernement travailliste sont loin d'avoir apporté la meilleure solution aux travailleurs anglais. Ceux d'entre eux qui oeuvrent dans les industries nationalisées (cheminots, mineurs...) n'ont pas à présent le sentiment ou la conviction que quelque chose de fondamentalement a été réalisé et qu'ils sont plus avancés sur la voie du socialisme qu'ils ne l'étaient quatre années auparavant. Ainsi que cela a été souvent démontré (1), ces nationalisations non seulement non seulement n'ont pas mis en cause le système capitaliste mais elle étaient une nécessité impérieuse pour le capitalisme britannique dans son ensemble; elles visaient à lui donner une assise plus solide dans les industries de base (en les renouvelant et en les réorganisant) afin que le reste de l'économie anglaise ne soit pas sujet aux vicissitudes de ces industries. Aucun capitaliste anglais, aucun conservateur ne parle de dénationaliser ces industries. Ce qui pour eux est en cause, c'est la nécessité d'aménagements pour encore plus exploiter les travailleurs; c'est le thème même du programme que le parti conservateur vient de préparer pour les prochaines élections générales, et c'est ce thème que Churchill a développé dans son discours de Wolverhampton.

Le gouvernement travailliste a voulu, dans tous les domaines, remettre debout, fortifier et développer l'économie capitaliste anglaise, car c'était la voie qui, selon lui, devait conduire la Grande-Bretagne au socialisme. Tout récemment encore, A. Bevan, ministre de la Santé, élu des mineurs gallois et ayant la réputation d'être "à gauche", présentait cette perspective. Dans un discours aux mineurs du Nord de l'Angleterre. Dénonçant l'idée même d'une coalition possible avec les Tories, condamnant la lutte des dockers en grève, il ajoutait, relativement à la crise qui secoue la Grande-Bretagne :

"Les seules personnes qui peuvent vous remettre sur les jambes, c'est vous. Et pour 1949, je vous dis : travail d'abord, l'indépendance ensuite. En troisième lieu, le socialisme".

Dans la polémique qui oppose les leaders actuels du Labour Party aux conservateurs, les uns et les autres sont d'accord pour dire que l'économie de leur pays est fondamentalement saine. Les divergences ne commencent qu'après cette pétition de principe. Si les choses vont de mal en pis, déclarent Churchill et les siens aux travaillistes, c'est de la faute de votre pillage, de votre socialisme (sic!) qui gaspillent les dollars que nous accorde si généreusement l'Amérique capitaliste. Erreur, répond Stafford Cripps et autres leaders du Labour Party, tout cela c'est la faute au capitalisme américain qui, avec ses hauts et ses bas, avec ses cycles de prospérité démesurée et ses dépressions effrayantes, trouble la marche de notre brave économie capitaliste anglaise fondamentalement saine.

Dans cette argumentation, non seulement les Tories, mais aussi les leaders du parti travailliste montrent sans aucune équivoque qu'ils

(1) Voir dans "QUATRIÈME INTERNATIONALE, juin-juillet 1948, "Trois années de gouvernement travailliste", par A. Swaback.

ont les produits d'une époque révolue et qu'ils ne peuvent rien comprendre à la situation réelle de la Grande-Bretagne.

Toutes les crises qui se sont produites depuis la fin de la guerre (celle du charbon en 1947, celle qui a provoqué l'arrêt de la convertibilité de la livre en 1947, la nouvelle crise actuelle de la livre sterling résistant désespérément contre une dévaluation inévitable), ne sont ni le fruit de la mauvaise gestion du gouvernement travailliste ni le produit direct du capitalisme américain avec ses cycles perturbant une économie anglaise fondamentalement saine. Toutes ces crises sont la manifestation d'une économie fondamentalement malade, d'une économie en décomposition, et qui dans le cadre du capitalisme est condamnée à subir des crises encore plus profondes. Certes, cette économie, du fait de son état, est sensible à tous les accidents du commerce mondial et, en premier lieu, aux variations de la conjoncture de l'économie américaine; elle n'a repris une apparence de vigueur au lendemain de la guerre que grâce aux énormes sacrifices des travailleurs et à une aide américaine considérable, mais par sa structure même, elle est appelée à connaître des convulsions encore plus grandes, quelques données essentielles en feront la démonstration.

On sait que le capitalisme britannique au 19^e siècle avait pu, après avoir battu le capitalisme français, se permettre de supprimer son agriculture et de transformer la Grande-Bretagne en une vaste usine, avec des entrepôts et une flotte marchande, le tout lui permettant de produire et de transporter des marchandises au plus bas prix, tout en achetant à l'extérieur les matières premières et les aliments de ses ouvriers aux cours les plus bas. En outre, Londres comme centre financier du monde était une source de revenus considérable. Mais de nouveaux concurrents ont surgi à la fin du 19^e siècle. Par deux guerres mondiales, le capitalisme britannique a pu éliminer, au moins temporairement, la rivalité de l'impérialisme allemand, mais chacune de ces guerres l'a en même temps défavorisé par rapport à l'impérialisme américain. La dernière guerre lui a fait perdre non seulement de nombreux marchés au profit de son concurrent yankee, mais a exigé le sacrifice d'une très grande partie de ses avoirs à l'étranger. La flotte de commerce a été fortement diminuée. Enfin les mouvements d'émancipation des colonies ont entraîné eux aussi des pertes supplémentaires de capitaux et de revenus de l'impérialisme britannique. La deuxième guerre mondiale n'a été gagnée par le capitalisme britannique qu'au prix d'une perte de substance qu'aucun autre capitalisme dans le monde (sauf les Etats-Unis, bien entendu) n'aurait pu supporter.

Les travailleurs anglais qui se souvenaient des années de misère de l'entre-deux-guerres, ont porté au pouvoir le Labour Party comme le moyen de créer une société nouvelle. Les dirigeants travaillistes, placés à la direction politique de l'économie capitaliste, ont élaboré un plan qui, en faisant appel à une aide temporaire de l'impérialisme américain, devait permettre à l'économie anglaise - dans le cadre du système capitaliste - de retrouver sinon sa place ancienne du moins des conditions de fonctionnement à peu près normales. "Exporter ou mourir", tel était le dilemme du capitalisme anglais en 1945. S'il n'exportait pas, impossible d'acheter les aliments nécessaires à sa population et les matières premières nécessaires à ses industries. L'aide américaine devait permettre de franchir le cap de quelques années, après quoi l'Angleterre aurait à nouveau une balance de comptes équilibrée. Et le capitalisme à nouveau florissant devait graduellement mener au socialisme. Quel beau rêve! Mais ce ne

pouvait être qu'un rêve.

"Exporter ou mourir". Les ouvriers furent appelés à produire, les salaires furent bloqués, les prix devaient l'être également et, il faut le dire, c'est en Angleterre que leur montée a été la moindre (2). Les restrictions étaient maintenues : on dépensait le minimum de dollars, on continuait à se serrer la ceinture.

Bien que sérieusement bombardée au cours de la guerre, la situation de l'Angleterre était encore bien supérieure au reste de l'Europe. La production ne connut pas d'interruption. Enfin, pour un bon bout de temps, l'Allemagne et le Japon étaient hors de course. Aussi, dans un monde qui avait besoin de tout et où certains avaient accumulé des capitaux au cours de la guerre, les marchandises anglaises trouvèrent des acheteurs; les exportations anglaises croissaient rapidement. En 1943, le volume atteint était égal à 147 % des exportations de 1938. Les rythmes prévus n'étaient peut-être pas exactement obtenus, il y avait bien quelques petits accrocs. Mais, ayant succédé à Dalton qui avait été le promoteur de l'argent à bon marché (ce qui était nécessaire au lendemain de la guerre pour assurer une transition aisée de l'économie de guerre à l'économie de paix), Cripps veillait à ce que l'économie et le budget de sa Majesté britannique suivent les plus rigoureuses règles des économistes conservateurs, car, tout en palabrant sur la santé de l'économie anglaise, il savait mieux que quiconque que le tout ne tenait qu'à un fil. Les marchés ne saturent, les Allemands et les Japonais retraient dans la danse. Le capitalisme américain, au fur et à mesure que les difficultés s'annonçaient, s'efforçait de pénétrer sur les chasses du capitalisme britannique, et notamment sur ses chasses gardées de la zone sterling. Les ouvriers et toute la population laborieuse anglaise se fatiguaient d'ajouter des ceintures à leur ceinture.

Toute une série de chiffres donnait lieu à des espoirs. L'Economic Survey de 1949 les enregistrait avec une satisfaction mal dissimulée par le style officiellement neutre des documents provenant de Whitehall... Mais il y avait une ombre sur le tableau. Un indice, dont il était de plus en plus question dans les discours, se montrait de plus en plus rébarbatif à tout traitement : la productivité stagnait, dans certaines industries elle reculait, alors qu'il y avait une extrême nécessité à ce qu'elle s'élevât. Tandis que la productivité aux États-Unis a augmenté d'environ 20 à 30 % au cours des dix dernières années, la productivité en Angleterre dans le même temps a fortement diminué. Le petit tableau suivant paru dans l'Economist (9 juillet 1949) est d'une éloquence si puissante que tout commentaire est superflu :

Nombre de semaines de travail d'un salarié pour
gagner le prix de 5 objets britanniques
standard

	Avant guerre	Depuis la guerre
Maison standard	112	213
Auto la meilleure marché	39	55
Moto la meilleure marché	11 1/2	17 1/2
Costume d'homme le meilleur marché (en jours)	5	7
Appareil de radio moyen	3 1/2	4 1/2

(2) Ceci fut obtenu notamment grâce à une politique de subsidés. D'une part elle garantissait à toute une série de capitalistes leur...

- [La revue de la Cité a établi ce tableau à partir des chiffres fournis par le Ministère du Travail britannique sur le salaire moyen d'un homme. On ne peut mettre en doute l'objectivité de l'organe des capitalistes, mais on observera qu'au lieu de faire son tableau directement avec les salaires -ce qui aurait montré la chute du standard de vie des travailleurs- il l'a dressé en fonction de ce qui intéresse essentiellement les capitalistes, c'est-à-dire le rendement du prolétaire.]

Messieurs les capitalistes et leurs serviteurs des Universités, de la presse... , s'acharnent depuis bien longtemps à réfuter la théorie de la valeur de Marx. Ils ont invoqué toutes sortes de raisons, ils ont inventé toutes sortes de théories, mais dans leur vulgaire pratique quotidienne, individuellement et collectivement ils rendent son dû à Marx et à sa théorie de la valeur : le temps de travail social reste la seule mesure de la valeur des marchandises ; dans les compétitions entre capitalistes, à l'échelle internationale, on peut manipuler pendant quelque temps les monnaies, on peut fabriquer une zone sterling, on peut établir des barrières douanières, mais ce ne sont que des palliatifs. En régime capitaliste, les marchandises se refusent à écouter Keynes et Co et ne reconnaissent qu'un seul étalon : la quantité de travail social qui leur est incorporée, et mènent entre elles une véritable course à la montre.

Dans la nouvelle conjoncture économique mondiale qui s'installe, les marchés diminuant tant à l'extérieur qu'en Grande-Bretagne même, cette productivité trop faible désavantage l'industrie britannique par rapport à son concurrent américain notamment et, derrière tous les succès dont se targuait Cripps, voici que pointe la menace de la mévente et, par conséquent, du chômage. Phénomène de triste mémoire pour les ouvriers anglais qui se souviennent des années qui ont séparé les deux guerres mondiales pendant lesquelles le nombre des chômeurs en Angleterre n'est jamais descendu au-dessous du million et a généralement oscillé entre 1,5 et 2 millions. Dans ce domaine aussi, foin des belles théories de Beveridge sur le "plein emploi"; le marché du travail en régime capitaliste est soumis aux lois décrites également par ce Marx tant honni des économistes bourgeois. Une économie capitaliste, en temps normal, ne peut bien fonctionner qu'avec la présence d'une armée industrielle de réserve. Comme l'exprime en termes à l'humour noir bien volontaire l'éditorialiste de l'Economist : "Le plein emploi ne fonctionnera pas sans un million de chômeurs"(3). Les capitalistes songent à utiliser ce chômage pour

..... profits, mais en même temps elle maintenait le prix des denrées essentielles. On ne s'étonne pas de voir les capitalistes anglais combattre cette politique de subsides.

(3) Dans le "plein emploi" qui sévit encore actuellement, il faut toutefois faire entrer plus de 800.000 hommes enrôlés dans les forces armées, soit environ 500.000 hommes de plus qu'en 1938. Autrement dit, le "plein emploi" au plus haut point de la conjoncture économique d'après guerre a comporté, par rapport à 1938, la mise sous l'uniforme de 500.000 chômeurs qui, de plus, nécessitent de l'Etat des dépenses (aliments, habillement, logement...) dépassant largement la misérable allocation, le dole dont ont dû vivre de 1919 à 1939 plus d'un million de travailleurs anglais.

pouvoir imposer aux travailleurs des conditions d'existence amoindries, pour réduire ainsi leurs prix de revient.

Il n'y a pas de doute que les capitalistes anglais et les hommes à leur service recourront à toutes sortes d'artifices pour remédier à la situation et ce, d'autant plus résolument qu'ils croient avoir à faire face à une situation temporairement endommagée et non à une situation irrémédiablement compromise. Mais dans cette Angleterre qui a dominé le monde pendant un siècle et se trouve contrainte de battre en retraite, les pertes en capital et en revenus sont telles que toute mesure qui semble donner momentanément un soulagement ne tarde pas à se retourner pour aboutir à une situation plus grave. Dans les conditions présentes de la Grande-Bretagne, où il y a un revenu national moindre à répartir, le conflit entre les classes ne peut que s'exacerber et la crise évoluera inévitablement en une crise de régime.

Le programme conservateur est des plus simples, en dépit de la démagogie dans lequel il vient d'être enveloppé et des œillades grossières d'un Churchill aux militants des syndicats. Aucun ouvrier n'en sera dupe. Si les conservateurs l'emportaient aux prochaines élections générales, ce ne serait pas en raison de leur programme mais uniquement de la politique des dirigeants travaillistes qui énerve les classes moyennes sans leur apporter quoi que ce soit.

Ceux-ci, comme nous le disions au début de cet article, disposaient du point de vue politique, de conditions presque idéales. Aujourd'hui encore les staliniens constituent une minorité insignifiante de la classe ouvrière anglaise, et leur programme, la formule passe-partout du commerce avec l'Est, se trouve appliquée aux mieux des possibilités par le gouvernement anglais et démontre à qui y regarde de près toutes les limites de la politique stalinienne d'"indépendance nationale" (4). Le programme des dirigeants du Labour Party c'est seulement produire, produire et produire davantage, pour replâtrer un édifice qui s'effondre de tout côté, le faire tenir debout...avec le chimérique espoir de voir un capitalisme rénové cédant la place au socialisme. C'est ce programme qu'ils veulent faire appliquer aux travailleurs qui, avec leur solide sens de classe, comprennent qu'il faut précisément commencer par bousculer définitivement l'ordre social et commencer à construire le socialisme pour sortir l'Angleterre de la voie catastrophique sur laquelle le capitalisme l'entraîne. (5).

La classe ouvrière anglaise a fait crédit aux dirigeants actuels du Labour Party. En quatre ans, malgré des conditions de vie difficiles et une maturation politique grandissante, l'Angleterre n'a presque pas connu

(4) En Angleterre, bien plus encore qu'en France, les staliniens n'ont pas dissimulé que leur programme "d'indépendance nationale" comportait le maintien de cette "indépendance" par la conservation des domaines coloniaux.

(5) Nous avons laissé de côté dans cet article toute la politique coloniale du gouvernement travailliste, car elle nécessiterait une étude spéciale. Disons seulement que toutes ses variations - depuis l'"indépendance" accordée aux Indes jusqu'à la répression contre les "bandits" de Malaisie, ces "bandits" qui veulent libérer la région de la zone sterling qui, par son caoutchouc et son étain, rapporte le plus de dollars -- n'ont qu'un seul et même objectif: sauver le maximum des rapines de l'impérialisme britannique et permettre à l'économie capitaliste anglaise de connaître de nouvelles périodes de prospérité.

de grèves alors que de grandes luttes déferlaient en France, en Italie... et aux Etats-Unis. Ce qui a retenu les travailleurs anglais, c'est d'abord leur auto-discipline, leur désir de ne pas gêner l'expérience faite par ce qu'ils considéraient être leur gouvernement. Mais leur patience a atteint ses limites et déjà se manifestent de plus en plus nombreux les signes annonciateurs de grandes batailles de classe. Le plus éblatant a été la grande grève des dockers londoniens déclenchée par solidarité envers les marins canadiens en grève. Pendant 24 jours cette grève qui a paralysé le port de Londres s'est poursuivie en dépit de toutes les manoeuvres, du chantage à l'épouvantail communiste, de la signature de l'état d'alerte par le roi, etc. Le gouvernement, utilisant la troupe pour remplacer les dockers dans certains travaux, voyait le nombre des grévistes grandir et la grève menacer de s'étendre à de nouvelles corporations; par suite il hésita à recourir aux moyens "énergiques" qu'il réclamait la presse réactionnaire. Les grévistes sont restés unanimes jusqu'au dernier jour et ne sont rentrés que sur l'ordre de leur comité de grève. Une fois de plus, les travailleurs anglais ont manifesté leurs qualités essentielles : la ténacité, la capacité une fois entrés dans la bataille (ce qu'ils ne font qu'après avoir épuisé toutes les autres possibilités d'obtenir satisfaction) de tenir très longtemps, de faire les plus lourds sacrifices pour obtenir la victoire. L'agitation se manifeste à présent plus particulièrement chez les cheminots.

Mais une des raisons qui, plus que le désir de ne pas gêner le gouvernement travailliste, retient aujourd'hui encore de larges couches de travailleurs anglais dans une inaction qu'il ne faut pas prendre pour de la passivité ou de l'indifférence, c'est le fait qu'un très grand nombre de ces travailleurs a compris qu'il ne suffisait pas d'engager des batailles pour de simples augmentations de salaires : celles-ci, les exemples du continent le leur ont largement montré, seraient sans lendemain si des transformations plus profondes n'étaient effectuées - des transformations qui soient tout autre chose que les nationalisations du gouvernement Attlee. Autrement dit, le développement des luttes ouvrières en Angleterre est aujourd'hui, dans une mesure importante, dépendant de la compréhension et de l'acceptation par de larges couches travailleuses d'un programme d'ensemble offrant des réponses claires aux problèmes posés par la situation de l'Angleterre. Nous n'aborderons pas, dans cet article, ce que doit être un tel programme; notons seulement qu'après le fait des nationalisations réalisées au cours des quatre années passées, la question du contrôle ouvrier est devenue un sujet très largement discuté parmi les travailleurs dans les industries nationalisées. Cela doit inévitablement poser les plus hauts problèmes de la structure de la société.

Mais quelle est l'organisation qui élaborera et défendra ce programme? Par sa structure même, le Labour Party est l'organisation du prolétariat anglais, considéré par celui-ci comme son parti opposé à celui de son patron, le parti conservateur. Le pragmatisme anglais a eu bien des effets néfastes sur le mouvement ouvrier de ce pays, du moins a-t-il évité toute fantaisie théorique quant à "l'indépendance du syndicalisme". Pour le travailleur anglais, dans les conditions présentes, une lutte pour améliorer son sort, c'est l'affaire de son parti aussi bien que de son syndicat. Or, il s'y heurte à une direction qui bloque toutes les possibilités de progrès. C'est pourquoi les luttes qui mûrissent sont également annoncées par le développement d'oppositions de gauche dans le sein du Labour Party. Le récent Congrès de Blackpool mené bureaucratiquement par la direction, a empêché ces oppositions non organisées de s'exprimer. Si des victoires acquises par

des manoeuvres bureaucratiques dans un Congrès pouvaient régler le sort de l'humanité, les réformistes du monde entier nageraient dans une béatitude éternelle. Mais la vie se moque de ce genre de victoires. Dans le Labour Party des oppositions se manifestent, se cherchent, commencent même à se constituer. Il serait vain de penser que, dans ce pays où les processus sociaux se sont toujours développés très lentement, les travailleurs anglais résoudreont rapidement et aisément leurs difficultés dans le domaine d'une nouvelle direction politique. Des forces considérables sont en jeu, qui pèseront dans des sens différents sur ce processus. Les développements qui se produiront au sein du Labour Party auront aussi une influence qui dépassera de très loin les côtes britanniques. Dans une classe ouvrière mondiale qui a en grande partie fait son expérience du réformisme classique et qui a une expérience de plus en plus complète du stalinisme, la réussite ou l'avortement d'un courant révolutionnaire au sein du prolétariat anglais aura des répercussions profondes. L'avenir du mouvement ouvrier anglais peut être envisagé avec la plus grande confiance : de même que la crise de l'économie anglaise a impitoyablement écarté les "théories" des Keynes, Beveridge... et a justifié l'analyse commencée il y a un siècle par Marx sur le sol même de l'Angleterre, de même la crise politique et sociale de l'Angleterre, et sa conséquence, la crise de son mouvement ouvrier, écraseront les "théories" gradualistes des Webb, des MacDonald, des Bevin et des Bevan ; et dans la conscience des ouvriers anglais pénétreront les enseignements révolutionnaires de Marx, et ceux de ses continuateurs, enseignements condensés aujourd'hui dans le programme de la IV^e Internationale.

26 juillet 1949

+++++†++++†+++++
+++++†++++†+++++

LA QUESTION DE LA MACEDOINE

(Traduit de "LA LUTTE OUVRIERE", organe illégal du Parti Communiste Internationaliste (section grecque de la IVe Internationale)

-+-

La question de la Macedoine revient à nouveau à l'ordre du jour, à la suite des résolutions du 5è Plenum du C.C. du P.C. (janvier 1949) et du 2è Plenum du Conseil Central de la N.O.F. (+) qui ont lancé le mot d'ordre de l'unification de la Macedoine bulgare, yougoslave et grecque en un Etat unifié libre et indépendant au sein de la Fédération des Démocraties Populaires des Peuples balkaniques. Ce nouveau tournant du stalinisme grec sur une question qui a été considérée par lui comme inexistante pendant plus de deux décades, vient porter à son comble la confusion que la politique stalinienne a répandue d'une façon systématique dans les masses travailleuses depuis 1924 jusqu'à ce jour par ses différentes positions erronées ou réactionnaires et par ses perpétuelles dérobades sur cette question.

Avant d'analysser notre position, celle du prolétariat révolutionnaire, sur la question de la Macedoine nous essayerons tout d'abord de montrer d'une façon concrète ce que fut sur cette question la politique stalinienne dans ses différentes phases incohérentes et contradictoires.

1) En 1924, à la suite des résolutions du 5è Congrès mondial de l'I.C., de la 7ème Conférence Balkanique et du Congrès extraordinaire du Parti Communiste Grec, il a lancé le mot d'ordre de "la Macedoine unifiée et indépendante" et de "la Thrace unifiée et indépendante", en tant que mot d'ordre politique central. C'était fondamentalement faux quant à la seconde moitié du mot d'ordre (en ce qui concerne la Thrace) pour la très bonne raison qu'une nationalité ou une question thrace était purement et simplement inexistante. Mais, même dans sa première partie, ce mot d'ordre demeurait complètement incompréhensible pour les masses; il était par ailleurs théoriquement et politiquement faux car la question de la Macedoine qui existait bel et bien, était considérée d'un point de vue territorial et non du point de vue national telle qu'elle était en réalité.

Ce mot d'ordre avait été imposé au PC grec en raison : a) de la ligne politique erronée adoptée par le 5è Congrès de l'IC (première étape de la dégénérescence bureaucratique de l'IC) où le rapporteur Manouilsky déclara (à la suite des défaites prolétariennes de 1923 en Allemagne et de 1923-24 en Bulgarie) que les soulèvements nationaux des Raditch, des Croates, des Slovaques, des Macedoniens, etc., constituaient une "bombe" destinée à saper les fondements du capitalisme européen ; b) de l'aventurisme politique de la direction du Parti Communiste bulgare Kolarov-Dimitrov, à l'époque, direction qui préconisait une alliance avec

(+) Organisation des Slavo-Macedoniens, montée et contrôlée par les staliniens. (Note du traducteur).

le Comité Macedonien d'Alexandrov et Protegerov en faveur de laquelle il fallait à tout prix lancer le mot d'ordre de l'indépendance de la Macédoine, quelles qu'en fussent les conséquences pour le PC grec, dût-il y perdre son influence de masse .

2) Le mot d'ordre en question fut en réalité abandonné peu après avec la débâcle lamentable de la politique aventuriste de Kolarov-Dimitrov et il cessa d'être au centre de la politique du PC grec. S'il a été conservé pour la forme dans certains documents (résolutions des 3ème et 4ème Congrès du PC grec et du Plenum du CC de décembre 1931) ce ne fut que pour des raisons de prestige, en face de l'Opposition de Gauche dirigée par le camarade Pouliopoulos.

3). Le mot d'ordre disparaît pour la première fois complètement de la résolution du 5ème Plenum du CC (décembre 1932) puis réapparaît sous une forme retouchée et de façon accidentelle dans la résolution du 6ème Plenum de janvier 1934 (Droit de disposer d'eux-mêmes jusqu'à la séparation des Macedoniens et des Thraces opprimés) et du 5ème Congrès de mars 1934 (Droit d'autodétermination nationale des minorités jusqu'à la séparation). Il est abandonné dans le programme au CC du PC grec en janvier 1935 ; enfin, les résolutions du 6ème Congrès (décembre 1936) proclament officiellement que la question nationale de la Macédoine est inexistante par suite de la modification de la composition ethnique. En même temps les députés staliniens évitèrent soigneusement de défendre au Parlement la moindre revendication macédonienne.

Ce nouveau tournant du Parti stalinien grec sur la question de la Macédoine (qui dura jusqu'en janvier 1949) en vertu duquel il alignait sa politique sur celle de la bourgeoisie nationale, fut inauguré de la façon la plus catégorique pour faciliter la "ligne générale", c'est-à-dire la politique du Front Populaire et du Bloc démocratique antifasciste avec l'aile libérale démocratique (!) de la bourgeoisie. (cf. Accord Sklavéna-Sophoulis, etc).

Poursuivie avant, pendant et après la guerre, cette politique nationaliste du PC grec atteignit son apogée avec les mots d'ordre de la défense de "l'indépendance et de l'intégrité de la nation", du "Front national", de la "guerre de libération antifasciste", du "gouvernement d'union nationale", de la "rectification des frontières aux dépens de la Bulgarie", etc.

4). Le récent tournant stalinien effectué au 5ème Plenum du CC de janvier 1949, reprend en substance l'ancien mot d'ordre de 1924 dans des conditions historiques nouvelles. Cette position n'a aujourd'hui plus encore que par le passé, absolument aucun rapport avec les intérêts de la Révolution socialiste grecque, balkanique ou mondiale, à laquelle le stalinisme est irréductiblement hostile à l'échelle nationale, balkanique et mondiale. Elle sert uniquement les intérêts de la bureaucratie soviétique.

Celle-ci, exploitant les aspirations d'autodétermination du peuple macédonien en raison de son impuissance à triompher en Grèce par la guerre des Partisans, vise à créer un Etat Macedonien "indépendant" constitué par les trois Macedoines : grecque, bulgare, yougoslave, mais dépendant en réalité du Kremlin par l'intermédiaire de la Bulgarie, ce

qui :

- a) affaiblirait la "Démocratie Populaire Fédérale" de la Yougoslavie de Tito ;
- b) constituerait un grave danger sur ses flancs ;
- c) donnerait/ l'accès ^{au Kremlin} vers la mer Egée tant convoitée ;
- d) menacerait les avant-postes impérialistes dans les Balkans, à savoir la Grèce et la Turquie.

Le but de la bureaucratie soviétique qui a déterminé le mot d'ordre de "l'Etat Macedonien unifié et indépendant" ayant pour axe aujourd'hui la Macedoine bulgare de Pirine, hier la Démocratie Populaire de la Macedoine yougoslave, n'est pas, répétons-le, ni la libération nationale des Mece-
doines (qui, selon des déclarations staliniennes maintes fois répétées serait déjà réalisée au sein des régimes de démocratie populaire de Yougoslavie et de Bulgarie), ni la progression des positions de la Révolution socialiste dans les Balkans ; c'est uniquement, aux dépens de l'impérialisme certes, mais en même temps également aux dépens des masses ouvrières et paysannes opprimées et exploitées, c'est la liquidation de leur avant-garde révolutionnaire, la suppression chez celles-ci de tout contrôle, de toute critique, de toute initiative, la corruption de leur critère, de classe - tout cela au nom d'un "socialisme" qui constitue la négation même de l'essence du socialisme et du communisme et qui couvre les monstrueux privilèges d'une bureaucratie tyrannique et omnipotente.

Mais cette voie dans laquelle la bureaucratie soviétique s'est engagée par peur de la Révolution prolétarienne et de l'impérialisme, conduit en fin de compte au renforcement de l'impérialisme aux dépens de la Révolution Mondiale et des derniers vestiges des conquêtes de la Révolution d'Octobre en URSS. Ceux-ci en effet ne sauraient être sauvegardés par une nouvelle guerre mais uniquement par des révolutions prolétariennes qui briseraient l'échine de l'impérialisme et de la bureaucratie et rendraient impossible la guerre et possible l'instauration du socialisme par les masses et pour les masses à une échelle mondiale.

Après 17 ans d'orientation nationaliste du PC grec en ce qui concerne la question de la Macedoine, le rebondissement inopiné de cette question au 5ème Plenum de 1949, la façon dont elle est envisagée et le moment où elle se retrouve placée au centre de sa politique, non seulement ne réparent aucune des erreurs passées mais constituent une double trahison du prolétariat grec et des Macedoniens opprimés par la bourgeoisie hellénique. Désarmant idéologiquement le prolétariat, elles le livrent politiquement confus et impuissant à l'assaut idéologique et à la pression de la bourgeoisie, ce qui rend encore plus difficile le regroupement de ses forces atomisées. (La preuve en est la vague de capitulations et de désertions des derniers mois).

La façon dont le tournant est effectué (séparation étatique de toute la Macedoine grecque), le moment où il a lieu (période de recul sensible du mouvement ouvrier grec) et la soudaine remise en question du problème macédonien par le PC grec, qui, lui-même, pendant de longues années, a systématiquement propagé et encouragé des conceptions nationalistes, limitent à l'extrême la large base sociale qu'exige aujourd'hui l'oeuvre immense du renversement du régime capitaliste en Grèce, branlant certes, mais puissamment et ouvertement soutenu par l'impérialisme américain.

D'autre part, le stalinisme trahit même la lutte historique du peuple Macédonien parce que 1^o : il l'isole du prolétariat grec sans l'aider et la victoire révolutionnaire duquel la libération nationale des Macédoniens opprimés par la bourgeoisie grecque ne saurait être réalisée. Et 2^o : ses aspirations éventuelles à l'indépendance nationale, impossibles à réaliser sans la compréhension fraternelle, la coopération et le soutien des prolétariats yougoslave, bulgare et grec, il les exploite en vue de la création d'un Etat-pion entre les mains du Kremlin, c'est-à-dire d'un Etat dont les masses seraient opprimées et exploitées économiquement par la bureaucratie "démocratique populaire" et politiquement utilisées pour servir aux fins réactionnaires de la bureaucratie soviétique, en premier lieu dans sa lutte contre la Yougoslavie de Tito.

Comment se pose dans les conditions historiques présentes, du point de vue de la politique révolutionnaire prolétarienne, la question de la Macédoine? Quelles sont les tâches qui en découlent pour le prolétariat grec et les Macédoniens opprimés par la bourgeoisie hellénique?

Nous nous efforcerons de les résumer le plus clairement possible.

Il existe effectivement dans la Macédoine balkanique bulgare, yougoslave et grecque une nationalité macédonienne opprimée ayant une conscience nationale, sa langue, ses mœurs et ses coutumes, et qui a mené des luttes révolutionnaires d'émancipation nationale dont le point culminant fut atteint lors de la révolution noyée dans le sang de Ilinden en 1903. Cette minorité ethnique est concentrée dans sa plus grande partie en Macédoine bulgare de Pirin, dans la "Démocratie populaire" yougoslave de Macédoine (la plus étendue du point de vue territorial), et dans une zone frontière de la Macédoine grecque habitée, selon les inexactes statistiques officielles de 1928, par quatre vingt mille, mais en réalité par 200.000 à 250.000 Macédoniens. La composition ethnique de la Macédoine a toutefois été sensiblement modifiée depuis 1932 dans le sens d'une prédominance de l'élément grec, par suite de l'échange des populations grecques et turques et de l'émigration "volontaire" greco-bulgare.

La minorité macédonienne et son mouvement émancipateur eurent à faire face, avant la guerre, à l'oppression la plus cruelle de la part des bourgeois balkaniques, de la bourgeoisie grecque et serbe surtout, et à une exploitation camouflée et sournoise de la bourgeoisie bulgare qui poursuivait ses propres buts impérialistes. Depuis la fin de la guerre la minorité macédonienne fut soumise à une oppression nationale beaucoup plus intense de la part de la bourgeoisie grecque, tandis qu'en Yougoslavie et en Bulgarie on lui concéda tous les droits d'égalité nationale accordés aux autres peuples de ces deux pays, bien qu'elle resta comme eux soumise à l'exploitation et à l'oppression incontrôlées de la bureaucratie stalinienne.

Les trotskystes grecs n'ont jamais ignoré la question nationale de la Macédoine et ils ont flétri la politique stalinienne de 1932 à 1949 en cette matière, comme une politique nationaliste et réactionnaire. Dans leur programme ainsi qu'en toute autre occasion, ils ont proclamé non seulement qu'ils défendaient les revendications nationales immédiates de Macédoniens opprimés, par exemple leurs écoles nationales, le libre usage de la langue macédonienne, la liberté du culte, des droits égaux avec les grecs, etc., mais aussi leur droit à l'autodétermination nationale jusqu'à la séparation si tel était leur desir. Les révolutionnaires n'ont cependant pas cessé de souligner que les masses ouvrières et paysan-

nes opprimées de la Macédoine (paysannes dans leur grande majorité) ne sauraient parvenir à une émancipation totale et définitive que dans le cadre de la Fédération des Démocraties Socialistes des Balkans en vue de laquelle s'impose l'alliance de toutes les masses balkaniques exploitées, contre leurs exploités et leurs oppresseurs.

La défense du droit d'autodétermination des Macédoniens jusque et y compris leur séparation a été considérée par notre Parti comme un élément indispensable a) Pour développer l'éducation internationaliste du prolétariat grec et combattre les influences de l'idéologie nationaliste dans ses rangs. Nous ne défendons pas notre "patrie", c'est-à-dire le terrain d'exploitation et d'oppression de la bourgeoisie grecque. Notre seule patrie, c'est la révolution en Grèce, dans les Balkans, dans le monde entier. Les capitalistes grecs et leur Etat sont nos ennemis irréductibles, les Macédoniens sont nos frères. b) Pour rétablir l'alliance de classe entre le prolétariat grec et les masses macédoniennes opprimées et utiliser le mouvement de libération nationale en tant qu'élément de la lutte de toutes les masses opprimées et exploitées du pays en vue de la solution révolutionnaire socialiste. Mais, en même temps, nous n'avons jamais admis l'ancien mot d'ordre stalinien de "la Macédoine unifiée et indépendante", c'est-à-dire la séparation de toute la Macédoine grecque dans laquelle la nationalité macédonienne ne constitue aujourd'hui, après la politique d'hellénisation par la violence de la bourgeoisie grecque, qu'une petite minorité, et nous avons toujours montré son caractère aventuriste et sectaire.

Aujourd'hui plus que jamais la solution intégrale et définitive de la question macédonienne --autodétermination de la nation Macédonienne, sa constitution en un Etat unifié et indépendant-- est liée à la révolution prolétarienne socialiste dans les Balkans et à l'instauration de la Fédération des Démocraties Socialistes Balkaniques, avec laquelle la sinistre farce stalinienne des Démocraties Populaires n'a, bien entendu, aucun rapport.

Cette solution révolutionnaire prolétarienne comporte deux lignes parallèles :

En Grèce : une lutte révolutionnaire inéluctable du prolétariat et des masses exploités contre la bourgeoisie grecque et contre l'impérialisme étranger qui la soutient ; le regroupement du mouvement prolétarien atomisé qui, partant des revendications économiques et politiques immédiates, sera amené à soutenir non seulement les revendications nationales immédiates des Macédoniens opprimés par la bourgeoisie grecque, mais aussi leur droit à disposer d'eux-mêmes jusqu'à la séparation.

Dans les autres Etats balkaniques : une défense opiniâtre, systématique et intransigeante, par tous les moyens de la lutte de classe, par les masses ouvrières et paysannes des "Démocraties Populaires" et les Macédoniens eux-mêmes, bien entendu, contre la caste privilégiée et exploiteuse d'un programme réellement révolutionnaire dont quelques éléments fondamentaux sont :

- 1.-Fonctionnement démocratique des syndicats et des organisations politiques. Liberté pour tous les partis ouvriers anti-capitalistes, comprenant la liberté de presse, le contrôle et

le droit de critique des directions des partis, des syndicats et de l'Etat.

- 2.- Elections libres et démocratiques de comités d'ouvriers, de paysans et de soldats, contrôlés par les masses et revocables par elles, sans privilèges spéciaux, au lieu des organes bureaucratiques présents.
- 3.- Armement des ouvriers et des paysans pauvres.
- 4.- Libération de toute subordination économique, politique et idéologique au Kremlin.
- 5.- Suppression du blocus économique et cessation immédiate des interventions contre la Yougoslavie de Tito.
- 6.- Mise en liberté immédiate de tous les militants de la classe ouvrière emprisonnés en raison de leurs opinions politiques.
- 7.- Discussion libre et démocratique des appréciations politiques de la IV^e Internationale, des Socialistes, de Tito, de Kostov, de Marcos, etc.
- 8.- Abolition des privilèges bureaucratiques. Expropriation totale économique et politique des exploités.
- 9.- Soutien matériel et moral absolu du prolétariat grec dans sa dure lutte anti-capitaliste.
- 10.- Fédération Balkanique.

+o+

A entendre "l'Humanité", le P.C.F. aurait toujours lutté contre la guerre du Viet Nam et les députés du groupe communiste auraient de tous temps refusé les crédits destinés à la "sale guerre". C'est contraire à la vérité et la lutte contre l'impérialisme français rend également indispensable le rappel des faits et des discours passés relatifs aux variations du PCF en la matière.

Jusqu'au 20 mars 1947, le groupe parlementaire communiste vota régulièrement et sans la moindre hésitation tous les crédits de guerre. Or, le début de la reconquête de l'Indochine par l'impérialisme français date de septembre 1945, avec le débarquement de Leclerc en Cochinchine(1).

Le groupe communiste vota les crédits de l'Indochine le 4 avril 1946, budget en augmentation bien que depuis près d'un mois un accord venait d'être signé avec Ho-Chi-Minh. ("Journal Officiel du 5 avril 1946). Son porte-parole Larrivière spécifia : "Il ne s'agit pas pour nous de demander le rappel du corps expéditionnaire d'Extrême-Orient".

Non content de voter les crédits de guerre, le groupe communiste s'associa également à plusieurs reprises dans l'unanimité de l'Assemblée Nationale, à des motions de félicitations au corps expéditionnaire et au général Leclerc. Le 4 avril 1946, il vota le texte suivant : "L'Assemblée Nationale Constituante adresse aux troupes du corps expéditionnaire d'Extrême-Orient et à leurs chefs l'expression de la gratitude et de la confiance du pays au lendemain du jour où l'entrée à Hanoi consacre la réussite de la politique de libération pacifique de toutes les populations de l'Union Indochinoise, suivie par le gouvernement de la République". ("Journal Officiel").

Rappelons que cette date est considérée par la population du Viet-Nam comme un jour de deuil national.

Autre participation au vote de félicitations le vendredi 20 décembre 1946 au lendemain de la reprise intensive de la guerre :

(1) Il est bon de rappeler aussi à cette occasion que le 18 juin dernier, le PCF célébra la mémoire du général Leclerc, disputant à de Gaulle le nom de ce condottiere ultra-réactionnaire et taisant qu'il avait dirigé les premiers coups contre le Viet-Nam. Mais à ce moment-là, Leclerc obéissait aux ordres d'un gouvernement où figuraient en bonne place les ministres staliniens.

"L'Assemblée Nationale adresse l'expression de son affectueuse sympathie aux combattants français d'Indochine et salue leurs efforts pour maintenir en Extrême-Orient la présence pacificatrice et civilisatrice de la France". (Journal Officiel).

C'est le 20 mars 1947 que le groupe communiste pour la première fois ne vota pas les crédits pour l'Indochine. Il ne vota pas contre d'ailleurs mais se réfugia dans l'abstention. Et encore, les ministres communistes, pour ne point rompre la solidarité ministérielle, votèrent ces crédits. Ce vote n'avait pas le sens d'un retournement de la politique du PCF pour l'indépendance totale du Viet-Nam. C'est si vrai que quelques jours auparavant, les députés communistes votèrent ces crédits au sein de la commission des finances.

Le C.C. du PCF réuni le 19 mars 1947, tout en mandatant le groupe parlementaire de ne pas voter les crédits militaires pour la poursuite de la guerre, précisait : "L'intérêt national exige le maintien de l'influence et des positions françaises en Extrême-Orient".

Dans ses discours à l'Assemblée du 18 et du 20 mars 1947, Jacques Duolos répétait à plusieurs reprises : "Nous sommes pour la présence française en Extrême-Orient". Il justifiait cette position par l'argument on ne peut plus hypocrite : "Notre départ en Extrême-Orient y amènerait d'autres présences qui n'auraient peut-être pas un caractère très démocratique".

Le sens du refus de vote des crédits de guerre par le PCF c'est qu'à son avis, le meilleur moyen d'assurer le maintien de la présence française au Viet-Nam est de négocier avec Ho-Chi-Minh. Malgré l'intensification de son agitation contre la "sale guerre", le parti stalinien n'a jamais dépassé l'objectif ainsi défini, n'a jamais dénoncé l'Union Française, il continue à se présenter comme le meilleur défenseur de la "patrie"; au fond il préconise un "bon" colonialisme à la place du colonialisme désuet, et il ne cherche -aux colonies comme dans la métropole- qu'à utiliser les mouvements des masses dans les cadres du capitalisme, à l'intérieur de ces cadres, pour amener les capitalistes de ces pays à composer aux meilleurs termes pour la bureaucratie moscovite.

Juillet 1949

D.

L'image du monde n'est pas complète si elle ne comporte pas en même temps une image des conceptions du monde. Nulle part la décomposition de la société capitaliste ne s'est manifestée avec autant de vigueur que dans la décomposition des esprits. Et aucun aspect de la crise du mouvement ouvrier n'est aussi significatif que la dégringolade idéologique de toute une série de courants contristes et d'intellectuels, jadis révolutionnaires, en Europe comme en Amérique.

Les éditeurs de la revue "CONFRONTATION INTERNATIONALE" se sentent appelés à mettre en lumière les aspects nouveaux, barbares, du monde d'aujourd'hui. Mais dans cette dégenérescence, ils occupent eux-mêmes une place méritée, si modeste soit-elle. La confusion des idées, la démoralisation, la banqueroute politique et idéologique, le doute métaphysique stérile, la légèreté irresponsable avec lesquels des "conclusions théoriques" sont échafaudées sans contact aucun avec la réalité, toutes ces tristes manifestations de la décrépitude démontrent que les contristes de "CONFRONTATION INTERNATIONALE" ont abandonné définitivement la lutte contre le courant et qu'ils préfèrent se trouver "dans le bain", fût-ce le bain de boue de la petite bourgeoisie à bout de ressources.

Il serait en effet difficile de confronter un plus grand nombre d'effondrements que ceux qui s'étalent sur les pages des deux numéros parus de "CONFRONTATION INTERNATIONALE". Demazière, jadis militant révolutionnaire, a liquidé en quelques pages de mauvaise littérature le prolétariat en tant que facteur historique déterminant de notre temps, et ne sait plus à quel saint se vouer : peut-être sera-ce Tito? peut-être Garry Davis? peut-être même "une combinaison des deux"? Délaissant ces entreprises d'entrepreneur, Beaufrère de son côté déclare péremptoirement que le stalinisme est une force anti-capitaliste efficace. Comment pourrait-on dans ce cas émanciper le prolétariat du stalinisme, si celui-ci émancipe la société du Capital? Renvoyant audacieusement la balle à d'autres amateurs d'astrologie, un certain Tomori répond sans difficulté à cette question : au fond, l'Amérique et la Russie évoluent tous les deux dans la même direction, vers une sorte de capitalisme d'Etat éclairé et vers les Etats-Unis du Monde. Ne s'occupant que de perspectives "larges", Tomori est plein d'optimisme pour l'avenir de l'humanité : quand le capitalisme aura achevé son évolution (!) mondiale, on devra bien choisir le socialisme. Quelle classe l'instaurera, avec quels moyens et quelle politique et par quelle voie? Questions absurdement sectaires, évidemment. Notre novateur préfère de toute évidence se retrancher dans le domaine non exploré des rêves lointains.

Paul Parisot préfère, lui, les fantômes aux rêves d'avenir. Dans un article plein d'in vraisemblable confusion, il s'efforce de définir la position marxiste classique envers la guerre et le pacifisme, et notamment celle de Lénine, en passant sous silence l'élément essentiel de cette position : que la guerre, à l'époque impérialiste, est le résultat inévitabile, fatal, des contradictions capitalistes et que pour cette raison aucune

lutte pour la paix ne peut être efficace si elle n'est pas une lutte pour le renversement du capitalisme. Cela lui permet d'arriver, à travers une petite citation tronquée d'Engels, à la conclusion qu'aujourd'hui c'est la Russie stalinienne qui a besoin de la guerre et non l'Amérique impérialiste "pour qui la consolidation de la division du travail à un niveau élevé implique le relèvement de l'économie européenne par exemple". Il est vrai que de tout temps, à des étapes différentes du cycle économique, les grandes entreprises capitalistes équipaient d'abord leurs concurrents pour les battre ensuite ; on en déduirait difficilement la disparition de la concurrence capitaliste avec toutes ses conséquences. Mais même si l'on voulait tirer cette conclusion absolument injustifiée des rapports inter-impérialistes actuels, comment peut-on nier que l'ouverture du marché russe et le renversement des barrières partielles qui barrent les capitaux et les marchandises américaines du glaucis, de la Chine etc., sont les buts véritables de toute guerre de demain? Présenter la production de guerre comme un but en soi et non pas comme un moyen pour obtenir une solution véritable dans la conquête de nouveaux marchés ; la détacher des objectifs précis poursuivis par le grand capital ; bavarder sur la "décomposition de l'impérialisme" en laissant sous-entendre que les lois de développement du régime capitaliste cessent de jouer à l'époque de son déclin, alors qu'en réalité cette époque ne fait que mettre davantage en relief ces mêmes lois, tout cela n'est pas seulement ridicule du point de vue théorique, cela comporte en même temps une logique dans les conclusions politiques qu'il faut dénoncer pour ce qu'elle est : un pont jeté vers le camp impérialiste dans la prochaine guerre.

Car il y a un système dans ces absurdités et, y à regarder de plus près, une ligne commune apparaît dans cet enchevêtrement de "thèses" contradictoires et sans fondement. Dans le No 1, Andrée-Gelo donnaient encore au mouvement ouvrier le conseil de critiquer "aussi" les impérialistes américains afin de pouvoir battre plus "efficacement" le stalinisme. Mais déjà "LABOR ACTION", l'organe de Shachtman, la vedette du comité de rédaction de "CONFRONTATION INTERNATIONALE", donne ses conseils à la justice américaine et la critique pour la façon peu efficace dont elle combat les staliniens aux Etats-Unis (No du 13 juin 1949). Et le même Shachtman a fait la déclaration solennelle devant le Loyalty Board du Ministère du Commerce des Etats-Unis que tous les membres de son organisation se comporteraient en "citoyens américains loyaux" durant la prochaine guerre. Evidemment l'opposition loyale de l'impérialisme "démocratique", cela circonscrit le maximum des ambitions politiques de la plupart des membres du comité de rédaction de "CONFRONTATION INTERNATIONALE", comme le Rassemblement Démocratique Révolutionnaire, leur organisation française, circonscrit sa lutte contre le colonialisme dans le cadre d'une Union Française "démocratique et révolutionnaire". On mériterait certainement une peine de galères "démocratiques et révolutionnaires" pour de telles confusions!

Le pont jeté langoureusement vers le camp impérialiste ne manque pas non plus du plus classique de tous les états : la lutte contre le trotskysme. Marcel Rousseau, dans "CONFRONTATION INTERNATIONALE", en voulant dresser le bilan de la crise de la social-démocratie française, fait en même temps le bilan de la destruction de courants révolutionnaires progressifs par la rédaction de "CONFRONTATION INTERNATIONALE". Au cours de son analyse, Rousseau en arrive à caractériser en passant la IVe Internationale comme une organisation "bureaucratique"! Ni plus ni moins... Le même Rousseau a certes connu un genre de démocratie supérieure à la démo-

cratie prolétarienne la plus complète qui règne dans la IVe Internationale: celle de la SFIO où la direction foule aux pieds les décisions des Congrès; ou celle des Jeunesses Socialistes où une petite clique "arrangeait la ligne politique en dehors de toute vie politique de la base; ou encore celle du Rassemblement Démocratique Révolutionnaire au Congrès duquel les opposants sont rayés de la liste des orateurs "par manque de temps" et où le vote "unanime" d'une "motion de synthèse" permet aux Rousset et Cie de continuer une politique personnelle. La naïveté de nos rédacteurs doublée de leur mauvaise foi pourrait-elle accoucher d'autres monstres du même genre? Il n'a pas fallu attendre longtemps pour s'en rendre compte. Dans le No 2 de leur revue paraît en effet un ignoble article signé par un certain Juan Rey, dans lequel on reprend contre nos camarades boliviens, qui se battent avec le prolétariat minier esclave du capital étranger américain, la plus caractéristique de toutes les calomnies staliniennes: les trotskystes, alliés des nazis. Comment pourrait-on s'en étonner, quand on sait que déjà auparavant, sous l'inspiration de la plupart des rédacteurs de "CONFRONTATION INTERNATIONALE", Rousseau et Cie s'étaient, dans l'ASR, alliés aux agents staliniens pour exclure les trotskystes? Cela ne les empêche pas, naturellement, d'accuser les trotskystes de poursuivre une politique pro-stalinienne. Mais qui chercherait une logique dans les idées contradictoires de ces centristes, alors que la logique de leurs actes éclate au grand jour?

Il n'est pas sans intérêt de retracer la voie idéologique de la rupture avec le marxisme de Parisot et Demazière, amis des Shachtman et autres Rousseau. Partis, au lendemain de l'armistice de 1940, de la fausse notion d'un "grand parti" qu'il fallait construire "aussi vite que possible"; considérant dès 1945 la dictature comme un danger "imminent", contre lequel il fallait réagir "à tout prix" (Se rappelle-t-on qu'ils défendirent le "oui" pour la Constitution bourgeoise au référendum de mars 1946 face "au danger gaulliste"? Se rappelle-t-on que le pauvre Demazière expliquait en février 1944 que le RDR était le dernier moyen d'éviter la guerre?) ils ont succombé à la vieille tentation opportuniste d'arriver au but révolutionnaire par quelques ^{correspondants} "accourcis" aux besoins du temps". Les voilà partis, d'abord dans l'adaptation au nationalisme petit bourgeois, puis au stalinisme, enfin à la stalinophobie galopante de la petite bourgeoisie effrayée. Le programme? Les principes? Le drapeau? Ce sont là des "notions sclérosées, étriquées, toutes faites, stériles", dont on se moque! Il suffit de quelques idées-clefs et même de la confiance pure dans la "solide éducation marxiste des militants", comme Demazière s'exprimait avec une sincérité touchante. Au cours de cette chasse éternelle derrière "les masses", on reconstruit un petit Front Populaire fantôme. Pour lutter "pour la paix" on apparaît la main dans la main avec des députés ayant voté les crédits de guerre, et on se bat (sur les tribunes) contre la dictature, en fraternelle embrassade avec nos chers amis, le ci-devant ministre des flics de la IVe République et le ministre de l'Allemagne occupée de Sa Majesté britannique, après avoir rompu avec la IVe Internationale au sein du marxisme inguérissable. Dans tout ce jeu très fructueux (en opposition à la politique "stérile" des révolutionnaires), on ne réussit cependant pas du tout à gagner des "masses" ouvrières. On en conclut par conséquent que ces masses sont "arriérées", contaminées par le stalinisme. L'étape suivante, c'est alors de constater, comme le fait Rousseau, que ce sont les classes moyennes (!) qui jouent un rôle prédominant dans la politique contemporaine (Rousset, plus modeste, dit que cette place revient en réalité aux intellectuels). Une rapide décaction de "théories nouvelles" donnera alors à l'opportunisme politique une base "solide". Et on attend le succès qui, hélas, tarde à venir...

Le plus lamentable dans cette affaire, c'est que ces "nouveautés" sont désespérément vieilles et ont été usées jusqu'à la corde au cours de cinquante années d'histoire de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier. A qui n'ignore pas complètement cette histoire, toutes ces "idées nouvelles" provoquent la sensation immédiate du réchauffé. Le "recul du prolétariat", c'est la base de tous les échafaudages théoriques des compagnons de route et des agents intellectuels du stalinisme pour justifier une politique de trahison de la révolution prolétarienne. La nécessité de se "concilier les classes moyennes", chère à Rousseau, c'est l'idée clef du réformisme comme du stalinisme dans ses manifestations les plus platement opportunistes. Les "phénomènes nouveaux", la "situation changée", ce sont les éternels refrains que tous les opportunistes, de Bernstein d'il y a 50 ans à Staline en 1943, ont entonnés pour liquider en douce un des principes fondamentaux du marxisme révolutionnaire. Le révisichisme de "CONFRONTATION INTERNATIONALE" suit comme une ombre pâle ces grands précurseurs sur la voie de l'abandon de la lutte de classe révolutionnaire, et ne manque que de l'efficacité et des occasions historiques pour imiter également les crimes qu'ils commirent contre le prolétariat mondial.

Le marxisme révolutionnaire se base en définitive sur un nombre restreint de conclusions, tirées de l'analyse de l'histoire des sociétés en général et de la société capitaliste en particulier. La lutte pour le socialisme est utopique si elle n'est pas portée par une classe de producteurs préparée par tout le développement inévitable de la société à se saisir du pouvoir. Les contradictions internes du système capitaliste, voilà la force objective qui pousse toujours à nouveau le prolétariat sur la voie de la révolution. Le programme révolutionnaire, expression consciente du processus historique élémentaire, donne au prolétariat conscience de sa mission. L'organisation révolutionnaire, incarnation de ce programme, propulse et dirige la lutte du prolétariat. Elle ne peut le faire qu'en utilisant certains moyens, une tactique princiipielle déterminée. L'utilisation de tout autre moyen opportuniste ne conduit pas au but socialiste mais à un but opposé. L'histoire du stalinisme l'a confirmé de façon trop douloureuse, et les tristes héros de cette confrontation de banqueroutiers s'efforcent cependant une fois de plus de combattre le stalinisme par des moyens homéopathiques.

C'est pourquoi les ^{deux} numéros de "CONFRONTATION INTERNATIONALE" confirment pleinement les conclusions qu'un "lecteur de Taverny" a envoyées à la revue : "nous voilà revenus des décades, sinon des siècles avant le socialisme scientifique". Utopie que la lutte contre la guerre en dehors de la lutte de classe révolutionnaire du prolétariat. Utopie que l'espoir de construire un mouvement politique sans programme défini. Utopie que le rêve du socialisme dans l'éventualité de l'apparition d'une société post-capitaliste, basée sur le travail d'esclaves. Utopie que la lutte anti-stalinienne si le stalinisme est réellement une force anti-capitaliste efficace. Utopie que la "conquête des masses" sans la lutte pour la direction des luttes ouvrières. Utopie que le rêve d'un mouvement politique porté par les intellectuels et la petite bourgeoisie. L'utopie sort pour ainsi dire de chaque page de cette revue qui marque une rupture avec les prémisses du socialisme scientifique. Utopie encore que les promesses du même "lecteur de Taverny" qui demande lui-même qu'on passe à "l'ordre du jour" en dépassant le marxisme "d'un autre âge" de la IVe Internationale. Utopie encore que l'idée de pouvoir brasser un courant en "confrontant" les idées les plus vides et les plus contradictoires, qui écrasent la plu-

part des lecteurs de bonne volonté comme une armée de points d'interrogation. Une seule contribution, à la différence de cet assemblage lamentable, prétend se livrer à une analyse marxiste, c'est celle de W. Solano, du POUM, qui cherche à expliquer le développement du mouvement ouvrier espagnol. Nous aurons l'occasion de l'étudier de plus près, d'analyser la politique nationale et internationale du POUM.

Tous ceux qui se sont momentanément perdus dans le RDR n'ont-ils pas encore perdu l'occasion de tirer la leçon de la banqueroute de leurs anciens dirigeants? Il n'y a pas d'autre moyen de délivrer l'humanité du cauchemar de la société actuelle qu'en construisant un parti révolutionnaire, basé sur le programme, la stratégie et la tactique en conformité stricte avec les principes marxistes. Si lente que soit cette construction, quelque patience qu'elle exige, elle constitue le s e u l moyen d'arriver au but socialiste.

Henri VALLIN

NOUVELLES
de l'INTERNATIONALE
et du MOUVEMENT OUVRIER

BOLIVIE

LA GREVE DES MINEURS

+ - Nous avons reçu de Bolivie le document suivant adressé "au Proletariat du monde entier" et qui retrace les événements qui ont secoué en mai dernier la Bolivie. Nous reviendrons ultérieurement - sur la base de plus amples informations que nous attendons de nos camarades boliviens - au sujet de la situation dans ce pays et de la politique suivie par l'organisation trotskyste.

"Camarades,

"Les poings serrés par la colère et avec notre foi révolutionnaire réaffirmée par la lutte sans répit que nous soutenons contre la féodo-bourgeoisie de notre pays, nous nous adressons à vous pour dénoncer devant la cons-

cience des travailleurs du monde entier de quelle façon ce morceau de terre latino-américaine a à nouveau été trempé du sang des défenseurs de la cause prolétarienne qui sont tombés victimes de la mitraille des défenseurs des profits impérialistes. L'écho des fusils assassins se fait encore entendre dans nos montagnes. Le cri rebelle de nos camarades qui sont tombés pour un avenir meilleur fait, à travers l'espace, un appel à la solidarité mondiale.

"Ces notes vous apportent le salut révolutionnaire fraternel de ceux qui restent en vie portant le drapeau de la IVe Internationale. Nous vous disons que ce ne seront ni les balles ni l'exploitation débridée capitaliste qui réussiront à détruire les principes marxiste-léninistes de la justice sociale assimilés par la conscience du prolétariat bolivien. Le massacre de CATAVI est une étape de plus nous approchant du but final que les lois historiques ont fixé à tous les peuples. Il faut que vous sôyez instruits sur ce qui se passe dans cette semi-colonie yankee. Nous faisons ici le récit des événements qui se sont terminés par le plus grand massacre que notre histoire ait jamais connu.

Les préliminaires

" En novembre 1948, les syndicats ouvriers des bassins miniers de CATAVI, LLALLAGUA, et SIGLO XX, affiliés à la Fédération Syndicale des Mineurs de Bolivie, présentèrent un cahier de revendications pour une augmentation de salaire et d'autres améliorations économiques. L'administration de l'entreprise PATINO MINES, loin de prendre en considération la demande des salariés comme les lois de travail l'obligeaient à le faire, découvrit ses véritables intentions en refusant^{de} leur reconnaître toute personnalité juridique et en repoussant tout pour parler avec eux. Les autorités gouvernementales se montrèrent incapables d'avoir une attitude énergique envers l'entreprise qui avait abrogé le droit d'existence des syndicats ouvriers. Face à la résistance du patronat et à la pression de la totalité des mineurs, le gouvernement se vit obligé de nommer lui-même un représentant du patronat en vue d'étudier les revendications ouvrières dans une Commission de Conciliation et d'arbitrage. La PATINO MINES répondit alors par une menace de renvoi de tous ses ouvriers. Ceux-ci, de leur côté, firent savoir qu'ils occuperaient les mines et les feraient marcher à leur compte s'il y avait un lock-out. Le gouvernement, valet fidèle des intérêts impérialistes, ne sut modérer les exigences de l'entreprise ; devant l'attitude résolue des mineurs, il décréta alors l'état de siège et commença la repression sous prétexte de défendre la démocratie et le respect des lois. Les centres de travail, les gares du chemin de fer, les bassins miniers furent occupés par les troupes, et les ouvriers furent obligés de travailler sous la menace des fusils. La radio et la presse déversèrent une campagne de calomnies contre les mineurs, essayant de dresser contre eux le reste de la population. Les districts miniers furent entourés d'un cordon de fusils, il n'y avait d'autre loi suprême que celle de l'ambition débridée de la PATINO MINES. Cependant, les ouvriers tinrent bon, en ne cédant pas dans leurs justes revendications. Une vague de mécontentement atteignit tous les secteurs ouvriers. Entre temps, au siège du gouvernement continuaient les interminables discussions avec les représentants de l'entreprise devant la Commission de Conciliation ; ceux-ci, par leur intransigence, empêchaient tout accord.

Le règlement

" Mais la patience des ouvriers avait des limites. Lassés par une longue attente de plusieurs mois, tous les syndicats miniers (au nombre de 50 et avec plus de 100.000 membres) se mirent en grève et obtinrent que la Commission de Conciliation établit un règlement d'arbitrage qui, tout en recoussant l'ensemble des revendications des travailleurs, leur en accordait au moins quelques-unes. Mais l'entreprise en question ne pouvait pas accepter cette défaite partielle. Ainsi, elle ignora le règlement d'arbitrage pour, ensuite, faire appel devant la Haute Cour de Justice, dans l'espoir de trouver une issue victorieuse auprès de ce dernier bastion de la réaction. S'apercevant de cette dernière manœuvre, les travailleurs se mirent à nouveau en grève appuyés par d'autres secteurs de la population citadine. C'est alors que le gouvernement, défendant toujours les coffres-forts capitalistes, recourut à une manœuvre dangereuse pour s'en sortir d'une situation difficile. Il publia un arrêté selon lequel les deux parties (ouvriers et patronat) étaient tenues de respecter le règlement d'arbitrage. Les mineurs reprirèrent alors le travail, croyant toujours que le patronat respecterait effectivement l'arrêté, mais il ne tardèrent pas à se rendre compte que la PATINO MINES non seulement n'acceptait pas le règlement d'arbitrage, mais ignorait aussi l'arrêté gouvernemental.

" Les choses en étaient arrivées à ce point, quand le Comité Central de notre Parti, le P.O.R., voyant les préparatifs de la réaction pour s'attaquer aux organisations ouvrières, s'adressa aux partis petits-bourgeois d'opposition (le P.I.R. et le M.N.R.) les invitant à constituer un front anti-impérialiste avec un programme révolutionnaire en vue de stopper et de liquider l'offensive impérialiste engagée par l'intermédiaire de la féodo-bourgeoisie bolivienne. Effrayé du danger que constituerait la réalisation d'une telle proposition, le gouvernement aggrava définitivement le conflit et commença à pourchasser les militants du POR à l'échelle nationale, dans l'espoir de laisser le mouvement ouvrier sans direction révolutionnaire.

Le massacre

" Les mineurs se considéraient une fois de plus dupés dans leur revendications ; ils avaient épuisés tous les moyens pacifiques pour arriver à un accord et ils ne pouvaient espérer rien de ce gouvernement du moment qu'il s'avérait incapable de faire respecter son propre arrêté ministériel. Les dirigeants de la Fédération Syndicale des Mineurs de Bolivie crurent le moment venu de déclencher la grève générale et ils le firent savoir aux autorités du travail ainsi qu'aux représentants de l'entreprise. Aussitôt cette décision connue, les districts miniers furent occupés par de nouvelles troupes mises à l'entière disposition de la PATINO MINES ; et toute une série de vexations commença/contre tous ceux qui ne demandaient rien d'autre que le respect d'un arrêté du propre Pouvoir Exécutif. La manœuvre du gouvernement était ainsi dévoilée, le fameux arrêté où il était question d'obliger au respect du règlement d'arbitrage s'avérait une simple manœuvre pour gagner du temps en vue d'envoyer des troupes dans les bassins miniers et d'enrayer ainsi la grève générale. Toutes les forces de police furent mises en action pour poursuivre les dirigeants ouvriers. On arrêta tous les Secrétaires de la FSMB, les parlementaires du BLOC MINIER, des dirigeants des obemints et du textile ainsi que nombreux dirigeants du PARTI OUVRIER REVO-

LUTIONNAIRE (section bolivienne de la IVe Internationale). Les uns furent enfermés dans des camps de concentration ; d'autres furent obligés de se rendre au Chili où le servile Gonzalez Videla les priva de toute liberté. Parmi ceux qui ont été frappés de cette répression se trouvent GUILLERMO LORA, militant du POR et député du district minier de Catavi; JUAN LECHIN, secrétaire de l'Exécutif de la FSMB, leader des travailleurs du sous-sol et Sénateur du département de Potosi; ANIBAL VARGAS, militant du POR et député des districts miniers de la Province de Sud Chichas; MARIO TORREZ, secrétaire général des mineurs et député de la Province Quijarro; NELSON CAPELLINO VELAZQUEZ et CESAR TORANZOS, militants du POR et secrétaires de la Fédération de Mineurs; MIGUEL ALANDIA PANTOJA, militant du POR et peintre renommé. Et avec eux, toute une centaine qui aujourd'hui remplissent les prisons et les camps de concentration établis sous l'inspiration directe de l'ambassade yankee.

" Devant cet attentat monstrueux contre les garanties constitutionnelles même au nom desquelles étaient commises les pires vexations, les ouvriers réagirent en se mettant en grève. Ils prirent comme otages, répondant de la libération de leurs dirigeants, les hauts personnages et les sbires des entreprises minières, notamment de La Patino Mines. L'armée, dirigée par des militaires yankee fournis par l'ambassade américaine, commença le massacre des mineurs à CATAVI, LLALLAGUA, SIGLO XX, UNCIA et dans d'autres districts. A CATAVI et SIGLO XX, où les hauts personnages de La Patino Mines avaient été pris en otage, le siège du Syndicat fut encerclé par 5 régiments et les ouvriers furent criblés par une fusillade, qui provoqua la mort de deux ingénieurs yankee et de centaines de travailleurs. Des femmes, des enfants et des vieux ouvriers qui manifestaient, furent aussi massacrés par les flics agissant aussi sous les ordres directs des militaires yankee. Les ouvriers résistèrent avec des cartouches de dynamite. Le gouvernement, valet des firmes capitalistes et obéissant aux ordres de l'ambassade américaine, proclama la loi martiale et rappela les classes de 19 à 50 ans, mobilisant ainsi 31 catégories de réservistes.

" Aujourd'hui la terreur règne sur toute l'étendue de la République. Sans presse, sans radio et au milieu d'un état de siège permanent qui a supprimé toutes les libertés, même les plus petites, les ouvriers résistent toujours à l'offensive de la réaction capitaliste.

" La presse contrôlée, car il n'y en a pas d'autre, fait des efforts énormes pour défigurer les événements. A l'entendre, les victimes sont des criminels et la mort des deux yankee tués par les balles des bourreaux policiers est présentée comme la "preuve de la sauvagerie des mineurs". Des récits sont inventés de toute pièce où s'étalent des monstruosité commises contre les exploités, mais un silence absolu est fait sur les 1.200 victimes qui sont tombées sous les balles et ont été ensuite amoncelées dans une morgue commune. Le silence est fait aussi sur les 795 blessés. La radio, pas plus que les journaux vénaux, ne parle des mères qui ont perdu des enfants, des femmes qui ont perdu leurs compagnons, des enfants qui ont vu leurs parents tomber sous la rage de ces gardiens de la propriété privée et des poches capitalistes.

" La vérité, cette vérité nue et douloureuse, c'est vous, camarades, qui la crierez, vous qui pensez et qui sentez comme nous. Le mensonge fabriqué en série ne réussira pas à changer la véritable physionomie de cet horrible massacre, pas plus que de présenter comme des héros les canailles

et les assassins.

"Faites savoir, camarades, qu'en Bolivie sont tombés 1.200 ouvriers révolutionnaires pour le grave "délit" de demander justice pour leurs frères. Dites-le, pour que les camarades du monde entier le sachent, qu'en Bolivie il y a des milliers d'ouvriers qui sont dans les puits de mines souffrant de la faim et du froid. Dites aussi qu'en Bolivie il y a des milliers de mères, de veuves et d'orphelins qui, les poings dressés, tournent les yeux vers les cinq continents dans un appel à la solidarité mondiale.

"Bolivio, 8 juin 1949

MIGUEL
(militant du POR)

+++++
+++++
+++++

INDONESIE

LES FORMATIONS COMMUNISTES

Le journal catholique "De Volkskrant" d'Amsterdam, a publié le 18 juillet l'article suivant que nous reproduisons à titre d'information :

" Les Communistes autour de Djokjakarta divisés en quatre groupements.

" Nouvelle tentative de prise de pouvoir? (De notre correspondant)

"Batavia, 15 juillet.-- Pour le moment, on ne sait pas encore clairement ce qu'on peut attendre des communistes dans la République indonésienne qui vient d'être réinstallée. Le sultan de Djokjakarta semble avoir conclu avec eux un modus vivendi. Cependant, il reste à voir jusqu'à quand cela durera. Un certain jour, les communistes feront bien leur tentative de prise de pouvoir. Il est possible qu'ils attendent le transfert de la souveraineté avant de le faire.

"Les multiples nouvelles et bruits sur le danger communiste à Java et sur la vie ou la mort des leaders communistes, demandent une certaine prudence. Il faut dire préalablement que les communistes à Java sont divisés en plusieurs groupements. Les partis les plus grands sont le PKI, le Partai Murba, le PKI merah, et le PCI.

"Le PKI (Partai Komunis Indonesia) est le plus grand et le plus vieux de ces partis. C'est lui qui organisa en 1948 sous la direction de Muso, qui venait d'arriver de Moscou, la grande insurrection dans la République, insurrection qui échoua. Le leader de ce parti, Alimin Prawirodirdjo, sans aucun doute est mort. Il a trouvé la mort aux environs de Klaten, dans la région de Wonogiri. Selon une déclaration officielle, la dysenterie serait la cause de sa mort, mais Alimin était victime de l'opium, et on pense généralement que cela peut avoir mis fin à sa vie.

"De quatre autres membres du PKI qui ont pris part à la révolte de 1948, on est sûr de la mort de Mr. Sjarifuddin (l'ancien ministre-président de la République), de Suripno, (ancien représentant de la République à Prague), de Djokosujono et de Darusman. Les trois premiers ont été faits pri-

sonniers par la T.N.I. (+) et incarcérés à Djokjakarta. Darusman sut se cacher. Au commencement de la seconde action militaire, les prisonniers communistes furent mis en liberté. Les trois leaders nommés se rendirent sur les collines de Lawu, où Darusman les rejoignit. Un beau jour, cependant, les quatre rencontrèrent un groupe P.T. (Polisi tentara, police militaire républicaine), qui les fit prisonniers. Le commandant du groupe les fit fusiller. Muso, leader de la révolte, est également mort. Il est tombé au cours d'incidents dans l'Est de Java en septembre 1948, frappé par une balle républicaine.

"Des communistes encore vivants, Seytiadjit est le plus connu. Il semble errer quelque part sur le territoire de Klaten, ainsi que le communiste chinois Mr. Tang Lin Djie. Aux environs de Wonosari se trouveraient les communistes importants suivants : Aidit, chef de l'agitation et de la propagande du PKI, Sudjono, président du PKI (qui a servi dans l'armée alliée en Australie pendant la guerre) et Mr. R.M. Abdulmajit, Djojoadingrat (il a étudié en Hollande et était un ami de Hatta et du Prof. Schermerhorn; il fut reçu en même temps que Hatta en 1928 par la cour et a épousé une Hollandaise).

" Du Partai Murba (le parti communiste qui n'a pas participé à la révolte -/des staliniciens/- parce qu'il sentait que le temps n'était pas mûr), Sukarni se présente pour le moment comme le leader. Cependant, le chef véritable est toujours Tan Malakka qui, malgré toutes les nouvelles qui disent le contraire, n'est pas mort. Il est certain qu'on a tué quelqu'un qui lui ressemblait. Lui-même vit cependant et erre quelque part dans l'est de Java. Sukarni se trouve aux environs de Djokjakarta. Il est accompagné de Chairul Saloh, étudiant en droit. Probablement R.M. Kobarsi, qui est de la famille de la maison royale de Paku Alam, est aussi chez lui.

" Le troisième parti communiste est le PKI merah. Merah veut dire rouge, et le nom du parti parle donc de lui-même. Ces communistes sont encore plus rouges que les communistes ordinaires. Alimin faisait part de ce groupe jusqu'au pacte de Linggadjati. Mais il l'abandonna parce qu'il était pour ce pacte et parce que le parti était contre. Leur leader est un certain Djoni, surnommé Banteng Medan (taureau de Medan) ou Banteng Gemoek (taureau gras). On ne sait pas où il se trouve. Il est probablement lui aussi aux environs de Djokjakarta.

" Le quatrième parti, est le P.C.I., le Parti des communistes d'Indonésie. On l'appelle aussi Akoma, abréviation de Angkotan Muda ce qui veut dire "groupe de jeunesse". Le chef de ce parti est Ibnu Para. Ce parti était contre le pacte de Renville (++). Ses membres ont alors commencé des actions terroristes sur le territoire fédéral. L'ouest de Java a particulièrement souffert d'eux. Ils se trouvent toujours là".

(+) armée nationaliste.

(++) qui fut signé après la première guerre de l'impérialisme hollandais.

C H Y P R E

LES VOIX DES CANDIDATS TROTSKYSTES AUX ELECTIONS MUNICIPALES

Les deux candidats du PCI (section cyprïote de la IV^e Internationale) aux élections municipales qui ont eu lieu en mai dernier, le camarade NATHANAEL pour la ville de Larnaka et le camarade MODINOS pour la ville de Lemessos, ont reçu respectivement 580 et 747 voix. L'organisation trotskyste prenait part pour la première fois aux élections, et le nombre de voix recueillis dans ces deux petites villes est particulièrement satisfaisant.

"Le résultat des élections, écrit l'organe des trotskystes cyprïotes "Le Prolétaire", marque une victoire importante pour notre mouvement qui, malgré les difficultés financières et le manque d'une propagande continue parmi les larges masses, a su s'imposer comme une force politique appréciable aussi bien en face de la réaction que du stalinisme".

A N G L E T E R R E

LA GREVE DES DOCKERS LONDONIENS

Pendant 24 jours les dockers londoniens ont poursuivi une grève de solidarité envers les marins canadiens en grève, refusant de décharger deux bateaux canadiens. Toutes les manoeuvres pour briser la grève—jusqu'à la signature de l'état d'urgence par le roi en passant par le chantage à l'épouvantail communiste—ont échoué devant la cohésion et la tenacité des dockers. L'emploi de la 14^e troupe par le gouvernement n'a réussi qu'à étendre le nombre des grévistes dans d'autres corporations. Bien qu'une forte pression de la presse bourgeoise s'exerça pour demander d'énergiques interventions gouvernementales, le gouvernement travailliste craignait si fort de heurter les travailleurs anglais et de déclencher un mouvement général, qu'il n'osa pas aller trop loin dans ses tentatives pour briser le mouvement. Les leaders du Labour Party dénoncèrent le mouvement, mais quand le lord travailliste Ammon, directeur du Conseil d'Administration du Port, menaçait de rompre le contrat de travail des dockers s'ils poursuivaient le mouvement, le gouvernement se sentit contraint de le désavouer. Finalement les dockers ont repris le travail avec la même cohésion qu'au premier jour du mouvement, et seulement sous les ordres de leur comité de grève et à leurs conditions.

Mouvement de bon augure pour le développement des luttes ouvrières en Grande-Bretagne.

J A P O N

LES PROGRES STALINIENS

La caractéristique essentielle de la vie politique du Japon aujourd'hui est l'effondrement des partis du centre. A la suite des dernières élections, les staliniens forment le deuxième parti à la Chambre basse, les Démocrates et les Socialistes étant trop divisés pour continuer à compter. Le Parti Libéral qui est en fait réactionnaire et conservateur, est le parti majoritaire à la Diète. Les conditions économiques actuelles favorisent le développement vers la gauche, et les staliniens ont tiré le plus grand avantage

de la situation. Ils ont été très actifs dans plusieurs luttes populaires et ont ainsi créés une impression favorable dans les masses.

Ils auraient pu faire des progrès énormes si des centaines de milliers de Japonais ne se trouvaient encore comme prisonniers de guerre en Russie. Le gouvernement soviétique les rapatrie très lentement parce que, selon certains rapports, ils constituent une des meilleures sources de main d'oeuvre existant à présent en URSS. Les stalinien japonais sentent qu'ils doivent faire quelque chose à ce sujet. Il y a quelque temps, le secrétaire général du parti stalinien, Tokuda, a envoyé un message personnel au CC du parti communiste de l'URSS demandant que les prisonniers de guerre japonais soient rapatriés dans le délai d'un an. C'est la première fois qu'un dirigeant stalinien a publiquement pris une position qui soit une condamnation implicite de l'URSS.

Selon diverses informations, Tokuda est moins servile que les autres dirigeants staliniens envers le Kremlin. Il y a quelque temps, en réponse à une question lui demandant s'il soutiendrait l'Armée soviétique en cas d'invasion du Japon, il répondit qu'il résisterait à n'importe quel envahisseur, quel qu'il soit, et ajouta que l'Armée soviétique ne procéderait jamais à une telle chose. Ceci reste évidemment conforme à la ligne chauvine du PC japonais et à ses mots d'ordre d' "indépendance raciale".

Mais on s'attend avant longtemps à d'intéressants développements politiques au Japon.

A U S T R A L I E

LA GREVE DES MINEURS

La grève des mineurs australiens est entrée dans son deuxième mois malgré des mesures brutales du gouvernement Chieflly pour la briser, notamment la confiscation des fonds syndicaux et l'arrestation dans tout le pays des principaux dirigeants de la grève. En dépit des "failles" que les dirigeants du Labour Party australien voient partout, la grève bat son plein. C'est un des plus grands mouvements de grève que l'Australie a connu, auquel participent 23.000 mineurs, provoquant un arrêt industriel dans tout le pays, entraînant 500.000 chômeurs. Des convois militaires ont été dirigés vers les charbonnages du Nord afin de faire fonctionner les mines au moyen de la troupe, à partir du 1er août. Sauf les mineurs de Tasmanie qui ont décidé de reprendre le travail, les grévistes dans l'ensemble tiennent bon. Une récente information indique que l'on prétend remettre les mines de la Nouvelle Galles du Sud à des syndicats non grévistes. Le ministre de l'Emigration, Calwel, a déclaré : "La crise actuelle est une lutte finale entre le communisme et la collectivité. Les mineurs ne peuvent pas gagner". Mais le fait reste que le gouvernement n'a pas triomphé malgré les arrestations des dirigeants syndicaux et l'emploi de la force et de l'armée.

Les dockers australiens viennent de prononcer l'embargo sur tous les navires amenant du charbon en Australie.

ETATS - UNIS

LES STALINIENS REFUSENT DE DEFENDRE LES DROITS CIVIQUES POUR LES TROTSKYSTES

Le 25 juin fut tenue une Conférence pour les droits civiques et humains convoquée par l'Association pour les droits civiques, à Madison Square Gardens à New York. Cette Conférence était dominée par les délégués du Parti stalinien. Une résolution fut présentée pour la défense des dirigeants communistes poursuivis devant la Cour en vertu de la loi Smith, et les trotskystes présents votèrent naturellement cette résolution. Mais la proposition faite par un membre du SWP d'ajouter un amendement visant le Procès des 18 membres du SWP qui, en 1941, furent condamnés en vertu de la même loi Smith, fut accueillie par des coups de sifflet et une vive opposition stalinienne. Un autre amendement proposant le soutien du cas de l'ancien combattant JAMES KUTCHER, renvoyé de son emploi parce que membre du SWP, fut également repoussé par les staliniens. Le Daily Worker stalinien se réjouit du fait "qu'une résolution trotskyste... sur le cas de la trahison des 18 trotskystes pendant la guerre fut battue à une très grande majorité". Mais les libéraux présents furent profondément choqués par cette démonstration stalinienne et, en fin de compte, l'affaire Kutcher en bénéficia.

Dans un éditorial, le New York Post observe que les staliniens exigent "la liberté et la justice" pour certains seulement, et il ajoute : "Cet épisode a dû être pénible et révélateur pour ceux des non communistes qui étaient présents et qui croyaient à tort que le meeting avait pour objectif de défendre la liberté pour tous".

Dans le Daily Compass, Stone, qui avait si souvent défendu les staliniens, écrit : "A cette époque le Daily Worker applaudissait les poursuites contre les trotskystes, subordonnant les principes au fanatisme de parti ; l'Association des droits civiques s'est laissée aveugler par le sectarisme".

Les staliniens s'étant livrés à une attaque calomnieuse contre les trotskystes, FARREL DOBBS protesta énergiquement et exigea une enquête publique sur les accusations faites par l'organe stalinien.

Il est intéressant de noter que la manoeuvre stalinienne contre les trotskystes se retourne contre ses auteurs. Un important groupe de libéraux à un meeting tenu à New York les 17 et 18 juillet, a clairement déclaré qu'ils étaient prêts à soutenir la défense de toutes les victimes de la répression, indépendamment de leurs opinions politiques. Des résolutions ont été adoptées contre les épurations chez les fonctionnaires et dans les institutions d'enseignement. On a également demandé l'arrêt des poursuites contre les dirigeants communistes. Le Professeur Thomas I. Emerson, de l'école de Droit de Yale, a demandé la grâce présidentielle pour les 18 membres du SWP condamnés en 1941. Les staliniens se sont opposés à une résolution sur le cas Kutcher et préférèrent troubler la tenue du meeting que d'accepter cette résolution.

C A N A D A

LA GREVE DES MINEURS DE L'AMIANTE

Commencée le 13 février, la grève des mineurs de l'amiante s'est terminée en juillet par une victoire totale. Les grévistes réclamaient une augmentation horaire de 15 cents. Ils résistèrent héroïquement aux efforts des jaunes de la Compagnie et à la terreur policière pour briser la grève.

Les ouvriers et leurs femmes élevèrent des barricades bloquant toutes les routes. Une terreur policière sans précédent fut instituée. 150 ouvriers furent arrêtés en vertu de la loi relative aux émeutes. Mais les mineurs tinrent bon. Des avances répétées de la Compagnie demandant aux mineurs d'arrêter la grève ne donnèrent aucun résultat. Les grévistes forcèrent la Compagnie à céder. L'accord intervenu comporte une augmentation de 10 cents, les 5 autres cents restant en négociation. Les grévistes obtinrent aussi quatre congés payés par an et la réintégration de tous les grévistes sans distinction.

H O L L A N D E

LES ELECTIONS MUNICIPALES

Aux élections municipales de juin, le R.C.P. (section hollandaise de la IVe Internationale) avait présenté des candidats dans plusieurs villes. Les résultats suivants ont été obtenus :

			En 1948
AMSTERDAM	2.196 votes,	0,5 %	1.296 votes, 0,3 %
ROTTERDAM	960 "	0,28 %	927 "
GRONINGUE	183 "	?	
DELFT	118 "	0,37 %	
SCHIEDAM	114 "	0,31 %	
DORDRECHT	252 "	0,7 %	
LA HAYE (liste de bloc avec des socialistes)	1.684 "	0,56 %	

A Slidrecht, un groupe d'ouvriers qui, en 1946, avait participé aux élections et eu 2 élus, a participé aussi cette année, en collaboration intime avec le RCP. Malheureusement, il leur a manqué 3 voix pour avoir un élu.

La campagne du RCP a été bien meilleure que l'année dernière. 150.000 manifestes ont été distribués. 50.000 à Amsterdam et Rotterdam, 20.000 à Groningue, et 10.000 à Delft, Schiedam et Dordrecht.

"Pour finir -nous écrivent nos camarades- nous avons procédé à la vérification de la légalité du slogan : Indonesië los van Holland, nu! (Séparez l'Indonésie de la Hollande maintenant!), notre slogan principal. A Amsterdam, nous avons placé des affiches sur les ponts (15, contre les autres partis quelques centaines!) avec notre slogan sur l'Indonésie. Au bout d'une semaine, le maire de la ville, banquier, membre du Parti travailliste, interdisait l'usage de ce slogan. Nous avons perdu le procès contre le maire, mais gagné dans notre propagande. Dans tous les journaux du pays on a signalé que le RCP avait ce slogan; les journaux d'Amsterdam et autres, ont publié un compte rendu du procès dans lequel on devait noter que ce slogan est vieux de 40 années dans le mouvement révolutionnaire, que c'était le slogan de Domela Nieuwenhuis, fondateur du mouvement ouvrier en Hollande, du PC dans sa période révolutionnaire, et de Sneevliet."

+++++
+++++
+++++